



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – janvier 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 23 mars 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel
Janvier 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quatrième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 6 et le 28 janvier 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – January 2021

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/16-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-38284-5

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

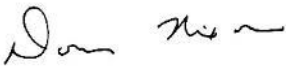
CP22-185/16-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-38283-8

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 23 mars 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Perspectives sur la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)	5
Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l'île de Vancouver)	7
Vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	8
Messages sur les vaccins (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)	11
Application Alerte COVID (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan).....	12
Remboursement de la PCU (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)	13
Partie II : Autres enjeux	15
Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick)	15
Questions autochtones (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)	20
Petits réacteurs nucléaires (Nouveau-Brunswick)	21
Itinérance (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)	22
La haine sur Internet (grandes villes francophones, Intérieur de la Colombie-Britannique)	23
Services de garde (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	25

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 29

Chronologie des événements en janvier	29
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	31
Réduction des gaz à effet de serre (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	31
Perspectives sur la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)	32
Comportements (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	33
Impacts de la COVID-19 (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	34
Performance du gouvernement du Canada (grandes villes francophones, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan)	36
Restrictions de voyage (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)	38
Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l'île de Vancouver)	39
Une dose de faits.....	41
Une dose de faits – version A (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	41
Une dose de faits – version B (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	42
Une dose de faits – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)	43
Une dose de faits – version D (aînés de l'île de Vancouver)	44
Les vaccins et vous.....	47
Les vaccins et vous – version A (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	47

Les vaccins et vous – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	48
Les vaccins et vous – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)	49
Les vaccins et vous – version D (aînés de l’île de Vancouver)	50
Demandez à un expert	52
Demandez à un expert – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	53
Demandez à un expert – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)	54
Demandez à un expert – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)	55
Demandez à un expert – version D (aînés de l’île de Vancouver).....	56
Concept préféré	58
 Vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l’île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)	58
Nouvelles entendues au sujet des vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l’île de Vancouver, Nouveau-Brunswick).....	59
Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	60
Calendrier de vaccination (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l’île de Vancouver, Nouveau-Brunswick).....	62
Intentions et réticences en matière de vaccination	63
 Messages sur les vaccins (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan).....	65
 Application Alerte COVID (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan).....	66
 Remboursement de la PCU (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta).....	68
Performance du gouvernement du Canada en ce qui concerne l’aide financière en période de COVID-19.....	69
Remboursement de la PCU	70

Discussion ciblée (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)	71
Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick)	73
Le mot-symbole du gouvernement du Canada	74
Langue française (anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)	76
Groupes de francophones (anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, grandes villes francophones)	76
Groupes d'anglophones (aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire).....	77
Mesures pouvant être prises pour protéger la langue française	78
Enjeux locaux (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)	80
Enjeux locaux de Terre-Neuve-et-Labrador (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador).....	80
Enjeux locaux de l'île de Vancouver (aînés de l'île de Vancouver)	81
Enjeux locaux au Nouveau-Brunswick (Nouveau-Brunswick).....	82
Enjeux locaux en Saskatchewan (grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)	83
Questions autochtones (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan).....	83
Priorités autochtones.....	84
La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)	84
Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves	85
Petits réacteurs nucléaires (Nouveau-Brunswick).....	88
Comparaison entre l'énergie nucléaire et les autres sources d'énergie.....	88
Petits réacteurs modulaires (PRM)	88
Itinérance (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)	89
Le rôle du gouvernement du Canada	90
Message général du gouvernement du Canada sur l'itinérance.....	92
La haine sur Internet (grandes villes francophones, Intérieur de la Colombie-Britannique)	92
Priorités du gouvernement du Canada et des entreprises de médias sociaux	94
Services de garde (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique).....	96
Perceptions à l'égard des services de garde.....	96
Connaissance et perceptions des projets du gouvernement du Canada concernant les services de garde	97

Annexe A – Questionnaires de recrutement..... 101

Questionnaire de recrutement, version anglaise 102

Questionnaire de recrutement, version française..... 112

Annexe B – Guides du modérateur..... 121

Guide du modérateur, version anglaise..... 122

Guide du modérateur, version française 147

Annexe C – Concepts publicitaires..... 176

Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick) 177

Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l’île de Vancouver) 177

 Une dose de faits – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 178

 Une dose de faits – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 179

 Une dose de faits – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan) 180

 Une dose de faits – version D (aînés de l’île de Vancouver) 181

 Demandez à un expert – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 182

 Demandez à un expert – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 183

 Demandez à un expert – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan) 184

 Demandez à un expert – version D (aînés de l’île de Vancouver)..... 185

 Les vaccins et vous – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 186

 Les vaccins et vous – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) 187

 Les vaccins et vous – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan) 188

 Les vaccins et vous – version D (aînés de l’île de Vancouver) 189

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable
touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Nord de l'Ontario) 189

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 et le 28 janvier 2021 dans de nombreuses localités du pays, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Il a permis d'examiner de manière approfondie un éventail de questions connexes, notamment ce que les Canadiens entendaient au sujet du gouvernement fédéral dans l'actualité, comment ils voyaient la pandémie et en quoi cela influençait leurs comportements, ce qu'ils pensaient de l'approvisionnement du pays en vaccins et leurs attentes quant au calendrier de vaccination. Certains groupes ont aussi répondu à des questions portant sur le remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les mises à jour de l'application Alerte COVID.

En ce qui concerne les vaccins, nous avons mené des discussions plus poussées avec des participants provenant de la population générale ou de segments précis de la population (par exemple d'anciens bénéficiaires de la PCU, des aînés, des personnes réticentes à la vaccination, des Canadiens racialisés, des parents qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire), après leur avoir présenté des publicités visant à renseigner les Canadiens sur les vaccins contre la COVID-19. Des Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan ont également été invités à évaluer des messages ayant la même visée.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé d'autres sujets comme le mot-symbole « Canada », la situation du français, les enjeux locaux à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et à l'île de Vancouver, et les questions autochtones. Les petits réacteurs nucléaires, l'itinérance, les propos haineux en ligne et les services de garde ont également compté parmi les sujets examinés en détail.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait par exemple d'anciens bénéficiaires de la PCU, de personnes qui hésitaient à se faire vacciner, d'Autochtones, de Canadiens racialisés, d'aînés (55 ans ou plus) et de parents qui envoyaient leurs enfants à la garderie ou envisageaient de le faire d'ici douze mois.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Quatre groupes se composaient de membres de la population générale habitant de grandes villes francophones (au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba), divers endroits du Nouveau-

Brunswick, de grandes villes et des villes de taille moyenne de la Saskatchewan, et l'Intérieur de la Colombie-Britannique.

- Les huit autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - D'anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador et de la ville de Québec;
 - Des personnes réticentes à la vaccination habitant de grandes villes de l'Ontario et la Grande région de Montréal (GRM);
 - Des Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan;
 - Des Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta;
 - Des aînés (âgés de 55 ans ou plus) de l'île de Vancouver;
 - Des parents de la Région du Grand Toronto (RGT) qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire d'ici douze mois.
- Les groupes du Québec et les groupes francophones du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont été animés en français; les autres, en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 86 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 90 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Terre-Neuve-et-Labrador	1	Anglais	6 janv.	16 h 30-18 h 30	Anciens bénéficiaires de la PCU	7
Ville de Québec	2	Français	7 janv.	18 h-20 h	Anciens bénéficiaires de la PCU	6
Ontario – Grandes villes	3	Anglais	12 janv.	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	7
Manitoba Saskatchewan	4	Anglais	12 janv.	20 h-22 h	Autochtones	7
Alberta – Grandes villes et villes de taille moyenne	5	Anglais	13 janv.	20 h-22 h	Canadiens racialisés	8
Grande région de Montréal (GRM)	6	Français	14 janv.	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	6

Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick	7	Français	18 janv.	18 h-20 h	Francophones – Population générale	8
Île de Vancouver	8	Anglais	20 janv.	21 h-23 h	Aînés (55 ans ou plus)	7
Nouveau-Brunswick	9	Anglais	21 janv.	18 h-20 h	Population générale	7
Région du Grand Toronto (RGT)	10	Anglais	25 janv.	18 h-20 h	Parents qui envoient ou envisagent d'envoyer leurs enfants à la garderie	7
Saskatchewan – Grandes villes et villes de taille moyenne	11	Anglais	26 janv.	20 h-22 h	Population générale	8
Intérieur de la C.-B.	12	Anglais	28 janv.	21 h-23 h	Population générale	8
Nombre total de participants						86

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Pour ouvrir la discussion dans les groupes de janvier, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada. De manière générale, les nouvelles retenues concernaient une portion restreinte de l'éventail d'activités du gouvernement fédéral. Tous groupes confondus, c'est surtout la vaccination contre la COVID-19 qui avait capté leur attention.

D'autres enjeux ont été cités, mais sans grand détail. Plusieurs participants ont mentionné le fait que des élus avaient voyagé pour des raisons personnelles et, dans quelques groupes, il a été question de la démission de la gouverneure générale. COVID-19 mise à part, l'annulation du pipeline Keystone XL par l'administration américaine a également été citée.

Réduction des gaz à effet de serre (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)

A priori, la plupart des participants n'avaient pas entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada au sujet de la réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030.

Après avoir reçu quelques éclaircissements, ils se sont déclarés en faveur de nouvelles mesures de réduction des gaz à effet de serre. Presque tous ont dit qu'ils appuieraient davantage l'idée d'accroître le prix du carbone si l'on répondait à leurs nombreuses questions.

Deux des groupes devaient indiquer s'ils avaient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. Cette initiative était pratiquement inconnue dans tous les groupes et les participants n'en avaient généralement pas entendu parler.

Pour conclure cette série de questions, nous avons demandé aux participants si, selon eux, le paiement qu'ils recevraient en lien avec la tarification du carbone serait supérieur, inférieur ou à peu près équivalent aux coûts qu'ils paieraient dans le cadre de la tarification de la pollution. La plupart s'attendaient à perdre au change, mais beaucoup ont reconnu qu'ils ne savaient pas.

Perspectives sur la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants de plusieurs groupes ont discuté de l'évolution de la COVID-19 et de ses répercussions dans leur vie.

Comportements (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

La plupart des participants étaient préoccupés par les taux de transmission du virus et continuaient d'appliquer les mesures de santé publique recommandées, tels le port du masque, la désinfection des mains et l'éloignement physique. Ils ne voyaient pas de changement à la situation qui justifie de modifier leurs habitudes. Quelques personnes ont mentionné avoir fait certains ajustements; par exemple, ils limitaient leurs courses et sorties, s'isolaient, respectaient plus scrupuleusement les consignes sanitaires et les ordres de confinement et s'intéressaient de plus près aux sites Web traitant de la COVID-19.

Impacts de la COVID-19 (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants avaient généralement pris le pli de la vie en temps de pandémie et apprivoisé l'arsenal de directives et de mesures de santé publique. Ils avaient l'impression qu'une application plus stricte de ces dernières permettrait de tourner la page de la pandémie plus rapidement. Il n'empêche, certains étaient fatigués des restrictions, en particulier de ne pas pouvoir rendre visite à des parents

âgés. D'autres ont exprimé leurs frustrations face au manque d'interactions sociales, à l'obligation de porter le masque au travail et à l'annulation des activités de groupe.

Les parents s'irritaient également de la situation. Ils trouvaient la conciliation travail-vie personnelle difficile et s'inquiétaient des répercussions du confinement et de l'annulation des activités sportives, récréatives et autres sur le comportement de leurs enfants. Beaucoup ont dit qu'ils s'ennuyaient des visites chez les grands-parents et qu'ils étaient moins patients avec leurs enfants. En ce qui concerne la situation actuelle, la plupart des parents la trouvaient plus difficile qu'au printemps dernier. Bien qu'au début, ils s'étaient réjouis de l'occasion inattendue de passer plus de temps avec leurs enfants, il semble qu'un an plus tard la cohabitation étroite créait des frictions.

Relativement peu de parents craignaient d'envoyer leurs enfants à garderie ou s'inquiétaient que les enfants soient des vecteurs de transmission de la COVID-19 au sein de la famille. Les bienfaits de la socialisation et l'atténuation des risques pour la santé mentale associés à l'isolement ou au confinement des enfants semblaient avoir préséance. Les parents ont suggéré d'aider les exploitants de garderie à accroître le ratio personnel-enfants, afin que les enfants puissent être mieux répartis dans les locaux et respecter la distanciation physique. Ils ont recommandé que les tests de dépistage du personnel et le nettoyage des lieux soient plus fréquents.

Performance du gouvernement du Canada (grandes villes francophones, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Les participants de plusieurs groupes ont été invités à commenter la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie. Ils ont généralement félicité le gouvernement du Canada d'avoir tenté par tous les moyens possibles d'aider les gens à tenir le coup durant une période de turbulence sans précédent. Ils jugeaient en particulier qu'il avait fait du bon travail sur le plan de la communication avec le public, de la prestation de soutiens financiers et de la fermeture des frontières.

Cela dit, quelques domaines susceptibles d'améliorations ont été signalés. Certains participants souhaitaient que le gouvernement fédéral durcisse les restrictions et uniformise les directives à l'échelle nationale. D'autres réclamaient un complément d'aide pour les entreprises. Enfin, quelques-uns ont mentionné qu'une meilleure préparation, surtout dans le dossier des vaccins, aurait permis de hâter la fin de la pandémie et la relance économique.

Les aînés ont eu des commentaires élogieux sur le soutien offert par le gouvernement fédéral aux personnes de leur groupe d'âge. Ils ont toutefois précisé qu'il y avait des lacunes évidentes, en particulier dans les centres de soins de longue durée. Ils ont noté que la pandémie avait révélé plusieurs faiblesses dans ce secteur et estimaient que le gouvernement du Canada avait maintenant la possibilité à la fois de bonifier son financement et d'instaurer un cadre réglementaire plus rigoureux auquel les provinces seraient tenues d'adhérer.

Restrictions de voyage (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)

Beaucoup de participants étaient au courant des directives sur les voyages internationaux annoncées récemment, qui obligent les voyageurs à présenter un résultat négatif à un test de dépistage de la COVID-19 avant le départ et à effectuer une quarantaine à leur arrivée. La plupart préconisaient même de restreindre davantage les déplacements non essentiels et de veiller à faire respecter les exigences de dépistage et de quarantaine. Plusieurs se sont dits inquiets des nouveaux variants venant du Royaume-Uni et croyaient que l'on devrait interrompre les voyages pendant une période d'au moins trois ou quatre mois. Pour ce qui est des autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre, les participants ont proposé : l'arrêt complet des voyages, surtout en provenance de pays à risque élevé, et plus de latitude pour les déplacements non essentiels au Canada.

Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l'île de Vancouver)

Nous avons montré aux participants trois concepts élaborés par le gouvernement du Canada pour une éventuelle campagne publicitaire sur le vaccin contre la COVID-19 destinée aux médias sociaux et aux plateformes en ligne. Nous avons présenté deux versions de chaque concept aux participants de tous les groupes, sauf celui composé d'aînés de l'île de Vancouver. Nous leur avons mentionné que les concepts étaient à un stade précoce d'élaboration, et non à l'état définitif. Dans un groupe d'aînés (de l'île de Vancouver), nous avons montré une seule version de chacun des trois concepts sous forme de bannière.

Nous avons demandé aux participants de regarder séparément chaque concept, avant de recueillir leurs impressions et leurs réactions sur chacun. À la fin de la discussion, ils ont été invités à choisir le concept qu'ils préféraient parmi les trois. Les trois concepts ont été désignés comme suit et ils se trouvent tous dans les résultats détaillés et en annexe :

- Une dose de faits
- Les vaccins et vous
- Demandez à un expert

Tout compte fait, les participants préféraient en général le concept « Les vaccins et vous », à quelques exceptions près parmi les groupes. Ce concept a trouvé écho chez la plupart des participants en raison de son ton plus personnel, engageant et authentique. Beaucoup trouvaient fort pertinente la question sur les effets secondaires, surtout chez les groupes ayant exprimé une certaine réticence à se faire vacciner. Les participants ont souligné le caractère inclusif des images employées dans ce concept et aimaient l'optimisme et la positivité qui s'en dégagent, qu'ils attribuaient au style bande dessinée, à la palette de couleurs et au contenu des images. Selon eux, l'un des principaux points forts de ce concept est qu'il véhicule directement ce que les gens pensent et ressentent à propos des vaccins, plutôt que ce qu'ils connaissent à ce sujet.

Les opinions relatives aux deux autres concepts, « Une dose de faits » et « Demandez à un expert » étaient plus partagées et négatives. La principale critique formulée concernant « Une dose de faits » est que le concept ne correspondait pas aux attentes des participants. Beaucoup auraient aimé que le contenu aborde un fait essentiel sur les vaccins digne d'intérêt pour la population. Il manquait quelque chose selon eux, car le contenu ne relayait aucune nouvelle information. Ils s'attendaient à ce que la publicité soit plus informative et fournisse des renseignements qui susciteraient un intérêt et un enthousiasme pour la vaccination. Ce concept leur semblait quelque peu générique et certains n'ont pas aimé le ton du message les incitant à se faire vacciner, le jugeant agressif. Il était toutefois le préféré des aînés (de l'île de Vancouver), qui aimaient le rappel sur la protection offerte par les vaccins dans la première phrase et trouvaient rassurantes les informations spécifiques et actuelles véhiculées par ce concept. Selon eux, il fallait revenir sur l'importance pour les Canadiens d'être vaccinés s'ils souhaitent recommencer à voir leur famille et à voyager, au lieu de parler de l'efficacité, de la mise au point et des effets secondaires possibles des vaccins.

Certains participants avaient un penchant pour le concept « Demandez à un expert », compte tenu des nombreuses interrogations qu'ils avaient au sujet des vaccins contre la COVID-19, mais, dans l'ensemble, le concept ne répondait pas aux principales questions. Les participants trouvaient que le ton employé était un peu sec et que le concept, à l'instar de la publicité « Une dose de faits », était générique et ne les aidait pas vraiment à mieux comprendre comment fonctionnent les vaccins. En général, ils estimaient que ce concept portait à confusion en plus d'être vague et peu rassurant. De plus, ils jugeaient l'approche ou le style employé condescendant et insensible aux inquiétudes et aux questions de la population à propos des vaccins. Même s'ils ont eu de la difficulté à départager les concepts, les participants autochtones ont accordé une préférence au concept « Demandez à un expert ». Cela leur plaisait d'être informés par un expert autochtone crédible et une telle approche renforçait leur sentiment de sécurité par rapport à la vaccination.

Vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Dans plusieurs groupes tenus au mois de janvier, les participants ont pu exposer leurs points de vue sur les vaccins contre la COVID-19, notamment ce qu'ils avaient entendu à ce sujet, leurs impressions de la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins, leurs attentes relatives au calendrier de vaccination et leur position personnelle sur la vaccination.

Nouvelles entendues au sujet des vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Les participants des groupes énumérés ci-dessus avaient entendu divers reportages et annonces au sujet des vaccins contre la COVID-19, portant sur les aspects suivants :

- La cadence de la distribution – Quelques participants trouvaient que la distribution avançait à bon rythme, mais d'autres pensaient qu'elle progressait plus lentement que prévu.
- Les effets secondaires, l'efficacité et l'innocuité – Plusieurs participants avaient entendu dire que le vaccin provoque parfois des réactions (allergiques, par exemple). D'autres ont mentionné que des informations circulant dans divers médias remettaient en question la fiabilité, l'efficacité et l'innocuité des vaccins.

Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Achat et distribution des vaccins

Les participants croyaient dans une large mesure que le gouvernement du Canada s'acquittait relativement bien de la tâche d'approvisionner le pays en vaccins et d'assurer leur distribution. La plupart lui ont reconnu le mérite de s'être approvisionné auprès d'un large éventail de fabricants et d'avoir veillé à ce que le personnel de la santé compte parmi les premiers groupes à être entièrement vaccinés.

Certains ont également noté les difficultés qu'il y avait à coordonner une entreprise de cette envergure avec les provinces et les territoires, saluant au passage les sommes considérables que le gouvernement fédéral consacrait à l'achat de doses. Cependant, plusieurs participants ont déploré que le Canada ne soit pas équipé pour produire les vaccins sur place, car cela crée une forte dépendance à l'égard des fabricants étrangers.

Comparaison avec d'autres pays

Lorsque nous avons demandé aux participants de situer le Canada par rapport à d'autres pays pour ce qui est de vacciner la population, la plupart ont affirmé que le processus avançait au compte-gouttes et que le Canada soutenait mal la comparaison. À la lumière d'une série d'indicateurs, beaucoup croyaient que le Canada se classait loin derrière ses homologues. Quelques-uns se posaient des questions sur le travail de planification du gouvernement fédéral avant la réception des doses.

Plan de vaccination du gouvernement du Canada (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Nous avons invité les participants à nous faire part de leurs réactions après avoir lu trois énoncés décrivant le plan de vaccination du gouvernement du Canada.

Bien que les énoncés aient généralement paru rassurants, certains participants avaient des doutes sur leur crédibilité ou pensaient que le gouvernement du Canada se montrait trop optimiste à l'égard du calendrier de vaccination et des progrès réalisés. D'autres étaient d'avis que les énoncés contredisaient des informations d'autres sources et quelques-uns trouvaient prématuré de faire ce type d'assertions.

À la question de savoir lequel des messages rassurait le plus sur le plan de vaccination du Canada, les réponses ont varié. Quelques participants ont préféré *Le Canada est en bonne voie de vacciner toutes les personnes qui le souhaitent d'ici la fin du mois de septembre*. D'autres, à l'inverse, jugeaient cet énoncé le moins rassurant des trois et croyaient ce délai peu susceptible d'être respecté.

Certains se sont dits plus rassurés à la lecture du message suivant : *Le Canada vaccine ses citoyen(ne)s à un rythme deux fois supérieur au taux mondial*. D'autres, en revanche, reprochaient à cette assertion d'être un peu vague : étant donné que le Canada fait partie des pays avancés et qu'il est membre du G7, il leur paraissait sans intérêt de mesurer ses progrès par rapport au taux de vaccination mondial.

Nous avons ensuite demandé aux participants de relire les énoncés pour nous indiquer, cette fois, lequel des trois était le plus mauvais ou le moins utile. La discussion a surtout porté sur l'énoncé *Le Canada vaccine ses citoyen(ne)s à un rythme deux fois supérieur au taux mondial*, qui a eu tendance à moins convaincre, pour plusieurs raisons.

Calendrier de vaccination (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Plusieurs participants avaient entendu aux nouvelles que le gouvernement du Canada s'était donné pour objectif de vacciner l'ensemble de la population admissible d'ici septembre 2021, un délai qui leur paraissait acceptable. Par ailleurs, la question de savoir quelle serait une date cible raisonnable pour terminer la vaccination au Canada a suscité des réponses variées.

Les participants devaient ensuite indiquer à quel moment ils pensaient être en mesure de recevoir un vaccin. Une multitude d'estimations ont été données; ils pensaient se faire vacciner au printemps ou à l'été, dans certains cas en septembre, conformément aux prévisions du gouvernement du Canada, au cours de l'automne ou de l'hiver, d'ici la fin de 2021 ou même au début de l'année prochaine. Bien que les participants espéraient recevoir leur dose le plus rapidement possible, leurs commentaires ont révélé qu'ils ne s'inquiétaient pas outre mesure du moment précis de la vaccination.

Intentions et réticences en matière de vaccination

Intention de se faire vacciner (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick; parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Dans plusieurs des groupes, il a été demandé aux participants s'ils comptaient se faire vacciner. La plupart ont indiqué que oui, tandis que les autres étaient dans le doute ou avaient décidé de s'abstenir.

Les participants qui hésitaient ou ne souhaitaient pas être vaccinés ont soulevé une foule d'inquiétudes et de problèmes possibles. Questionnés sur les facteurs susceptibles d'influencer leur décision, ils ont mentionné : les taux de réussite, les temps d'attente pour recevoir le vaccin, le nombre accru de personnes inoculées et la diffusion de témoignages favorables de leur part.

Réticence à la vaccination (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)

Nous avons poussé plus loin la question de la réticence à la vaccination dans quelques groupes. Certains participants estimaient courir peu de risques et, par conséquent, ne voyaient pas d'inconvénient à différer leur rendez-vous ou à faire partie des derniers vaccinés.

Beaucoup ont exprimé des préoccupations semblables à celles relevées plus haut, qui contribuaient à renforcer leur position à l'égard du vaccin, ainsi qu'un penchant pour les solutions ne relevant pas de la médecine classique. De plus, certains ont évoqué leur manque de confiance dans la prise de décisions entourant le développement des vaccins. Quelques autres mettaient en doute l'efficacité du vaccin; ils se demandaient s'il éviterait au récipiendaire de tomber malade et s'il freinerait réellement la contagion. Plusieurs s'interrogeaient également sur la protection qu'offriraient les vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19.

À la question de savoir si les concepts publicitaires qu'ils venaient de voir les inciteraient à réévaluer leur choix ou les encourageraient à se faire vacciner, la plupart ont répondu par la négative. L'accès à des renseignements et des données objectives supplémentaires aiderait à accroître leur confiance et, au final, à les faire pencher pour la vaccination.

Messages sur les vaccins (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)

Les participants autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan ont été invités à lire et commenter une série d'énoncés traitant des vaccins contre la COVID-19.

Dans la majorité des cas, le message qui suit a été jugé le plus important : *Le vaccin COVID-19 est maintenant disponible pour les aîné(e)s autochtones de plus de 70 ans. Celui-ci les protégera et il est sécuritaire même pour ceux qui ont des conditions médicales sous-jacentes.* Les participants ont expliqué que cet énoncé les rassurait et mettait en évidence le rôle important que joue le vaccin pour protéger leurs proches.

Cet autre message a également suscité l'approbation : *La COVID-19 peut être dévastatrice pour les personnes qui ont des conditions médicales sous-jacentes, comme les maladies cardiaques et le diabète. Les nouveaux vaccins les protégeront.* Étant préoccupés par le taux de mortalité du virus, de nombreux participants ont apprécié que le message parle des personnes les plus à risque et de la protection offerte par le vaccin.

Enfin, beaucoup ont aussi aimé l'honnêteté et l'authenticité d'un troisième énoncé, du fait qu'il précise les segments de population auprès desquels le vaccin a été testé ou pas : *Les peuples autochtones ont*

participé aux essais du vaccin COVID-19, qui se sont révélés sûrs et efficaces pour eux. D'autres groupes, tels que les enfants et les femmes enceintes, n'ont pas été testés, c'est pourquoi ils ne sont pas recommandés pour le déploiement initial de la vaccination.

Application Alerte COVID (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Le groupe de résidents de la Saskatchewan a eu une discussion au sujet de l'application Alerte COVID et de son développement continu. La conversation a porté sur la connaissance de l'application et de ses mises à jour récentes, et sur l'opinion qu'en avaient les participants.

Nous leur avons d'abord demandé s'ils connaissaient cette application mise au point par le gouvernement du Canada. Tous en avaient entendu parler, mais seules quelques personnes l'avaient téléchargée. En ce qui concerne son fonctionnement, ils étaient assez bien renseignés et ont pu décrire plusieurs de ses caractéristiques.

Afin de nous assurer que tout le monde avait un minimum de connaissances, nous avons fourni au groupe une description sommaire de l'application (incluse dans la section des résultats détaillés).

Nous avons ensuite affiché une série de messages (également inclus dans les résultats détaillés) conçus par le gouvernement du Canada pour renseigner le public sur les modifications apportées à Alerte COVID, en invitant les participants à faire part de leurs réflexions et préoccupations liées au développement continu de l'application et à sa mise à jour prochaine.

Dans l'ensemble, les participants étaient favorables aux changements envisagés, malgré quelques voix plus sceptiques, inquiètes à l'idée que la collecte de données supplémentaires entraîne une atteinte plus grave aux libertés individuelles et la communication de renseignements personnels à des tiers.

Certains participants ont fait remarquer que les messages clarifiaient la collecte de données effectuée par l'application et apaisaient leurs craintes liées au respect de la vie privée. De leur point de vue, tant que l'application ne recueillait pas de renseignements personnels, les améliorations visant son fonctionnement ou son efficacité étaient une bonne chose.

Du côté des participants qui avaient déjà téléchargé Alerte COVID, tous étaient d'accord pour dire que les messages ne changeaient rien à la probabilité qu'ils conservent ou non l'application sur leur téléphone. Les autres ont eu des réponses assez neutres lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient plus enclins ou moins enclins à la télécharger, ayant pris connaissance des messages et des modifications à venir.

Pour conclure la discussion, les participants ont été invités à faire part de leurs préoccupations relatives au respect de la vie privée dans le contexte de l'utilisation d'Alerte COVID. La perspective d'une incursion dans leur vie privée ne semblait généralement pas trop les inquiéter. Cela dit, il y a eu quelques commentaires sur la perte de liberté personnelle susceptible de se produire lorsqu'on s'inscrit à une application, quelle qu'elle soit.

Remboursement de la PCU (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Performance du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'aide financière en période de COVID-19

Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail pendant la pandémie en ce qui concerne le soutien financier offert aux personnes touchées par la COVID-19. Sur une note positive, la mise en œuvre rapide de la PCU a été vue comme un soutien inestimable pour maintes personnes qui auraient été autrement confrontées à des situations personnelles difficiles. Les participants ont mentionné à plusieurs reprises que les intentions de la PCU étaient bonnes et que le Canada avait mieux réussi que d'autres pays (particulièrement les États-Unis) pour ce qui est de la prestation d'aide financière. L'aspect jugé le plus préoccupant était que le financement de ces mesures risquait d'avoir lieu aux dépens d'autres services sociaux, qui pourraient faire face à des réductions dans l'avenir afin de compenser cette dépense, ou que la dette contractée constituerait un fardeau important pour la prochaine génération de contribuables. Certains participants ont noté qu'il aurait fallu mieux cibler la PCU (ce qui aurait peut-être permis de prolonger le programme dans sa version initiale) et d'autres ont signalé des défis liés à la mise en œuvre et au soutien (notamment des difficultés en traitant avec l'Agence du revenu du Canada).

À la question de savoir si la performance du gouvernement fédéral en matière d'aide financière s'était améliorée ou détériorée, la plupart des participants ont répondu qu'elle était restée sensiblement la même. Selon eux, ceux qui étaient dans le besoin en raison de la COVID-19 étaient en mesure de recevoir de l'aide et le gouvernement du Canada avait toujours de bonnes intentions en offrant les programmes actuels. Les participants qui trouvaient que la performance du gouvernement du Canada s'était améliorée estimaient que ce dernier avait maintenant accès à plus d'information, ce qui lui permettait de mieux adapter ses programmes. Le processus de sélection des demandes avait gagné en efficacité et les bénéficiaires potentiels avaient beaucoup plus d'explications à leur disposition. Les participants qui étaient d'avis que la performance s'était détériorée ont avancé que les critères étaient devenus trop stricts et que, malgré un soutien financier individuel utile, les véritables enjeux à être abordés dans le cadre de la pandémie étaient ailleurs.

Remboursement de la PCU

La plupart des participants avaient été informés, par l'entremise des sources médiatiques conventionnelles et du bouche-à-oreille, que les bénéficiaires de la PCU qui n'étaient pas admissibles aux prestations devaient les rembourser. Ils avaient même entendu dire que dans de nombreux cas, des lettres officielles exigeant le remboursement avaient déjà été envoyées. Les participants croyaient que certaines personnes auraient à effectuer des remboursements parce qu'elles avaient fait une demande sans être sûres des critères ou en ayant mal compris certains termes, mais qu'il y avait aussi des cas de fraude (p. ex. une demande en double faite intentionnellement auprès de l'ARC et de l'assurance-emploi).

Nous avons présenté l'éclaircissement qui suit aux participants : *Le gouvernement du Canada a annoncé récemment que les paiements versés à une personne qui, par la suite, est jugée non admissible doivent être remboursés. Toutes personnes qui ont reçu par erreur plusieurs paiements ou des paiements pour lesquels elles n'étaient pas admissibles devraient entreprendre le processus de remboursement si elles ne l'ont pas déjà fait.*

Lorsque nous avons sollicité leurs réactions, la majorité des participants ont jugé que le gouvernement fédéral avait adopté une position raisonnable et qu'il était normal que ceux qui ont reçu des paiements de la PCU auxquels ils n'avaient pas droit doivent les rembourser. Ils estimaient cependant que certaines situations réalistes pouvaient compliquer le remboursement, notamment parce qu'il était souvent difficile de recouvrer des fonds quelles que soient les circonstances, parce que l'argent avait probablement déjà été dépensé pour des besoins essentiels, ou parce que certains Canadiens à faible revenu étaient dans l'incapacité d'effectuer un quelconque remboursement.

Nous avons ensuite demandé aux participants laquelle des trois options suivantes était la plus sensée, dans le cas des Canadiens qui ont reçu la PCU par erreur :

- Ils devraient tous être tenus de la rembourser;
- Déterminer si une personne est tenue de la rembourser ou non devrait être fait au cas par cas;
- Il devrait y avoir des exceptions pour les personnes en situation de pauvreté.

Dans l'ensemble, les participants se sont dits légèrement favorables au deuxième énoncé, *Déterminer si une personne est tenue de la rembourser ou non devrait être fait au cas par cas*, mais les deux autres options ont également obtenu leur approbation. Ils reconnaissaient que les personnes vivant dans la pauvreté auraient de la difficulté à rembourser les sommes perçues en trop, mais que cet enjeu et d'autres étaient pris en compte dans le deuxième énoncé. D'autres Canadiens aussi se heurtaient toujours à des circonstances difficiles en raison de la pandémie et faisaient peut-être face à des problèmes particuliers à l'heure actuelle qui pourraient être examinés au cas par cas. Une mise en garde à propos du deuxième énoncé était que toute politique fondée sur des situations individuelles serait probablement plus dispendieuse à mettre en œuvre et qu'il devrait y avoir une analyse coûts-avantages au moment de choisir la façon de récupérer les paiements en trop de la PCU.

Discussion ciblée (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)

La poursuite des discussions avec les participants de ces deux groupes, tous d'anciens bénéficiaires de la PCU, a permis d'approfondir plusieurs aspects liés au remboursement de la PCU. Le premier était de savoir s'ils pensaient ou non que les Canadiens devraient payer ce qu'ils doivent avant la date limite de production des déclarations de revenus (à la fin du mois d'avril) ou être autorisés à rembourser la somme due sur un certain nombre de mois ou d'années. La plupart penchaient pour un délai supplémentaire de quelques mois plutôt que d'années. Dans le même ordre d'idées, nous avons demandé aux participants si les travailleurs autonomes qui ont touché la PCU par erreur, parce qu'ils ont mal compris les critères d'admissibilité, devraient être traités de la même manière ou différemment que les Canadiens qui ont un employeur. La plupart ont recommandé que le traitement soit identique,

en soulignant qu'il n'y avait pas de réelle différence entre eux, puisqu'ils ont tous eu besoin de soutien financier pour les mêmes raisons et qu'il s'agit de travailleurs canadiens dans les deux cas.

La discussion a ensuite porté sur les questions fiscales. Nous avons demandé aux participants s'ils savaient que les paiements de la PCU étaient imposables. Presque tous les anciens bénéficiaires de la PCU ont affirmé que oui et que ces prestations devraient être incluses dans les prochaines déclarations de revenus. Ce point suscitait de nombreuses inquiétudes. Certains participants ont affirmé ne pas avoir été en mesure de mettre la somme de côté pour plusieurs raisons (p. ex., responsabilités familiales, précarité du travail). La majorité estimait que les bénéficiaires de la PCU devraient se voir accorder une fenêtre de remboursement plus longue pour payer leurs impôts, car nombre d'entre eux avaient peut-être été mal informés au départ, vivaient une situation financière difficile ou traversaient des moments éprouvants en raison de la pandémie, ce qui justifiait une certaine clémence.

Partie II : Autres enjeux

Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick)

Les participants ont discuté des éléments leur permettant de déterminer que des communications ou des informations émanent du gouvernement fédéral, ainsi que du mot-symbole « Canada » et de ses associations.

La capacité de reconnaître les communications du gouvernement du Canada variait quelque peu selon le média. Visuellement, la plupart des participants tâchaient de repérer le logo du gouvernement du Canada (le drapeau canadien), mais se fiaient également à la présence d'une palette de couleurs, d'un modèle ou d'un style habituellement associés aux communications fédérales. Certains ont fait allusion au nom de domaine reconnaissable des sites Web et des adresses de courrier électronique (p. ex., xxx.gc.ca). Plusieurs ont évoqué la musique ou « l'indicatif sonore » dont s'accompagnent les publicités et messages du gouvernement du Canada diffusés à la télévision, à la radio et dans les médias sociaux, de même que la formulation standard qui vient souvent les conclure en nommant le commanditaire (p. ex., « un message du gouvernement du Canada »).

Lorsque nous avons présenté le mot-symbole du Canada aux participants, tous l'ont reconnu. Les opinions y étaient généralement favorables : ils l'associaient à la fierté envers le pays et le considéraient comme une représentation officielle du gouvernement du Canada. Selon les participants, ce symbole apposé à des produits ou des informations était un gage de légitimité et d'authenticité, car il attestait sa source ou son promoteur.

À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada recourait à ce symbole dans ses communications, la plupart des participants ont répondu que cela permettait d'améliorer la reconnaissance et de renforcer les efforts de valorisation de la marque du gouvernement fédéral, tout comme les grandes sociétés se servent de leur logo pour bâtir leur identité et leur capital de marque.

Ils s'attendaient à retrouver ce symbole sur les propriétés, les publicités, les communications et le courrier du gouvernement du Canada.

Peu importe le groupe, la plupart des participants faisaient confiance à l'information accompagnée du mot-symbole « Canada » et ont fait remarquer que le symbole lui-même signifiait qu'ils pouvaient compter sur la légitimité de l'information. Cela dit, certains étaient inquiets de la prolifération des courriels frauduleux, notant qu'il ne serait pas compliqué de copier le mot-symbole ou d'en produire une version numérique modifiée. D'après eux, il valait toujours mieux vérifier l'information provenant de sources en apparence légitimes, surtout en ligne.

Langue française (anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Les discussions sur la langue française au Canada variaient d'une région à l'autre. Dans l'ensemble, cet enjeu national a suscité peu d'opinions tranchées.

Trois des groupes de discussion au cours desquels cet enjeu a été abordé ont eu lieu auprès de résidents du Québec (dont celui des grandes villes francophones, qui comptait cependant des personnes de l'Ontario, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick). La plupart de ces participants n'étaient pas optimistes quant à la situation de la langue française. Ils estimaient que le français était encore menacé, malgré les mesures prises pour le protéger.

Nous avons demandé aux participants des groupes de francophones s'ils pensaient que le gouvernement du Canada en faisait assez pour protéger la langue française. La majorité des participants ont répondu par la négative. À leur avis, le gouvernement du Canada devrait offrir plus de programmes à l'échelle du pays pour aider les gens à apprendre le français à partir d'un jeune âge dans le système scolaire, en particulier les Néo-Canadiens.

Il fallait selon eux prendre des mesures pour protéger la langue française parce que c'est l'une des deux langues officielles du Canada et cela suffisait pour convaincre davantage de Canadiens à prendre part aux programmes d'enseignement en français. Ils pensaient aussi que le français fait partie de la culture canadienne et devrait donc être protégé et que les francophones devraient pouvoir aller n'importe où au Canada et être en mesure de recevoir des services en français.

Nous avons également invité les participants des quatre groupes qui n'ont pas été tenus auprès de résidents du Québec à s'exprimer sur la situation de la langue française au Canada. Un large soutien a été exprimé en faveur de l'utilisation du français, de sa place dans l'identité canadienne et des programmes d'immersion en français, mais les participants reconnaissaient aussi que très peu parlaient cette langue à l'ouest d'Ottawa. L'apprentissage du français était considéré comme un atout dans le cadre des études et utile pour les demandes d'emploi et pour certains postes en particulier, mais, dans l'ensemble, il n'était pas considéré comme profondément ancré dans la culture nationale.

Certains de ceux qui pensaient que les occasions d'utiliser le français se faisaient trop rares voulaient dire que les efforts pour protéger cette langue étaient insuffisants. Beaucoup de participants dans ces groupes estimaient que le gouvernement du Canada n'en faisait pas assez pour protéger la langue française. Quelques-uns sont allés plus loin et ont avancé qu'il fallait aussi s'efforcer de protéger la culture française, dans son ensemble. D'autres jugeaient que le régionalisme actuel constituait l'approche la plus réaliste.

Diverses mesures qui pourraient être prises pour soutenir la langue française ont été discutées avec les participants. Voici la première : *Veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale (par exemple, les banques, les sociétés de télécommunications, les compagnies aériennes) qui fonctionnent dans des communautés francophones ou bilingues doivent avoir le français comme l'une des langues de travail. Cela signifie que les employés sont capables de faire leur travail en français et que leurs employeurs communiquent avec eux en français également.*

Cette idée a fait l'unanimité chez les participants des groupes de francophones. Les participants ont toutefois formulé une réserve, estimant que l'obligation de fournir des services en français devrait peut-être s'appliquer seulement au Québec et être facultative dans les autres provinces. Les opinions divergeaient quelque peu dans les groupes d'anglophones. L'idée ne s'est pas heurtée à une vive opposition, mais tous convenaient que la demande, non un décret, devait dicter toute décision sur la disponibilité de services en français.

La deuxième mesure que nous avons présentée est la suivante : *Augmenter l'immigration en provenance des pays francophones.*

Deux des groupes de francophones étaient fortement en faveur de cette mesure, contrairement aux participants du groupe de grandes villes francophones. Ces derniers avaient l'impression qu'il y avait déjà beaucoup d'immigrants francophones et qu'il fallait plutôt trouver des ressources suffisantes pour faire face à la situation actuelle. Peu de participants des groupes d'anglophones se sont ralliés à cette mesure, jugeant qu'elle privilégiait des personnes aux dépens d'autres pour des motifs culturels. Selon eux, elle faisait injustement passer un groupe linguistique avant ceux qui avaient suivi ou suivaient présentement les étapes du système d'immigration.

Donner la priorité aux professeur(e)s de français dans les catégories d'immigration, afin que les programmes d'immersion en français puissent être étendus en dehors du Québec.

Cette mesure a suscité pratiquement les mêmes réactions chez les sept groupes que l'idée précédente, à savoir augmenter l'immigration en provenance des pays francophones. Les groupes de francophones, sauf ceux des grandes villes francophones, y étaient favorables, tandis que les participants des quatre groupes d'anglophones ont exprimé toutes sortes de réserves. Les participants comparaient cette mesure proposée à l'augmentation de l'immigration francophone. Comme nouvelle idée, les participants ont suggéré de former davantage de professeurs de français parmi la population canadienne.

Enfin, voici la dernière proposition de mesure que nous avons présentée aux fins de discussion : *Exiger que l'ensemble des juges de la Cour suprême soient bilingues.*

Les participants des trois groupes de francophones ont appuyé sans réserve cette idée. D'après eux, elle témoignerait d'un leadership national en matière de bilinguisme. Cette idée a été plus amplement débattue dans les groupes d'anglophones, qui étaient unanimement contre. Ils étaient favorables à ce que des juges de la Cour suprême maîtrisent le français, compte tenu de l'importance de la population francophone au Canada et du fait que le Canada possède deux langues officielles. Ils estimaient cependant qu'une telle règle ne serait pas nécessaire puisque le pays est multilingue, que d'excellentes technologies juridiques et des services de traduction sont disponibles et que la Cour suprême dispose de personnel qualifié. Selon eux, une exigence de la sorte pourrait réduire le bassin de candidats comme juges et la priorité devrait avant tout être accordée à leurs habiletés juridiques et à leur jugement.

Enjeux locaux (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues dans quatre groupes. Elles visaient à recueillir les points de vue des participants sur leur économie locale, les secteurs clés et les enjeux auxquels font face ces secteurs et à évaluer s'ils connaissaient le soutien offert par le gouvernement fédéral et les besoins en la matière.

Enjeux locaux de Terre-Neuve-et-Labrador (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de Terre-Neuve-et-Labrador ont désigné l'industrie pétrolière et gazière, la pêche, l'agriculture, le tourisme et l'extraction minière comme secteurs économiques les plus importants dans la région.

La discussion a ensuite porté sur la connaissance qu'avaient les participants des initiatives du gouvernement fédéral visant à soutenir les secteurs et les projets économiques clés, dont les suivants :

- La pêche – La plupart n'étaient pas au courant du soutien offert à ce secteur par le gouvernement du Canada, mais de nombreux participants revendiquaient une réévaluation des quotas qui y sont attribués et ont souligné que les décisions politiques à cet égard devraient être fondées sur la science et les données.
- Le secteur pétrolier et gazier – Outre les prêts à intérêt négatif accordés aux sociétés que quelques participants jugeaient préoccupants, la majorité ne connaissait pas les types d'aide que le gouvernement du Canada avait en place pour le secteur pétrolier et gazier. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire de plus pour appuyer ce secteur, certains réclamaient de meilleures mesures de sécurité pour les travailleurs des plates-formes pétrolières, notamment pour lutter contre la COVID-19.
- Le tourisme – Les participants reconnaissaient l'apport considérable du tourisme à l'économie provinciale, mais n'avaient pas eu vent d'initiatives particulières de la part du gouvernement fédéral visant à soutenir le secteur, si ce n'est la promotion des vacances dans la province.

En dernier lieu, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient d'avoir entendu parler récemment du projet de centrale hydroélectrique à Muskrat Falls et de l'aide accordée à ce projet par le gouvernement du Canada. Les participants ont formulé surtout des commentaires négatifs sur ce projet, qu'ils connaissaient bien par ailleurs, à cause de la dette croissante du gouvernement provincial. Personne n'était au courant d'une annonce récente du gouvernement fédéral relative au report du versement de millions de dollars accordé à Terre-Neuve-et-Labrador.

Enjeux locaux de l'île de Vancouver (aînés de l'île de Vancouver)

Nous avons demandé aux participants de réfléchir aux plus importants secteurs de l'île. Ils ont nommé le tourisme comme secteur de premier plan, suivi de l'extraction de ressources, à commencer par l'industrie forestière.

Nous leur avons ensuite demandé s'ils avaient entendu parler de l'aide du gouvernement fédéral dans ces deux secteurs :

- La pêche et l'aquaculture – Peu étaient au courant d'initiatives précises du gouvernement fédéral pour appuyer ce secteur. Certains estimaient que le gouvernement fédéral était limité dans ce qu'il pouvait faire pour aider ce secteur.
- Le tourisme – Sans être opposés à du financement de la part du gouvernement fédéral, ils ne connaissaient généralement pas les initiatives du gouvernement fédéral, à part celles visant l'entretien de sites patrimoniaux et de parcs nationaux.

Enjeux locaux au Nouveau-Brunswick (Nouveau-Brunswick)

Les participants ont désigné l'industrie des ressources naturelles comme principal moteur économique du Nouveau-Brunswick (p. ex., les secteurs pétrolier, forestier, du bois, de l'extraction minière et de la pêche). Dans l'ensemble, la plupart étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour aider ces secteurs, notamment en renforçant la surveillance et les politiques environnementales.

Comme nous l'avons fait dans les groupes, nous avons posé des questions aux participants à propos de l'aide accordée à des secteurs précis :

- Le tourisme – Les participants avaient peu entendu parler des initiatives du gouvernement du Canada pour aider ce secteur, mais convenaient pour la plupart qu'une meilleure protection des ressources et des milieux naturels de la province contribuerait à soutenir et à stimuler l'industrie.
- L'agriculture – Encore une fois, les participants n'étaient pas au fait d'initiatives en particulier, mais reconnaissaient toutefois que le secteur agricole bénéficiait en général de subventions importantes du gouvernement du Canada.
- La fabrication et la transformation – Les participants se sont peu attardés à ce secteur. Certains ont cependant martelé l'importance de soutenir les petites entreprises plutôt que les grands fabricants et transformateurs.

Enjeux locaux en Saskatchewan (grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Voici certains des plus importants secteurs mentionnés par les participants de la Saskatchewan : l'agriculture, le secteur pétrolier et gazier, l'énergie, l'extraction minière, la santé et l'éducation. De l'avis des participants, il fallait aider davantage tous ces secteurs.

Les secteurs suivants ont fait l'objet de discussions plus approfondies :

- Le secteur pétrolier et gazier – Les participants étaient au courant de l'acquisition du réseau pipelinier Trans Mountain par le gouvernement fédéral. Pour soutenir ce secteur, les participants ont recommandé de construire des raffineries en Alberta et en Saskatchewan, de manière à créer des emplois dans ces provinces.
- L'agriculture – Les participants connaissaient les subventions du gouvernement du Canada destinées à soutenir le secteur agricole de la province ainsi que les initiatives de commercialisation sur les marchés extérieurs visant à stimuler les ventes mondiales de produits agricoles, dont le canola, les lentilles et le bœuf.
- L'extraction minière et la production d'électricité – La plupart des participants n'avaient pas eu vent des initiatives du gouvernement fédéral dans ce domaine.

En guise de conclusion, les participants ont été invités à donner des exemples d'autres enjeux que le gouvernement fédéral devait soutenir. Une discussion s'est ensuivie sur les divers secteurs qu'il fallait aider davantage, des aciéries aux mines de potasse, en passant par la santé mentale et la prévention du suicide. Par ailleurs, plusieurs participants estimaient que la formule de péréquation actuelle devait être rééquilibrée.

Questions autochtones (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)

Priorités autochtones

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux autochtones sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, les participants ont mentionné le besoin d'un financement accru en éducation et en soins de santé, la pénurie d'eau potable dans les réserves, le manque de logements et un intérêt renouvelé à l'égard de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Dans le même ordre d'idées, les participants ont tourné leur attention vers les affaires autochtones et les améliorations que le gouvernement fédéral devrait apporter. Ils étaient particulièrement préoccupés par les problèmes territoriaux non résolus, comme la vente de terres appartenant à la Couronne, la représentation des Autochtones au sein du gouvernement et la manière dont le système pénal canadien semble perpétuer l'héritage des pensionnats autochtones.

Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada avait fait des progrès dans les dossiers autochtones, certains participants étaient d'avis que ce dernier avait fait du bon travail en s'attaquant à certains problèmes liés aux traités survenus dans le Grand Nord et en offrant une compensation financière.

La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)

La plupart des participants ne connaissaient pas la DNUDPA. Après que nous leur ayons fourni plus d'information, bon nombre d'entre eux avaient l'impression que la *Loi sur les Indiens* empêchait tout changement important ou significatif de se produire. Ils ont ajouté que tant que les peuples autochtones ne joueraient pas un rôle plus important dans les décisions du gouvernement fédéral et que la *Loi sur les Indiens* ne serait pas abrogée, la DNUDPA n'aurait guère de sens et très peu d'impact sur les problèmes qui affligent toujours leurs communautés.

De plus, la plupart des participants ont présumé que même si la DNUDPA était pleinement mise en œuvre au Canada, cela ne changerait d'aucune façon le quotidien des peuples autochtones, dans les réserves comme à l'extérieur de celles-ci.

Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves

Une proportion relativement élevée de participants était consciente des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour éliminer les avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves. Nous leur avons présenté une infographie contenant plus d'information, mais celle-ci ne les a pas convaincus.

Même si certains ont constaté une diminution importante du nombre de communautés où des avis d'ébullition sont toujours en vigueur, ils ont néanmoins souligné que dans leurs communautés, l'eau contenait encore des produits chimiques. Malgré la déception que leur a inspirée l'infographie dans son ensemble, de nombreux participants ont reconnu que le gouvernement du Canada avait fait des progrès dans ce dossier.

Le nouvel échéancier concernant la levée des avis concernant la qualité de l'eau potable a déçu les participants. Bon nombre d'entre eux ont cité en exemple d'autres projets, comme les fonds d'aide à la pandémie et la construction d'une nouvelle route à Regina, qui ont reçu un financement d'urgence, ce qui les a choqués, leur donnant l'impression que les problèmes d'eau potable étaient moins urgents et moins importants.

Petits réacteurs nucléaires (Nouveau-Brunswick)

L'énergie nucléaire a fait l'objet d'une brève discussion dans un seul des groupes. Même si certains étaient favorables à cette source d'énergie efficace et propre lorsqu'on la compare à la plupart des autres qui existent, à l'exception de l'énergie éolienne et l'énergie solaire, bon nombre de participants étaient préoccupés par les questions de sécurité et d'élimination des déchets nucléaires. Bien qu'ils aient reconnu les dangers que représentent d'autres sources d'énergie pour l'environnement, les participants ont mentionné les risques de fuites radioactives provenant de sites d'entreposage de déchets nucléaires. Plusieurs étaient d'accord pour dire que s'il fallait choisir entre les sources d'énergie renouvelables et l'énergie nucléaire, ils privilégieraient la première option.

Les échanges ont porté principalement sur les petits réacteurs nucléaires (PRN) relativement peu connus des participants. Lorsque nous leur avons parlé de ce secteur émergent de l'innovation en

matière d'énergie nucléaire, de sa faible empreinte écologique et du fait que les PRN produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels, la plupart sont demeurés sceptiques, bien qu'intrigués par ce concept. Certains ont réitéré leurs craintes quant aux dangers que représentent les déchets nucléaires alors que d'autres n'en savaient pas suffisamment sur cette technologie pour commenter. Les participants les mieux informés étaient généralement plus favorables – ils savaient que le gouvernement du Nouveau-Brunswick envisageait d'utiliser les PRN dans leur province et favorisaient leur empreinte écologique réduite, leur nature modulaire et leurs avantages lorsqu'il s'agit de fournir de l'électricité aux régions éloignées.

En considérant les avantages environnementaux et économiques associés aux PRN, les participants hésitaient à approuver complètement la technologie. Ils ont de nouveau exprimé leurs craintes au sujet des déchets nucléaires radioactifs et des dangers pour l'environnement. Ils étaient réticents à faire passer la croissance économique et la création d'emplois avant les risques pour l'environnement et ont suggéré qu'il faudrait en faire davantage pour s'assurer que les investissements dans les PRN ne créent pas d'autres problèmes pour les générations futures.

Itinérance (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Dans tous les groupes, les participants s'entendaient pour dire que l'itinérance est un problème au Canada. Même ceux, peu nombreux, qui n'étaient pas convaincus ont admis son existence, mais y voyaient davantage une manifestation de causes plus profondes plutôt qu'un problème en soi.

Les perceptions du problème variaient d'un groupe à l'autre. La plupart des commentaires recueillis faisaient des liens entre la santé mentale, la consommation de substances et l'itinérance. D'autres mentionnaient les aspects économiques de l'itinérance et plus particulièrement le décalage, dans plusieurs régions, entre le salaire minimum (et le nombre d'emplois au salaire minimum) et les prix des logements (qu'on appelle aussi le salaire de subsistance) ou le manque de logements à prix abordable.

Nous avons demandé aux participants si le phénomène de l'itinérance s'était amélioré ou aggravé. Encore une fois, tous se sont accordés pour dire qu'il s'agissait d'un problème grave qui allait en s'aggravant. Plusieurs ont fait le lien avec le ralentissement économique dû à la pandémie de COVID-19. Dans les grandes villes, le nombre réduit de logements abordables remplacés par des condominiums plus dispendieux a été perçu comme exacerbant le problème de l'itinérance.

Quelques participants seulement ont exprimé des opinions divergentes. D'après eux, il s'agit surtout d'une responsabilité individuelle. Certains étaient d'avis que les programmes de soutien en place sont suffisants pour aider les personnes itinérantes, pourvu que celles-ci utilisent l'aide qui leur est fournie de manière responsable.

Nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire au sujet de l'itinérance. Dans tous les groupes, plusieurs ont demandé qu'on augmente les services de soutien en santé mentale, notamment pour la prévention et le traitement. Même si cette suggestion a été émise dans

plusieurs groupes, seulement quelques participants ont fourni des détails autres que la nécessité d'un accès rapide aux travailleurs sociaux et aux services de soutien sur place. L'éducation a également été pointée comme étant un facteur clé pour réduire ou prévenir l'itinérance. La majorité était favorable à ce qu'on redouble d'efforts en santé mentale. Les participants ont réclamé des mesures accrues pour s'attaquer aux enjeux économiques. Certains ont suggéré de régler les problèmes de revenus des particuliers et des ménages. D'autres ont proposé d'établir un revenu de base universel et un supplément de revenu lié au logement.

S'en est suivi une discussion sur la possibilité d'éradiquer l'itinérance au Canada au cours des dix prochaines années. Bien que plusieurs avaient le sentiment que cet objectif était louable, peu l'estimaient réaliste. Ceux qui y croyaient ont cité en exemple le développement accéléré des vaccins contre la COVID-19 en situation de crise et estimaient qu'on pourrait faire de même pour l'itinérance. La majorité des participants ont été plus modérés dans leurs commentaires. Certains étaient d'avis que des expériences plus poussées étaient nécessaires pour déterminer les mesures à prendre pour s'attaquer aux problèmes de santé mentale et de dépendance. Les participants se sont entendus pour dire qu'un objectif visant à réduire de 50 % l'itinérance au cours des dix prochaines années était plus réaliste et plus facilement atteignable.

Nous avons ensuite présenté aux participants trois énoncés que pourrait utiliser le gouvernement du Canada dans ses messages.

L'énoncé « *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable* » s'est classé premier dans tous les groupes, loin devant les deux autres. Aux dires des participants, il met l'accent sur les besoins fondamentaux, la santé, la sécurité et les aspects financiers. Ce message a été qualifié de positif, juste et applicable à un large éventail de circonstances pouvant mener à l'itinérance. Il a bien rendu l'importance d'un salaire décent. Bon nombre de participants ont réagi favorablement aux mots « sécuritaire » et « abordable ».

La phrase « *Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue* » a interpellé les participants qui y ont vu un vibrant plaidoyer, à la fois positif et très réaliste, en ce sens qu'il reconnaît :

- les fondations solides du Canada;
- l'importance pour les Canadiens de prendre soin les uns des autres; et
- la nature insoluble de l'itinérance; bien qu'on ne doive pas l'accepter, il faut admettre que le problème sera toujours là, d'une façon ou d'une autre.

Le deuxième énoncé – *Une personne itinérante au Canada en est une de trop* – bien que concis, percutant et direct, n'a toutefois pas convaincu les participants. Ceux-ci ont fait valoir que, bien que factuel, le message était flou et n'abordait pas le contexte important comme le faisait le premier.

La haine sur Internet (grandes villes francophones, Intérieur de la Colombie-Britannique)

La haine sur Internet a fait l'objet d'une longue conversation dans deux groupes en janvier. Les participants ont discuté de la nécessité de limiter les propos en ligne, d'établir des secteurs

d'intervention prioritaire et de définir le rôle du gouvernement fédéral et celui des entreprises de médias sociaux.

Pour amorcer la discussion, nous avons demandé aux participants si les gens devraient être autorisés à dire tout ce qu'ils veulent en ligne (p. ex., dans les médias sociaux comme Facebook ou Twitter), ou s'il fallait imposer des limites. Parmi les francophones résidant à l'extérieur du Québec, le consensus voulait que des limites soient mises en place, même si quelques-uns n'ont pas osé exprimer leur opinion. En revanche, différents points de vue ont été émis par les participants de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, où la discussion a été assez nuancée. Bien que plusieurs aient reconnu les dangers des conversations sans restriction dans les médias sociaux, les avis étaient partagés entre ceux en faveur de l'imposition de limites et les défenseurs de la liberté d'expression.

Nous avons présenté aux participants une liste d'enjeux liés aux activités en ligne et leur avons demandé quels étaient ceux qui représentaient un problème majeur au Canada. L'exploitation des enfants et la haine sur Internet ont été mentionnées. Les participants ont également exprimé leurs inquiétudes à l'égard des comportements racistes et de l'intimidation en ligne dans ce contexte. Quelques-uns s'attendaient à ce que l'intimidation en ligne figure sur la liste.

Lorsque nous leur avons demandé s'il conviendrait d'y ajouter quoi que ce soit, certains ont mentionné la dépendance aux médias sociaux.

Priorités du gouvernement du Canada et des entreprises de médias sociaux

À la question si une plus grande réglementation en ligne était nécessaire, les participants ont fourni des réponses similaires à celles concernant les limites à imposer aux propos en ligne. Bien que la réaction initiale de nombreux participants ait été favorable à une plus grande réglementation, d'autres ont exprimé des préoccupations, dont celles-ci :

- Les atteintes éventuelles à la liberté d'expression et à la vie privée (p. ex., mise sur écoute des téléphones cellulaires de particuliers, surveillance des habitudes de recherche en ligne);
- La nature et la portée de la réglementation; et
- La capacité de réglementer les plateformes et les technologies en ligne qui évoluent rapidement et qui sont largement utilisées. Aux dires de certains, il serait difficile à ce stade-ci de contrôler à la fois les plateformes en ligne et les utilisateurs.

Une autre question à savoir si le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer en réponse à ces enjeux ou si cela devrait être de la responsabilité des entreprises de médias sociaux elles-mêmes a également obtenu des réactions mixtes. Certains participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait intervenir alors que d'autres s'inquiétaient du fait qu'il ait de la difficulté à imposer des règlements à des sociétés américaines privées.

Nous leur avons présenté plusieurs mesures que le gouvernement du Canada envisageait d'utiliser et leur avons demandé laquelle devrait être sa priorité absolue. La suggestion visant à demander aux entreprises de médias sociaux d'accroître leur propre surveillance a carrément été écartée. Les participants étaient plus favorables au renforcement de la surveillance en ligne par les forces policières

des activités illégales en vertu des lois actuelles et à la réglementation des entreprises de médias sociaux.

Dans la dernière partie de la discussion, les participants ont évalué des mesures que pourraient prendre les entreprises de médias sociaux et ont de nouveau été invités à indiquer quelle devrait être leur priorité. Parmi les quatre mesures qui leur ont été présentées, les participants se sont ralliés autour de l'instauration de sanctions plus strictes pour les récidivistes, y compris l'interdiction d'accès à la plateforme. D'autres étaient favorables à ce qu'on se débarrasse des trolls et des robots conversationnels.

Pour la dernière question, les participants devaient choisir une ou deux options qui représentaient le mieux leurs opinions :

- La plupart étaient d'avis qu'il devrait y avoir une réglementation accrue des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que du contenu légitime peut occasionnellement être signalé ou retiré. Cette opinion est conforme à celle voulant qu'il y ait des conséquences pour les entreprises qui contribuent à la prolifération des activités illégales en ligne.
- Un nombre moins élevé de participants ont répondu qu'il ne devrait pas y avoir de réglementation accrue des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que des choses comme les discours haineux ou l'incitation à la violence peuvent faire du mal aux gens.

Services de garde (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Une discussion a eu lieu avec les trois groupes susmentionnés pour sonder les perceptions à l'égard des services de garde, les connaissances et les opinions quant aux plans du gouvernement fédéral.

Perceptions à l'égard des services de garde

Interrogés sur les services de garde dans leur région avant la pandémie, les participants avaient des perceptions plutôt équilibrées. Les commentaires positifs tournaient autour de deux aspects – le nombre important de garderies bien situées dans leurs quartiers et la variété des services offerts.

Les participants ont toutefois fait valoir qu'il y aurait lieu d'apporter des améliorations en ce qui concerne l'abordabilité et la disponibilité des services. Les coûts étaient de loin l'élément le plus souvent mentionné par les participants qui ont dit payer des tarifs exorbitants qui rendaient les services inabordables, en particulier pour ceux qui ont plusieurs enfants en bas âge. Certains ont expliqué les difficultés qu'ils ont eues à prendre la décision, une fois le congé de maternité terminé, que l'un des parents retourne travailler (parfois uniquement pour couvrir les frais des services de garde) ou demeure à la maison avec les enfants. De nombreux participants ont constaté qu'en raison de la forte demande, les places en garderie étaient limitées et les listes d'attente faisaient en sorte qu'il était difficile d'obtenir une place pour leurs enfants, à moins d'avoir planifié longtemps d'avance.

Connaissance et perceptions des plans du gouvernement fédéral relativement aux services de garde

Les participants étaient peu nombreux à connaître les plans du gouvernement du Canada en ce qui concerne les services de garde. Après que nous leur ayons fourni de l'information supplémentaire (voir la section Constatations détaillées), les réactions étaient généralement positives, en particulier dans le groupe de parents de la RGT, où les participants ont affirmé qu'ils accueilleraient et apprécieraient grandement ces mesures. Dans les autres groupes, certains ont parlé de l'importance d'investir dans l'éducation préscolaire des enfants afin de créer pour eux de meilleures occasions pour l'avenir. Toutefois, plusieurs ont trouvé que l'énoncé était flou et les laissaient avec plus de questions au sujet du plan.

Dans les trois groupes, les participants ont unanimement reconnu l'importance d'investir dans les services de garde et que cela devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada. Plusieurs raisons ont été fournies :

- Les services de garde stimulent l'économie en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder au marché du travail;
- Le fait de permettre à un plus grand nombre de parents de réintégrer le marché du travail pourrait les aider à s'accomplir et à devenir ainsi de meilleurs parents, en plus de réduire la pression exercée sur le système de santé;
- Les services de garde sont perçus comme étant un avantage « positif-net » puisqu'en investissant tôt dans les soins et l'éducation des enfants, on obtient un rendement positif à long terme ; et
- Les services de garde seraient un meilleur investissement pour le gouvernement du Canada, comparativement à d'autres priorités et initiative permanentes.

Au terme de la discussion, nous avons présenté aux participants trois raisons possibles (ci-dessous) pour lesquelles le gouvernement fédéral devrait accroître ses investissements dans les services de garde et nous leur avons demandé de nous indiquer quelle était celle qu'ils trouvaient la plus convaincante.

- *Les services de garde sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail.*
- *Les services de garde font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler.*
- *Plus de places dans les services de garde signifie moins de pressions financières pour les familles de classe moyenne qui travaillent fort.*

Conformément à leurs commentaires précédents, la plupart des participants ont choisi le deuxième énoncé – *Les services de garde font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler* – comme étant le plus convaincant, car il explique clairement qu'en permettant aux gens de retourner sur le marché du travail, on contribue à la croissance économique. Ils avaient aussi le sentiment que cet énoncé réussirait à convaincre ceux qui sont d'avis que le gouvernement fédéral ne devrait pas investir dans les services de garde pendant qu'il doit gérer un important déficit. Les participants ont trouvé que le premier énoncé – *Les services de garde sont importants, car ils*

permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail – était semblable au deuxième et bien que certains aient apprécié le fait qu'il s'adresse aux femmes qui intègrent le marché du travail, la plupart lui ont préféré le deuxième, plus inclusif.

Évaluation des messages

Pour conclure la discussion, nous avons présenté aux participants les deux messages suivants concernant les services de garde et leur avons demandé de choisir celui qu'ils préféreraient :

- *Investir dans des services de garde qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.*
- *Des services de garde de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus de places.*

De façon générale, les participants ne se sont pas clairement entendus sur le message qu'ils préféreraient. Les deux messages leur ont plu, pour des raisons différentes. Dans le premier, ils ont aimé qu'on explique pourquoi les services de garde représentaient un investissement judicieux pour tous les Canadiens (et pas seulement les familles). Le deuxième message leur a également plu parce qu'il expliquait en quoi consistait le plan du gouvernement (*réduire les coûts et créer plus de places*).

Messages concernant la réduction des coûts (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Dans le groupe composé de parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, nous avons utilisé une dernière liste de questions concernant les choses que le gouvernement fédéral pourrait faire dans le cadre de son plan pour mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants. Parmi les trois choix qui leur ont été proposés, la plupart ont préféré la troisième option comme cible pour le gouvernement du Canada.

- *Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.*
- *Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.*
- *Fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour.*

Aux dires de plusieurs, cet énoncé était le plus pertinent et le plus clair. Les participants ont bien compris ce qu'il leur en coûtait par jour pour les services de garde, et pouvaient facilement comparer le tarif réduit à celui qu'ils payent actuellement. Pour plusieurs, cette option était généralement la moins chère et la plus équitable pour tous, surtout dans les régions du pays où les services de garde sont réputés comme étant les plus coûteux (jusqu'à 60 ou 70 \$ par jour).

Quelques participants ont choisi la deuxième option, qui permet à ceux qui connaissent moins les tarifs des services de garde de savoir de quel montant ils seraient réduits.

La première option est celle qui a suscité le moins d'enthousiasme, la réduction proposée étant inférieure aux autres. Relativement à celle-ci, nous avons posé cette question aux participants : Si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$, serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant ou devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais réels facturés par le prestataire des services de garde diminuent ? Parmi tous les groupes, c'est la dernière proposition – la réduction appliquée directement aux frais de garde d'enfants – que la majorité des participants a choisie. Quelques-uns ont indiqué qu'ils n'avaient aucune préférence.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en janvier

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin décembre 2020 à la fin janvier 2021.

- Fin décembre
 - On dénombre 489 811 cas de COVID-19 au Canada et 15 606 décès associés.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter rapidement dans la plupart des régions du pays. Les autorités maintiennent ou resserrent leurs mesures de contrôle en matière de santé publique.
 - Un nouveau décret prolonge jusqu'au 21 février l'interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1^{er} au 10 janvier
 - Groupes de discussion des anciens bénéficiaires de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) de Terre-Neuve-et-Labrador (6 janvier) et de la ville de Québec (7 janvier).
 - Le 6 janvier : Tous les voyageurs âgés de 5 ans ou plus doivent désormais présenter un résultat négatif à un test de dépistage de la COVID-19 avant de prendre un vol à destination du Canada, conformément aux exigences du gouvernement du Canada.
- Du 11 au 17 janvier

- Groupe de discussion des résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination (11 janvier).
- Le 11 janvier : Les Canadiens commencent à recevoir les feuillets T4A de l'Agence du revenu du Canada (ARC) détaillant les prestations touchées dans le cadre des programmes de soutien financier liés à la COVID-19, aux fins de la production de leur déclaration de revenus.
- Groupe de discussion des Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan (12 janvier).
- Le 12 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 39,8 millions de dollars qui permettra de poursuivre les efforts pour prévenir et atténuer les répercussions de la COVID-19 sur les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.
- Groupe de discussion des Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta (13 janvier). Groupe de discussion des résidents de la Grande région de Montréal (GRM) qui sont réticents à la vaccination (14 janvier).
- Du 18 au 24 janvier
 - Groupes de discussion des francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba (18 janvier), des aînés de 55 ans ou plus de l'île de Vancouver (20 janvier), et de la population générale du Nouveau-Brunswick (21 janvier).
- Du 25 au 31 janvier
 - Groupe de discussion des parents de la Région du Grand Toronto (RGT) qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire (25 janvier).
 - Le 26 janvier : Le gouvernement du Canada annonce le lancement du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT), afin de venir en aide aux entreprises les plus durement touchées par la pandémie, notamment celles qui œuvrent dans des secteurs comme la restauration, le tourisme et l'hébergement et celles qui offrent principalement des services en personne.
 - Groupes de discussion de la population générale de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Saskatchewan (26 janvier) et de l'Intérieur de la Colombie-Britannique (28 janvier).
 - Le 29 janvier : Le gouvernement du Canada annonce que les personnes décidant de voyager par avion pour des raisons non essentielles s'exposent à de nouvelles dépenses à leur retour au pays. Elles devront, à leurs frais, passer un test de dépistage de la COVID-19, réserver une chambre dans un hôtel approuvé par le gouvernement du Canada pour trois nuitées, et y séjourner en attendant les résultats de leur test.
 - Le 29 janvier : Le gouvernement du Canada adopte de nouvelles restrictions de voyage, dont la suspension des vols des grandes compagnies aériennes vers les Caraïbes et le Mexique à compter du 31 janvier et jusqu'au 30 avril.
 - Au 31 janvier, le Canada a enregistré 705 659 cas de COVID-19 et 20 032 décès attribuables au virus.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Pour lancer les discussions de janvier, nous avons demandé aux participants de chaque groupe ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Ils se souvenaient, somme toute, d'assez peu de choses. Tous groupes confondus, c'est surtout la vaccination contre la COVID-19 qui avait capté leur attention. Les participants ont évoqué la lenteur initiale de la distribution des vaccins et l'engagement du gouvernement du Canada à atteindre l'objectif d'administrer 10 000 doses par jour. Ils ont mentionné que les gouvernements fédéral et provinciaux se concertaient sur la question de la distribution, mais que les confinements se poursuivaient entretemps.

D'autres nouvelles ont été brièvement signalées. Au début du mois, plusieurs participants ont rapporté que certains fonctionnaires avaient apparemment voyagé pour des raisons personnelles, à l'encontre des directives de santé publique. Plus tard dans le mois, certains groupes ont fait allusion à la démission de la gouverneure générale. Dans un autre ordre d'idées, quelques participants de l'Alberta et de grandes villes francophones ont aussi évoqué l'annulation de l'oléoduc Keystone XL par le président des États-Unis.

Réduction des gaz à effet de serre (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant la réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Dans les six groupes à qui nous avons posé la question sans fournir d'explications, seule une poignée de participants étaient au courant de l'annonce. Les rares personnes en mesure de commenter venaient toutes du groupe de l'Alberta et ont abordé les répercussions possibles de l'initiative sur la TPS et la TVP ainsi que le problème d'attirer des investissements dans la province.

Nous avons ensuite présenté à trois groupes (celui des résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, celui des Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, et celui des résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination) le paragraphe qui suit, en leur demandant leurs réactions.

Récemment, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il proposait des mesures en vue de permettre au Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de rendre le pays carboneutre d'ici 2050. L'une de ces mesures comprend l'augmentation du prix du carbone jusqu'en 2030. Le système de tarification du carbone remet tous les produits aux particuliers, aux familles et aux entreprises.

Dans l'ensemble, les participants appuyaient ces mesures, mais beaucoup souhaitaient des précisions. Pratiquement tous se sont dits favorables à l'idée d'une hausse du prix du carbone, sous réserve d'obtenir réponse à leurs questions concernant les personnes visées par la taxe, son montant et l'utilisation prévue des redevances. Certains se demandaient également comment serait déterminé le prix du carbone et qui s'en chargerait. Quelqu'un a évoqué la possibilité de démontrer que le coût d'une tarification plus élevée serait moindre que celui des secours d'urgence à déployer s'il se produisait des phénomènes météorologiques violents liés aux changements climatiques. En Alberta, les participants espéraient que la hausse de la tarification donnerait lieu à des investissements accrus dans les énergies renouvelables, mais tenaient manifestement à ce qu'elle soit progressive et cible davantage les revenus élevés.

Nous avons demandé aux Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ainsi qu'au groupe de résidents de la RGT réticents à la vaccination s'ils avaient entendu parler du paiement de l'incitatif à agir pour le climat. Ce paiement était pratiquement inconnu des deux groupes et aucun participant n'a pu en donner une description ou le chiffrer. L'explication suivante leur a alors été fournie :

Le système de tarification du carbone remet tous les produits aux particuliers, aux familles et aux entreprises. En ce qui concerne les particuliers et les familles, il s'agit d'un paiement qui prend la forme d'un incitatif à agir pour le climat.

Pour terminer, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que le montant qu'ils recevraient en vertu du système de tarification du carbone serait supérieur, inférieur ou à peu près équivalent à ce qu'ils déboursaient pour les coûts associés à la tarification de la pollution. Leurs réponses ont varié en fonction des circonstances personnelles. La plupart des participants s'attendaient à perdre au change, mais beaucoup ont reconnu qu'ils n'en savaient rien. Plusieurs ont dit que cela dépendrait de leur consommation d'essence et de leurs factures de services publics. D'autres pensaient que la question était sans objet dans leur cas, pour diverses raisons.

Perspectives sur la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants de plusieurs groupes ont discuté de l'évolution de la COVID-19 et de ses répercussions dans leur vie. Il a été question de l'évolution de leurs comportements depuis le début de la pandémie, des difficultés vécues par les parents, en particulier ceux dont les enfants vont à la garderie, des perceptions à l'égard de la performance du gouvernement du Canada durant cette période ainsi que des voyages internationaux. À noter que la teneur des discussions a légèrement varié d'un groupe à l'autre.

Comportements (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Invités à dire s'ils avaient modifié leurs comportements au cours des dernières semaines, les participants ont pour la plupart répondu que non. Beaucoup continuaient d'appliquer les mesures de santé publique comme le port du masque, le lavage des mains et l'éloignement physique. Les participants qui avaient peu ou pas changé leurs habitudes trouvaient que les taux de transmission du virus étaient toujours élevés. Ils restaient prudents lors de leurs interactions et s'en tenaient aux directives comme depuis le début de la pandémie. Ils ne voyaient aucun changement à la situation qui justifie de modifier leur routine, même si certains ont reconnu avoir quelque peu lâché la bride pendant la saison estivale.

La mesure dans laquelle les comportements avaient changé dépendait généralement de la situation en cours dans la ville ou la région des participants. Parmi le petit nombre de ceux qui avaient ajusté leurs comportements, la plupart prenaient non pas moins, mais plus de précautions, s'adaptant à l'évolution des circonstances et des directives en vigueur dans leur région. Cela pouvait signifier, plus concrètement :

- De moins nombreuses courses et sorties et un retour au magasinage en ligne ou à la collecte à l'auto, par exemple. Les participants essayaient de planifier leur temps et de donner l'exemple. Certains constituaient des réserves en prévision d'éventuelles pénuries, comme ils l'avaient fait durant les premières semaines de la pandémie, et pour ne pas se trouver obligés de faire les courses si souvent. D'autres avaient confié cette tâche à un membre du ménage afin de limiter les contacts à l'extérieur de leur bulle;
- Un isolement strict, soit dans la continuité d'une tendance à restreindre les interactions avec les amis ou les membres de la famille ainsi que la taille de la bulle, soit dans le cadre d'un nouvel effort pour réduire le cercle de fréquentations;
- L'application plus systématique de certaines directives, par exemple celle de se laver les mains ou de porter le masque;
- Une consultation plus assidue de différents sites Web afin d'obtenir des renseignements à jour sur la situation dans la province;
- Le respect des confinements et, dans certains cas, le télétravail à temps plein.

Les motivations sous-jacentes à ces changements de comportement ont été attribuées à l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- L'état de santé personnel ou l'état de santé d'un membre du foyer, qui entraînait un risque accru de contracter le virus;
- Le fait de connaître des gens qui avaient eu la COVID-19;
- Un changement du niveau de menace ou du code de couleur de la région;
- Le spectre d'une deuxième vague.

Bien que les participants étaient essentiellement « en hibernation », certains ont dit qu'ils essayaient de prendre l'air et de faire de l'exercice (p. ex., de la marche et du vélo). Certains parents assuraient l'enseignement à domicile de leurs enfants tandis que d'autres les avaient envoyés à l'école à la réouverture des classes. La santé physique et mentale des enfants était une préoccupation de premier plan.

Impacts de la COVID-19 (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Dans plusieurs groupes tenus en janvier, nous avons invité les participants à expliquer en quoi la COVID-19 et ses restrictions les touchaient. La plupart ont dit qu'ils s'adaptaient. Passé les craintes des premiers jours, ils s'étaient peu à peu accoutumés à la conjoncture changeante. Hormis le relâchement des restrictions durant l'été, évoqué par certains, les participants étaient d'avis que les gens faisaient plus attention depuis le début de la saison grippale en octobre. Plusieurs ont affirmé qu'ils étaient maintenant bien rodés à la « vie en temps de pandémie ». Quelques-uns avaient la conviction qu'en appliquant rigoureusement les consignes de santé publique, l'on viendrait plus rapidement à bout de la pandémie.

Il n'empêche, certains participants étaient fatigués des restrictions, en particulier de ne pas pouvoir rendre visite aux membres âgés de leur famille. Ils appréhendaient tout particulièrement les répercussions de la COVID-19 sur les grands-parents qui étaient privés de leurs petits-enfants et parfois incapables de s'adapter aux communications virtuelles. D'autres ont mentionné la réduction des cercles sociaux, l'utilisation plus fréquente du masque (surtout lorsqu'il était obligatoire de le porter au travail) et l'annulation des activités sportives et récréatives de groupe. Ils attendaient avec impatience que les vaccins permettent aux gens de retrouver leur routine et leur vie sociale.

Une minorité de participants ont contesté les restrictions supplémentaires mises en œuvre, ajoutant que la situation s'était en fait détériorée depuis l'année dernière. Quelques autres ont exprimé des préoccupations semblables face à la persistance des conditions endurées par les Canadiens, d'autant plus qu'ils avaient eu bon espoir, dans les premiers temps, que la pandémie serait vite réglée (p. ex. en l'espace d'un mois). Le fait que la situation traîne en longueur ajoutait à la frustration. Certains participants ont mentionné qu'ils étaient de plus en plus irrités et impatients de reprendre leur vie, de circuler librement et de rendre visite à leur famille. D'autres peinaient à comprendre la logique de

certaines restrictions (p. ex., le fait de permettre un fort achalandage dans les magasins à grande surface tout en limitant les visites entre ménages).

Les parents trouvaient la situation tout aussi contrariante, mais ont cité d'autres enjeux plus directement liés à leurs responsabilités parentales durant cette période :

- Une gestion difficile des relations personnelles;
- Le défi de concilier la vie professionnelle et la vie familiale en travaillant à domicile;
- Des changements perceptibles dans le comportement des enfants – Certains ont raconté que leurs jeunes enfants ne comprenaient pas pourquoi il leur était interdit de voir des amis, tandis que d'autres craignaient que le manque de contacts à l'extérieur de la famille immédiate nuise au développement de leurs enfants;
- Le confinement à la maison;
- L'annulation des programmes d'activités (p. ex., cours de natation pour les enfants, groupes mères-nourrissons, etc.).

Les participants avaient très envie de voir les grands-parents autrement que virtuellement. Ils ont évoqué leurs frustrations à l'égard des zones d'ombre que comportaient les restrictions. Par exemple, alors que certains comptaient sur les grands-parents pour garder les enfants pendant la journée dans les premiers temps de la pandémie, au moment de la transition vers le télétravail, les nouvelles règles interdisant les contacts avec les membres d'autres ménages (sauf pour la garde des enfants) signifiaient en principe que les enfants pouvaient aller chez leurs grands-parents, mais que les parents ne pouvaient pas se joindre à eux pour un repas en famille à la fin de la journée.

Les parents craignaient également que leurs enfants aient du mal à se concentrer, ne décrochent plus de leurs écrans et ne développent pas leur durée d'attention. Certains ont indiqué qu'ils perdaient plus facilement patience avec leurs enfants.

Invités à comparer la situation des restrictions actuelles à celle du printemps dernier, la plupart des parents ont dit qu'ils trouvaient les choses plus difficiles maintenant. Si de prime abord l'occasion de passer plus de temps avec les enfants paraissait un avantage inespéré, près d'un an plus tard la cohabitation dans un espace restreint engendrait des frictions. De plus, le télétravail avec les enfants à la maison n'allait pas de soi. Certains parents qui ne laissaient pas leurs enfants jouer avec d'autres enfants du quartier, à l'intérieur ou à l'extérieur, s'inquiétaient de ce manque d'interactions sociales. D'autres parents devaient composer avec les pressions supplémentaires d'une naissance, d'un changement de travail ou d'un poste essentiel qui ne leur permettait pas de travailler depuis chez eux.

Garderies (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Plusieurs parents avaient des enfants à la garderie ou songeaient à cette option parmi d'autres services de garde. Il y avait peu de préoccupations à ce sujet, même si certains participants avaient dû composer avec des fermetures à la suite d'éclosions. Les parents ne craignaient pas outre mesure que les enfants leur transmettent le virus ou le transmettent à d'autres membres de la famille. Les avantages de la socialisation semblaient l'emporter sur les risques qu'implique l'isolement à domicile pour la santé mentale des enfants. D'après certains parents, la seule difficulté des garderies à l'heure

actuelle était l'impossibilité d'entrer dans l'établissement pour parler au personnel ou visiter les locaux. Ces restrictions étaient un facteur de stress pour les parents dont les enfants entraient à la garderie.

Les participants ont discuté des mesures qui permettraient de rendre les garderies plus sécuritaires, notamment celles-ci :

- De plus petites classes;
- Un rapport personnel-enfants plus élevé, de manière à pouvoir répartir les enfants dans les locaux; certains parents ont néanmoins reconnu qu'il serait difficile aux jeunes enfants de maintenir la distance réglementaire;
- Des tests de dépistage conduits à intervalles plus réguliers auprès du personnel des garderies;
- Le nettoyage systématique des locaux.

Performance du gouvernement du Canada (grandes villes francophones, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Les participants de plusieurs groupes ont été invités à commenter la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie. Ils ont signalé plusieurs domaines dans lesquels le gouvernement fédéral avait fait du bon travail :

- La fermeture des frontières;
- L'encouragement à porter le masque;
- Le soutien financier;
- Les communications publiques – Les participants ont salué les mises à jour fréquentes et pertinentes de la part des professionnels de la santé publique, des médecins et des scientifiques. Ils ont aussi fait allusion aux données et statistiques régulièrement transmises au sujet de la COVID-19 et aux indications claires à l'intention de ceux qui souhaitent se renseigner davantage ou suivre la situation.

Dans l'ensemble, les participants ont attribué au gouvernement du Canada le mérite d'avoir fait tout son possible pour maintenir les gens à flot, sachant qu'il n'existait pas de manuel pour gérer cette situation. Ils ont également eu des commentaires élogieux sur l'approche fédérale consistant à communiquer de l'information tout en laissant d'autres instances prendre l'initiative sur le plan de la diffusion des directives de santé publique, du dépistage et de la recherche de contacts.

Invités à réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont formulé diverses suggestions :

- Adopter des règles et des restrictions supplémentaires, surtout dans les provinces comme l'Ontario et le Québec qui affichent un nombre de cas plus élevé;
- Uniformiser les règles et les restrictions en vigueur dans les provinces. Les compétences des différents ordres de gouvernement laissaient les participants perplexes. Même s'ils savaient que les provinces sont responsables de la prestation des soins de santé, certains pensaient que des

directives nationales devraient aussi être en place (p. ex., sur le port du masque). D'autres estimaient au contraire qu'il fallait donner aux provinces la marge de manœuvre nécessaire pour composer avec la situation comment bon leur semble;

- Considérer que la pandémie va au-delà de l'urgence sanitaire afin d'adopter une approche holistique en matière de gestion et d'atténuation des risques, comprenant notamment des soutiens en santé mentale;
- Améliorer les soutiens offerts aux entreprises, pour faciliter la relance économique et faire en sorte que d'autres mesures instaurées par le gouvernement (p. ex. la Prestation canadienne d'urgence) ne nuisent pas à la capacité de recrutement des entreprises;
- Certains participants trouvaient qu'il manquait de messages sur la gravité de la pandémie. Ils ont recommandé que les données scientifiques sur la prévention des infections guident la réponse du Canada et que plus de gens y soient exposés;
- Un autre point faible cité avait trait à la préparation, en particulier en matière de vaccination. Les participants jugeaient qu'il aurait fallu s'attaquer à cet aspect plus rapidement après le déclenchement de la pandémie. La capacité de produire un vaccin une fois qu'il était mis au point leur paraissait également une lacune. Par ailleurs, certains ont noté que le gouvernement fédéral aurait immédiatement dû acheter plus de doses auprès de sources d'approvisionnement diverses.

Bon nombre de participants ont dit qu'ils étaient très satisfaits de l'intervention du gouvernement du Canada lors de la première vague d'éclotions. Ils l'étaient moins de la gestion de la deuxième vague, car les mesures et les directives adoptées cette fois-ci leur semblaient plus improvisées. De leur point de vue, le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé pour affronter la deuxième vague.

Certains participants ont expliqué qu'ils ne suivaient pas les nouvelles d'aussi près qu'au cours du printemps 2020. Ils étaient donc moins au courant de la réponse du gouvernement du Canada. D'autres avaient l'impression d'entendre davantage les représentants provinciaux et supposaient que le gouvernement fédéral accordait une importance moindre aux communications qu'il ne le faisait au début. Alors que dans les premiers temps de la pandémie, les participants prêtaient une oreille attentive à toutes les mises à jour, ils se contentaient désormais d'écouter l'essentiel, comme les ordres de confinement. D'après quelques-uns, cette approche leur facilitait la vie maintenant que la lassitude face à la pandémie s'installait.

Soutien aux aînés (aînés de l'île de Vancouver)

Nous avons demandé à un groupe d'aînés de l'île de Vancouver d'évaluer le gouvernement du Canada à la lumière des soutiens offerts aux aînés. De manière générale, les participants trouvaient que ces soutiens étaient équitables et qu'on s'était bien occupé des personnes âgées durant la pandémie.

Cela dit, plusieurs ont souligné qu'il existait des écarts sur le plan de l'aide apportée à cette population, et en particulier qu'on avait laissé tomber les résidents des centres de soins de longue durée. Le manque de services en santé mentale pour les aînés était un autre motif de préoccupation.

En ce qui concerne les problèmes survenus dans les centres de soins de longue durée, certains participants croyaient qu'ils étaient de nature structurelle – réglementaire et systémique – et antérieurs à la pandémie. Ils considéraient que cette dernière avait mis en évidence nombre de failles et lacunes.

Le fait que certains établissements relèvent du privé était vu comme un problème majeur, de même que le caractère inadéquat des inspections.

Invités à dire s'ils percevaient les soins de longue durée comme une responsabilité fédérale ou provinciale, les participants ont eu des réponses partagées. Pour certains, ces services étaient clairement du ressort des provinces, tandis que pour d'autres, l'occasion s'offrait au gouvernement fédéral d'établir un cadre réglementaire pour l'ensemble du pays. D'après eux, il incombait au gouvernement fédéral de financer ces établissements et de définir les normes de soins, et aux provinces, de respecter ces normes.

Restrictions de voyage (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)

Beaucoup de participants étaient au courant des directives récentes se rapportant aux voyages internationaux, notamment l'obligation de présenter un test négatif à la COVID-19 avant de monter à bord et l'imposition d'une quarantaine aux voyageurs qui rentrent au Canada. Ils avaient également entendu dire que la responsabilité de faire appliquer la première directive revenait aux compagnies aériennes. Quelques-uns avaient l'impression que certains voyageurs (« les gens d'affaires, les millionnaires ») pouvaient contourner cette exigence et prendre l'avion à leur guise.

Par souci de clarté, nous avons lu l'explication qui suit dans les groupes :

Le gouvernement du Canada a annoncé l'exigence que tous les passagers aériens âgés de cinq ans ou plus soient déclarés négatifs à la COVID-19 avant qu'ils n'effectuent un voyage à partir d'un pays étranger vers le Canada. La documentation d'un résultat négatif doit être présentée au transporteur aérien avant l'embarquement sur un vol à destination du Canada. Le test doit être réalisé au cours des 72 heures avant le départ prévu du voyageur à destination du Canada. Toute personne qui reçoit un résultat négatif au test de dépistage et qui est autorisée à entrer au Canada doit quand même se soumettre à la quarantaine obligatoire de 14 jours complets.

Lorsque nous avons invité les participants à faire part de leurs réactions, la plupart ont dit que ces restrictions étaient justifiées et certains pensaient qu'elles avaient même trop tardé. De l'avis général, il fallait appliquer l'exigence du dépistage de la COVID-19 avant le vol de façon rigoureuse et n'admettre personne au pays sans preuve d'un test négatif. Certains estimaient par ailleurs que les voyages devraient être plus strictement limités et qu'on devrait s'en abstenir à moins de motifs jugés essentiels. Quelques participants ont fait remarquer que le résultat d'un test de dépistage tenu trois jours avant le départ n'était pas entièrement fiable et que des symptômes peuvent survenir après ce délai. Ayant en tête les nouvelles au sujet des variants du Royaume-Uni, ils préconisaient de suspendre les voyages pendant trois ou quatre mois, voire plus longtemps.

Aux participants qui souhaitaient des restrictions supplémentaires, nous avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus. Voici ce qu'ils ont suggéré :

- L'interdiction complète de voyager, surtout pour les voyageurs arrivant de pays à risque élevé, où des éclosons à grande échelle étaient en cours (p. ex., l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni);
- L'interdiction de voyager pour des raisons personnelles (p. ex., pour le plaisir). Les participants estimaient qu'il ne devrait être possible de voyager qu'à des fins essentielles. Certains étaient également opposés aux voyages internationaux;
- Certains participants appelaient à plus d'indulgence pour les déplacements non essentiels effectués au Canada, pourvu que l'on respecte les directives concernant le dépistage et la quarantaine.

Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l'île de Vancouver)

Durant la deuxième semaine et la troisième semaine de janvier, nous avons montré à cinq groupes de discussion trois concepts publicitaires que le gouvernement du Canada avait élaborés pour une éventuelle campagne publicitaire sur le vaccin contre la COVID-19. Nous avons laissé aux participants le temps de regarder chaque concept, puis nous leur avons posé une série de questions pour recueillir leurs réactions générales et leurs impressions concernant l'efficacité de chacun. À la fin de la discussion, les participants ont choisi parmi les trois concepts celui qui, selon eux, répondait le mieux à leurs préoccupations à propos des vaccins contre la COVID-19.

Nous avons présenté deux versions de chaque concept (c.-à-d., six publicités en tout) aux participants de tous les groupes, sauf celui composé d'aînés de l'île de Vancouver. Nous avons expliqué aux participants que ces concepts n'étaient pas à l'état définitif et que certains étaient présentés sous forme de scénarimage, car ils étaient à un stade précoce d'élaboration. Les illustrations, les photos de banque d'images et le court texte des scénarimages visaient seulement à évoquer aux participants ce à quoi la publicité ressemblerait dans sa version définitive, à savoir une vidéo de qualité professionnelle de 15 secondes conçue pour les médias sociaux et les plateformes en ligne. À titre informatif, pour chaque concept, nous avons montré une autre version contenant des images différentes au groupe de participants autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan. Pour ce qui est du groupe d'aînés de l'île de Vancouver, nous leur avons aussi montré les trois concepts, mais seulement une version de chacun sous forme d'images de bannières.

Les concepts présentés respectivement aux cinq groupes sont indiqués dans le tableau suivant :

	résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination	Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan	Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta	résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination	aînés de l'île de Vancouver
Une dose de faits					
Version A	X		X	X	
Version B	X	X	X	X	
Version C		X			
Bannière publicitaire					X
Demandez à un expert					
Version A	X		X	X	
Version B	X	X	X	X	
Version C		X			
Bannière publicitaire					X
Les vaccins et vous					
Version A	X		X	X	
Version B	X	X	X	X	
Version C		X			
Bannière publicitaire					X

Nous avons volontairement montré les concepts dans des ordres différents aux groupes, pour réduire tout biais relatif à l'ordre.

Une dose de faits

Ce concept a suscité l'indifférence générale des participants et, dans certains cas, quelques commentaires négatifs. Source de réactions positives chez les participants, la bannière publicitaire présentée aux aînés de l'île de Vancouver a fait figure d'exception.

Une dose de faits – version A (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l'icône d'un cercle contenant la représentation d'une seringue et d'une fiole de vaccin. La photographie d'un homme et d'un jeune garçon sur son dos, qui sont tout sourire, se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger d'une maladie sérieuse, » dans lequel les mots « vous protéger » sont en jaune. Dans la troisième image, on peut lire « d'effets à long terme sur la santé et, dans certains cas, de la mort. », encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie du père et de son enfant employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l'icône d'un cercle contenant la représentation d'une seringue et d'une fiole de vaccin. L'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l'image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme et d’un jeune homme, qui sont tous deux en train de lire un document, se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 sont sécuritaires, » dans lequel l’adjectif « sécuritaires » est en jaune. Dans la troisième image, encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « car ils sont conformes aux normes les plus élevées en matière de sécurité, d’efficacité et de qualité. » dans lequel les mots « normes les plus élevées » sont en jaune. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie de l’homme et du jeune homme lisant un document employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme vêtu d’une chemise à carreaux se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger et à protéger votre communauté » dans lequel les mots « vous protéger et à protéger votre communauté » sont en jaune. Dans la troisième image, on peut lire « d’une maladie sérieuse, d’effets à long terme sur la santé et, dans certains cas, de la mort. », encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie de l’homme vêtu d’une chemise à carreaux employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version D (aînés de l’île de Vancouver)



La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. La première image est divisée en deux parties disposées à l’horizontale; dans la partie du haut, on peut lire sur un fond brun le texte « A dose of facts » en gros caractères blancs dans lequel le mot « facts » est surligné. À droite, en caractères un peu plus petits, figure le texte « COVID-19 vaccine » et au-dessus, l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme âgé et d’un enfant sur ses genoux regardant un document et pointant en sa direction se trouve dans la partie inférieure. Dans la deuxième image, toujours sur un fond brun et en caractères blancs, on peut lire le texte « The COVID-19 vaccines can help protect you against serious illness, long-term health effects and even death. » dans lequel les mots « protect you » sont en jaune. Dans la troisième image, encore une fois sur un fond brun et en caractères blancs, on peut lire le texte « Get informed. Get vaccinated. » accompagné au-dessus de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. Sous le texte se trouvent un encadré blanc et l’inscription « Learn more » en vert qui permet d’obtenir plus d’informations. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit.

De nombreux participants ne se sont pas sentis interpellés par cette publicité et ont mentionné qu’ils la passeraient ou l’ignoraient. Dans l’ensemble, la publicité n’a pas fait vibrer les cordes sensibles des participants, qui par ailleurs, ne la jugeaient pas particulièrement informative.

Certains ont fait remarquer qu’elle n’était pas assez chaleureuse, à cause notamment des couleurs foncées employées. Quelques participants, des Autochtones pour la plupart, trouvaient que le ton de la publicité était insistant et que la promotion de la vaccination était trop agressive. Ils reprochaient l’utilisation d’une telle approche. D’autres trouvaient la publicité plutôt générique, allant jusqu’à dire que cela édulcorait le message sur le besoin de s’informer avant de recevoir un vaccin.

En ce qui concerne les participants qui avaient exprimé auparavant une certaine réticence à se faire vacciner, la publicité n’a guère apaisé leurs craintes, ne parvenant pas à améliorer la perception que les vaccins sont fiables, efficaces et sécuritaires. La plupart ne la trouvaient ni convaincante ni rassurante. De même, certains participants ont relevé la formulation un peu passive de la phrase « les vaccins peuvent aider à vous protéger ... ». Selon eux, il aurait été préférable, par exemple, de remplacer le

verbe « peuvent » par « vont ». Plutôt que de partir du principe que les vaccins sont sécuritaires, d'autres auraient préféré que la publicité expose clairement les motifs pour lesquels nous avons de bonnes raisons de croire à la sécurité des vaccins.

La principale critique formulée concernait la première phrase ou le titre « Une dose de faits », qui laissait croire aux participants que la publicité contiendrait des faits concrets et bien arrêtés, pas seulement des énoncés généraux sur l'idée de se protéger soi-même et de prévenir des décès. Aux yeux de nombreux participants, les énoncés relayaient des renseignements qu'ils connaissaient déjà. Aussi, certains estimaient que la publicité ne véhiculait aucune nouvelle information. Ils s'attendaient à ce que la publicité soit plus informative et fournisse des renseignements qui susciteraient un intérêt et un enthousiasme pour la vaccination. Par ailleurs, certains participants autochtones ont mal réagi à l'utilisation du terme « dose » qui évoquait chez eux le système de pensionnats indiens et ravivait des souvenirs de l'expérience qu'ils y ont vécue.

Une certaine confusion régnait également à propos des « effets à long terme sur la santé » mentionnés dans la publicité. Quelques participants trouvaient que la publicité ne soulignait pas suffisamment l'importance de la vaccination pour les personnes qui ont des conditions préexistantes étant donné qu'elles seraient très vulnérables si elles contractaient le virus.

Certains commentaires élogieux s'articulaient autour de l'aspect épuré de la publicité, de la simplicité de l'approche et du message invitant à « s'informer » qui menait les participants à un site Web. Plusieurs ont mentionné avoir l'intention de consulter le site Web et s'attendaient à trouver plus d'informations et de faits en ligne étayant les allégations quant à la sécurité et la fiabilité des vaccins. Le groupe de Canadiens racialisés (Alberta) a montré un intérêt particulier à découvrir ce que le site Web avait à offrir. Ils étaient curieux d'en apprendre plus sur les « normes les plus élevées » que les vaccins devaient satisfaire et s'attendaient à trouver sur le site Web le taux d'incidence des effets secondaires chez les personnes vaccinées. Cela dit, certaines personnes dans ce groupe pensaient que le fait d'entendre parler de l'expérience des autres dans leur communauté qui avaient été vaccinés parviendrait plus à les convaincre que de simples faits et données sur un site Web.

Dans les groupes auxquels nous avons présenté deux versions de ce concept, la plupart des participants préféraient la version « B » à la version « A ». La majorité des participants étaient attirés par la photographie d'un homme âgé et d'un jeune homme qui ont l'air de regarder du contenu sur un ordinateur portable. Les participants présumaient qu'il s'agissait d'un grand-père et de son petit-fils. Selon eux, l'homme âgé représentait bien le groupe démographique le plus à risque de contracter la COVID-19 et l'image leur semblait plus attendrissante. De rares participants trouvaient la photographie du père et du fils de la version « A » plus joyeuse et optimiste. En revanche, le ton de la version « B » était perçu comme plus sombre et triste et suscitait de l'inquiétude chez certains participants, en particulier parmi les groupes réticents à la vaccination. Par ailleurs, des commentaires ont été formulés sur l'origine ethnique des deux personnes figurant dans la version « B ». Quelques participants craignaient qu'elle ne provoque involontairement une réaction raciste dans le groupe de la population qui continue de tenir la Chine pour responsable de la pandémie.

Nous avons demandé aux participants si l'ajout de la phrase « Apprenez-en davantage sur la façon dont les vaccins COVID-19 peuvent vous aider à vous protéger. » à la publicité les inciterait davantage

à consulter le site Web. Les réponses ont été quelque peu partagées. Même si de nombreux participants trouvaient cette phrase plus motivante, d'autres auraient préféré une publicité plus spécifique ou ont mentionné qu'ils auraient plus tendance à obtenir des conseils d'un professionnel de la santé, comme un médecin de famille qui connaît leurs antécédents médicaux, qu'en consultant un site Web.

Dans le groupe de la GRM seulement, les participants ont également été invités à se prononcer sur la signature « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » Nous leur avons montré deux autres signatures possibles :

- « Informez-vous. Soyez prêt pour le vaccin »
- « Informez-vous. Préparez-vous au vaccin »

La plupart ne voyaient pas vraiment de différence quant à leur interprétation de chacune des signatures. Les rares participants qui les interprétaient différemment préféraient encore la signature que nous leur avons montrée qui les invitait à « se préparer » pour le vaccin (p. ex., « Préparez-vous pour le vaccin. »).

Les participants autochtones préféraient la version « C » à la version « B », car on y voyait une personne autochtone à laquelle ils pouvaient s'identifier et qui avait l'air crédible. Ils ont également salué le contexte dépeint, qui leur semblait être un Autochtone travaillant dans un domaine scientifique.

Lorsque nous avons demandé aux participants comment rendre les publicités plus efficaces, ils ont formulé peu de suggestions. En voici des exemples :

- Montrer des gens qui ne sont pas nécessairement aussi en santé et en forme que ceux représentés dans les images – les participants avaient l'impression que les personnes dans les images craignaient sûrement moins de contracter la COVID-19 que celles qui ont des problèmes de santé sous-jacents;
- Intégrer des données et des faits – quelques participants ont continué de souligner qu'ils aimeraient que des faits soient intégrés à la publicité, ce qui selon eux inciterait davantage l'auditoire à se rendre ensuite sur le site Web pour obtenir plus d'informations. Une telle approche donnerait du poids aux allégations de la publicité sur les vaccins et rendrait la publicité moins générique;
- Inciter moins directement les gens à se faire vacciner – un petit nombre de participants du groupe d'aînés (de l'île de Vancouver) craignaient que la publicité n'ait pas d'effet incitatif sur les personnes qui sont réticentes à se faire vacciner ou qui croient fermement que les décisions liées à la vaccination sont personnelles. Sans aller jusqu'à suggérer des modifications à la formulation actuelle, ils se demandaient si elle n'était pas trop forte.

Les vaccins et vous

Ce concept a suscité des réactions positives chez les participants. Ces derniers ont salué la reconnaissance subtile des inquiétudes de la population à propos de la sécurité des vaccins et la transparence quant aux possibles effets secondaires des vaccins.

Les vaccins et vous – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond jaune (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint pâle portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l’image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond jaune dans la deuxième image ainsi que le texte « Est-ce que les vaccins contre la COVID-19 ont des effets secondaires? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l’illustration du jeune homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts regardant en direction du texte. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « Ressentir de légers effets secondaires est un signe normal que votre corps développe une protection contre le virus. Ces effets devraient se résorber en quelques jours. » Un fond gris foncé est visible dans l’image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond orange (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint pâle portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l’image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux, figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond orange dans la deuxième image ainsi que le texte « Quelles sont les informations sur lesquelles se sont basées les autorités canadiennes pour approuver les vaccins contre la COVID-19? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l’illustration de la femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée qui sourit et regarde droit devant elle. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « L’approbation est basée sur des preuves scientifiques démontrant que le vaccin est sécuritaire, efficace et de qualité. » Un fond gris foncé est visible dans l’image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond jaune (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint pâle portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l'image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d'érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond jaune dans la deuxième image ainsi que le texte « Pourquoi devrais-je me faire vacciner contre la COVID-19? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l'illustration de la femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon qui regarde droit devant elle. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « Il est impossible de savoir comment la COVID-19 vous affecterait, mais elle peut entraîner des complications graves. Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger. » Un fond gris foncé est visible dans l'image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d'érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l'image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version D (aînés de l’île de Vancouver)



La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Dans la première image, on peut voir sur fond jaune l’illustration d’une femme au teint pâle et à la chevelure blanche qui porte un chandail vert. Sur son chandail, on peut lire en petits caractères blancs le texte « The COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » dans lequel le mot « you » est en jaune. On retrouve le même fond orange dans la deuxième image ainsi que le texte « Do COVID-19 vaccines have side effects? » au milieu, en caractères blancs. Dans le coin supérieur droit se trouve un cercle blanc dans lequel est inscrit en petits caractères jaunes le texte « the COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » en caractères de plus grande taille. Dans la troisième image, toujours sur le même fond jaune, on peut lire en caractères blancs le texte « Feeling some mild side effects is a normal sign that your body is building protection, and they should resolve within a few days. » Sous le texte se trouve un encadré blanc avec l’inscription « Find out more » et une flèche en caractères verts qui permet d’obtenir plus d’informations. Dans le coin supérieur droit se trouve un cercle blanc dans lequel est inscrit en petits caractères jaunes le texte « the COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » en caractères de plus grande taille. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin inférieur droit et le logo d’un ministère à gauche.

Les commentaires à propos de ce concept étaient assez uniformes dans tous les groupes, même si les aînés (de l’île de Vancouver) et les participants autochtones (du Manitoba et de la Saskatchewan) ont formulé plus de recommandations pour améliorer la publicité, par exemple en ciblant des groupes particuliers qui sont plus réticents ou font moins confiance au système de santé.

Tout compte fait, beaucoup de participants ont été attirés par ce concept en raison des aspects suivants :

- Ton optimiste et positif dans l’ensemble – Les participants ont qualifié le concept de chaleureux et léger. Ils trouvaient que la palette de couleurs vives, notamment dans la version A du concept, captait positivement l’attention de l’auditoire. De plus, certains estimaient que les personnages tout droit sortis d’une bande dessinée favorisaient un ton joyeux et optimiste, qui plaisait à la plupart des gens.
- Caractère inclusif – Les participants à qui nous avons présenté les versions A, B et C ont commenté en termes élogieux l’inclusivité et la diversité véhiculées dans les images. Qui plus est, certains ont

souligné l'intégration d'une personne portant un masque. Cela a cependant rendu quelques participants perplexes, qui se questionnaient sur la sécurité du vaccin si le port du masque était toujours obligatoire. D'autres jugeaient que le masque était efficace pour rappeler qu'il fallait continuer de respecter les mesures de santé publique pendant la mise en œuvre des différentes phases de vaccination.

- Formulation du message clé – Les participants aimaient le ton respectueux de la publicité. Ils ont d'abord souligné que la publicité s'adressait directement à eux (p. ex., « Les vaccins et vous »). Ils préféraient cette approche plus personnelle. De plus, elle posait une question sur les effets secondaires possibles des vaccins, une source de préoccupation importante pour plusieurs, à commencer par ceux qui manifestent une réticence à se faire vacciner. De l'avis des participants, beaucoup de personnes seraient rassurées de savoir que les effets secondaires sont courants et normaux. Ils trouvaient ce concept nettement moins condescendant et insensible que le concept « Une dose de faits ». La formulation du concept rendait compte d'une ouverture et d'une transparence totale à propos d'une des principales questions liées à la vaccination (c.-à-d. les effets secondaires). Cette approche était crédible et rassurante d'après eux. Le fait que le concept aborde aussi ouvertement l'un des inconvénients que peuvent avoir les vaccins renforçait la confiance à l'égard de la source (c.-à-d. le gouvernement du Canada) et de nombreux participants ont mentionné qu'ils visiteraient probablement le site Web pour en savoir plus sur les effets secondaires possibles.

Alors que les participants trouvaient le ton du concept « Une dose de faits » directif, celui du concept « Les vaccins et vous » leur semblait engageant et sincère, notamment quant à la façon d'aborder l'une des principales craintes qu'ont certains à propos des vaccins. Ce concept fournissait au moins un fait essentiel au sujet des vaccins, ce que l'autre concept ne faisait pas, malgré ce que prétendait son premier énoncé. De plus, ce concept tenait compte de ce que les gens « ressentent » par rapport aux vaccins plutôt que ce qu'ils « connaissent » généralement à ce sujet, qui est l'approche adoptée dans le concept « Une dose de faits » d'après les participants.

Malgré l'accueil favorable réservé à ce concept par la plupart des participants, certains ont proposé les améliorations suivantes :

- La présentation de style bande dessinée ou dessin animé employée dans ce concept n'a pas plu à quelques participants autochtones. Ces derniers trouvaient également que les personnages n'étaient pas représentatifs de l'ensemble des groupes d'âge touchés par la COVID-19. Selon eux, la présence d'enfants, d'adultes et d'ânés aurait donné un portrait plus réaliste.
- De rares participants trouvaient incompatible la juxtaposition du ton positif qui se dégageait des personnages souriants de style bande dessinée et du message négatif sur les effets secondaires. Ce point de vue n'était pas majoritaire, mais certains participants trouvaient que cela portait à confusion.
- Quelques-uns souhaitaient par ailleurs en apprendre davantage sur les effets secondaires que peuvent ressentir les personnes souffrant d'une maladie auto-immune. Ces participants pensaient qu'il était possible de modifier les publicités afin qu'elles contiennent des messages plus ciblés sur des sous-groupes précis qui ont des préoccupations ou des problèmes uniques liés à la vaccination.

- Les Canadiens racialisés du groupe tenu en Alberta ont eu des réactions surtout positives à ce concept, mais avaient tout de même des questions sur l'efficacité du vaccin contre la COVID-19 par rapport aux autres vaccins. Cela dit, ils trouvaient que la publicité les incitait efficacement à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations.
- Certains participants du groupe des aînés de l'île de Vancouver, à qui nous avons montré la version bannière de ce concept, ne la trouvaient pas particulièrement intéressante sur le plan visuel. Ils auraient préféré voir un groupe plus diversifié de personnes dans la première image. Contrairement aux participants des autres groupes, les aînés remettaient davantage en question le public cible de cette publicité. Ils ne sentaient pas qu'elle s'adressait à eux, puisque la plupart d'entre eux avaient en général hâte de recevoir le vaccin. De plus, ils pensaient qu'elle ne suffirait pas à convaincre ceux qui hésitaient à se faire vacciner. Selon eux, la publicité aurait gagné à être plus directe et à rappeler au public qu'une importante couverture vaccinale est nécessaire pour réduire considérablement la transmission du virus.

Tout compte fait, les participants ont préféré la version A à la version B, jugeant le contenu ou les informations dans cette dernière version moins intéressants. Plus précisément, ils n'aimaient guère la formulation du message de la version B, qui semblait demander aux Canadiens de prendre pour argent comptant les allégations sur la sécurité. La version A a en revanche interpellé davantage les participants, car elle abordait une question que beaucoup se posent à propos des vaccins, ce qui dénotait une reconnaissance des inquiétudes des Canadiens concernant la sécurité des vaccins. De plus, les participants ont préféré le ton plus doux et empathique de la version A au ton directif de la version B.

Après avoir évalué les versions B et C, les participants autochtones ont eu des opinions plus partagées. Aux yeux de certains, aucune des deux versions n'était particulièrement efficace, tandis que d'autres trouvaient qu'elles produisaient toutes deux l'effet escompté. La conversation entre les Autochtones a mis en lumière des inquiétudes générales sur le traitement réservé aux personnes autochtones au sein du système de santé au Canada. De nombreux participants se sont dits préoccupés par la méfiance attribuable à des enjeux de longue date, dont les inégalités en santé entre les collectivités autochtones et les autres Canadiens, qui explique en partie le scepticisme avec lequel les informations sur la santé émanant du gouvernement du Canada sont accueillies. Une publicité adaptée aux Autochtones était nécessaire selon certains participants afin de traiter plus directement des enjeux autochtones et de tenir compte des approches autochtones en matière de médecine.

Demandez à un expert

Comme ce fut le cas pour le premier concept, le ton du troisième concept intitulé « Demandez à un expert » n'a pas plu à de nombreux participants. Ces derniers trouvaient que le concept, à l'instar de la publicité « Une dose de faits », était plutôt générique et ne les aidait pas vraiment à mieux comprendre comment fonctionnent les vaccins.

Demandez à un expert – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



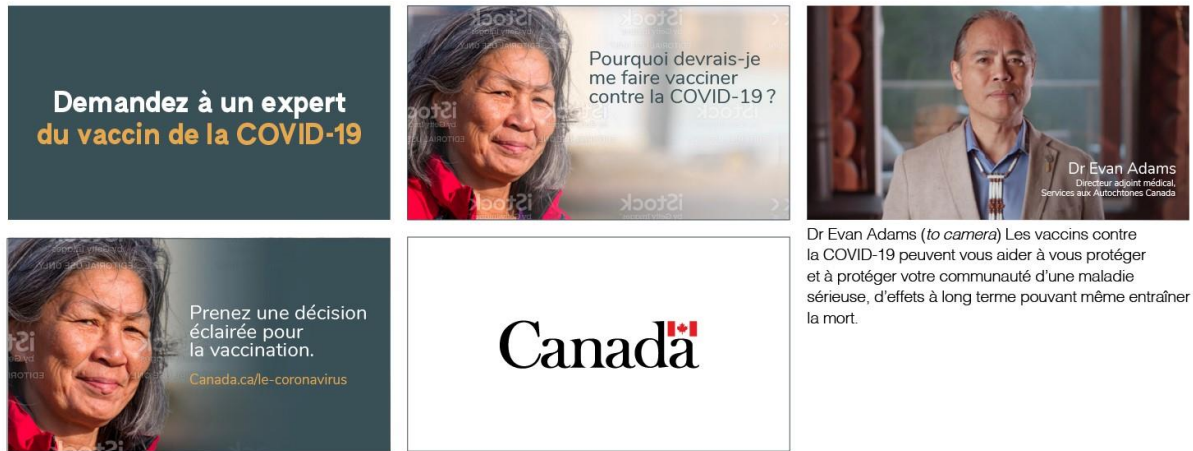
La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à un expert du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir un jeune homme souriant sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Comment fonctionnent les vaccins contre la COVID-19? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette le Dr. Howard Njoo, sous-administrateur en chef de la santé publique assis à son bureau (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l'écran). On retrouve le même jeune homme souriant que précédemment, mais sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



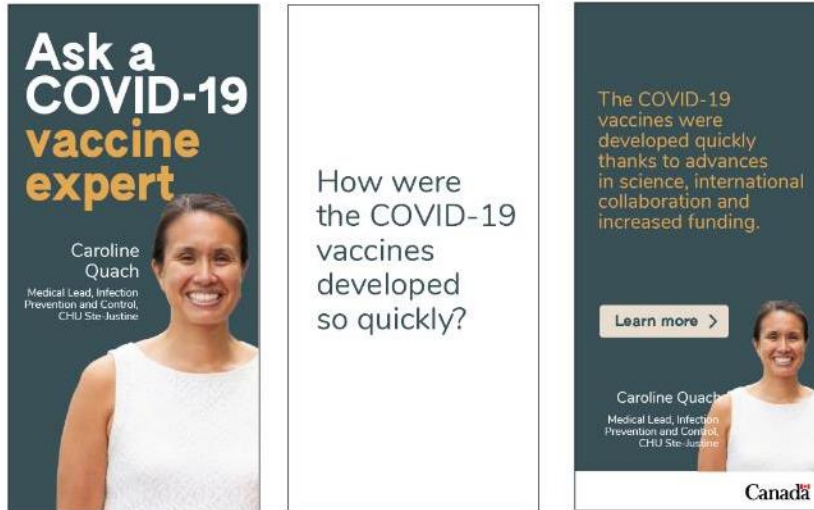
La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à une experte du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir une jeune femme qui sourit sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Comment les vaccins contre la COVID-19 ont-ils pu être développés aussi rapidement? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette la D^{re} Caroline Quach, chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine qui sourit à la caméra (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l’écran). En dessous figure le texte « D^{re} Caroline Quach (*to camera*) Grâce à la coopération internationale, aux progrès scientifiques et à un financement accru. » On retrouve la même jeune femme souriante que précédemment, mais en gros plan sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à un expert du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir une femme âgée sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Pourquoi devrais-je me faire vacciner contre la COVID-19? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette le Dr Evan Adams, directeur adjoint médical, Services aux Autochtones Canada (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l'écran). En dessous figure le texte « Dr Evan Adams (*to camera*) Les vaccins contre la COVID-19 peuvent vous aider à vous protéger et à protéger votre communauté d'une maladie sérieuse, d'effets à long terme pouvant même entraîner la mort. » On retrouve la même femme âgée que précédemment, mais sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version D (aînés de l’île de Vancouver)



La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Ask a COVID-19 vaccine expert » en caractères blancs dans lequel les mots « vaccine expert » sont en caractères jaunes. Directement sous le texte se trouve la photographie de la D^{re} Caroline Quach, chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l’écran). Dans la deuxième image, on peut lire sur un fond blanc le texte « How were the COVID-19 vaccines developed so quickly? » en caractères verts. La troisième image affiche le texte « The COVID-19 vaccines were developed quickly thanks to advances in science, international collaboration and increased funding. » en jaune sur un fond gris foncé. Sous le texte se trouve un encadré blanc avec l’inscription « Learn more » et une flèche en vert qui permet d’obtenir plus d’informations. En dessous de cet encadré, on retrouve la même photographie de la D^{re} Caroline Quach accompagnée de son titre, Chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine en caractères blancs. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit.

Même si aux yeux de certains, ce concept laissait entendre que la vaccination était un choix personnel, une majorité trouvait qu’il était vague et prêtait un peu à confusion. Quelques participants s’attendaient à obtenir des informations plus étoffées, voire qu’ils ne connaissaient pas déjà, de la part des « experts » en vedette dans les publicités. Les énoncés leur semblaient plutôt génériques et pas particulièrement rassurants. De plus, c’était la première fois que de nombreux participants entendaient parler des experts ou les voyaient de sorte qu’ils portaient plus d’attention aux experts en tant que tels et à leurs compétences qu’aux renseignements fournis.

Plusieurs participants se sont dits déçus, car le titre de la première image a suscité en eux des attentes auxquelles n’ont pas répondu les renseignements contenus dans les images suivantes. La publicité leur semblait donc incomplète, car ils n’y ont pas trouvé les informations et statistiques intéressantes escomptées.

Par ailleurs, ce concept employait selon eux un ton professoral et un style condescendant. Peu de participants pensaient que ce concept inciterait plus de gens à se faire vacciner. Dans l'ensemble, ce concept n'a pas trouvé d'écho chez la plupart des participants sur le plan émotif ou rationnel.

Toutefois, de nombreux participants ont mentionné que ce concept les inciterait à consulter le site Web surtout parce qu'ils se demandaient quel autre conseil les experts avaient à donner. Certains avaient l'impression d'avoir accès à un éventail d'experts ou de spécialistes pour répondre à leurs questions.

Lorsque nous leur avons demandé laquelle des versions ils préféraient, les résultats ont été partagés. Beaucoup n'aimaient tout simplement pas le format du concept, toutes versions confondues, car il n'était pas aussi étoffé qu'ils avaient prévu. Certains participants préféraient la version B à la version A, car ils étaient plus attirés par la question sur la mise au point des vaccins que celle sur leur fonctionnement. À commencer par les participants réticents à se faire vacciner, lesquels trouvaient beaucoup plus intéressant de savoir comment les vaccins sont développés, mais se disaient tout de même déçus par la réponse fournie dans cette publicité. La réponse n'induisait pas un sentiment accru de sécurité chez eux.

Invités à nommer la version du concept qu'ils préféraient, les participants autochtones ont également donné des avis partagés. Plusieurs avaient un penchant pour la version C dans laquelle on voyait un expert autochtone. Ils trouvaient cependant que les versions B et C se ressemblaient beaucoup et ont répété des commentaires antérieurs voulant qu'aucune des versions ne réponde vraiment aux questions essentielles posées dans les publicités. Certains participants ont souligné qu'ils doutaient toujours des faits présentés, qu'ils soient relayés ou non par un expert autochtone, en ajoutant cependant que, dans l'ensemble, ils étaient plus à l'aise d'obtenir de l'information d'un expert autochtone.

Nous avons demandé aux participants de nous faire part des questions qu'ils poseraient à un expert sur les vaccins contre la COVID-19 s'ils en avaient l'occasion. En voici des exemples :

- Quels sont les effets secondaires néfastes? Ont-ils des répercussions à long terme?
- Les experts accepteraient-ils eux-mêmes de se faire vacciner?
- Les vaccins sont-ils sécuritaires pour les enfants?
- Les femmes enceintes devraient-elles recevoir le vaccin?
- Quel est le risque de contracter la COVID-19 par rapport aux risques que présentent les effets possibles du vaccin?
- Après combien de temps saurons-nous à quel point les vaccins sont sécuritaires (c.-à-d., est-ce que les problèmes vont survenir dans les 3, 6 ou 12 premiers mois suivant la distribution de masse des vaccins)?
- Pourquoi a-t-on développé des vaccins à ARN messenger pour lutter contre la COVID-19 au lieu des vaccins traditionnels (c.-à-d., ceux qui transmettent au corps un microbe inactivé ou atténué)?
- Va-t-il falloir recevoir des injections de rappel? Si oui, à quelle fréquence?
- Quelle est l'efficacité du vaccin? Le vaccin sera-t-il efficace contre les nouveaux variants?
- Comment les doses sont-elles déterminées?

- Les vaccins seront-ils obligatoires?

Concept préféré

Après avoir laissé aux participants le temps d'examiner les trois concepts, nous leur avons demandé quel était leur préféré. À quelques exceptions près, la plupart des participants préféraient le concept « Les vaccins et vous », parce qu'il leur semblait plus authentique, rassurant et personnel et qu'il abordait leurs préoccupations à propos des vaccins. Ils aimaient particulièrement la version qui répondait à la question sur les effets secondaires, une importante source d'inquiétudes chez les personnes ayant exprimé une certaine réticence générale à se faire vacciner. Cette version a nettement eu la cote dans le groupe des Canadiens racialisés, qui se sentaient directement interpellés par celle-ci et saluaient le ton actif employé dans ce concept, qui s'articulait autour d'une question qu'ils se posaient eux-mêmes.

Les deux autres concepts ont suscité en général moins d'intérêt et le ton du concept « Une dose de faits » était considéré comme condescendant. Les quelques participants qui ont préféré le concept « Demandez à un expert » l'ont choisi parce qu'il fournissait des conseils provenant de professionnels de la santé publique crédibles.

Les participants autochtones ont eu de la difficulté à départager les concepts, mais ont accordé une légère préférence au concept « Demandez à un expert ». Cela leur plaisait d'être informés par un expert autochtone crédible et une telle approche renforçait leur sentiment de sécurité par rapport à la vaccination. Quelques-uns étaient plus attirés par le concept « Les vaccins et vous » parce qu'il portait sur les effets secondaires possibles, un sujet qui les préoccupait grandement.

Le groupe des aînés (de l'île de Vancouver) a été le seul à préférer le concept « Une dose de faits ». Ils aimaient le rappel sur la protection offerte par les vaccins dans la première phrase et trouvaient rassurantes les informations spécifiques et actuelles véhiculées par ce concept. Selon eux, il fallait revenir sur l'importance pour les Canadiens d'être vaccinés s'ils souhaitent recommencer à voir leur famille et à voyager, au lieu de parler de l'efficacité, de la mise au point et des effets secondaires des vaccins.

Vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de

taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Dans plusieurs groupes tenus au mois de janvier, les participants ont pu exposer leurs points de vue sur les vaccins contre la COVID-19, notamment ce qu'ils avaient entendu à ce sujet, leurs impressions de la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins, leurs attentes relatives au calendrier de vaccination et leur position personnelle sur la vaccination.

Les participants de deux groupes avaient été recrutés en fonction de leurs points de vue sur la vaccination, et en particulier leur degré de réticence à son égard. Les opinions des participants de ces groupes, ainsi que celles de leurs pairs d'autres groupes qui hésitaient également à se faire vacciner, sont exposées en détail un peu plus loin.

Nouvelles entendues au sujet des vaccins contre la COVID-19 (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Les participants des groupes énumérés ci-dessus avaient entendu divers reportages et annonces au sujet des vaccins contre la COVID-19, portant sur les aspects suivants :

- La cadence de la distribution – Quelques participants croyaient que la distribution des vaccins progressait à bon rythme, en particulier pour les travailleurs de la santé de première ligne et les résidents des centres de soins de longue durée et des maisons de retraite, mais d'autres ont indiqué qu'elle avançait plus lentement que prévu. Ces derniers ont évoqué les retards dans le calendrier de livraison des fabricants ainsi que dans l'administration de la deuxième dose aux personnes qui avaient déjà reçu la première. Plusieurs participants ont attribué ces nouveaux délais au fait que le Canada n'avait pas la capacité de produire des vaccins, tandis que d'autres ont émis l'opinion que la vaccination de masse irait sans doute à la fin du printemps ou de l'été. Une certaine déception était palpable. La discussion a suscité des interrogations sur ce qui constituerait un échéancier plus concret pour la distribution des vaccins ainsi qu'un appel à plus de transparence de la part du gouvernement du Canada sur ce point. D'autres avaient eu vent d'annonces par le gouvernement fédéral selon lesquelles tous ceux qui souhaitent être vaccinés le seraient d'ici la fin septembre.
- Les effets secondaires, l'efficacité et l'innocuité – Plusieurs participants avaient entendu parler de réactions diverses aux vaccins (p. ex., des réponses allergiques) et pensaient que toute personne ayant des allergies alimentaires devrait consulter son médecin avant de se faire vacciner. D'autres

ont fait allusion à des nouvelles diffusées dans plusieurs médias qui remettaient en cause la fiabilité, l'efficacité et la sûreté des vaccins, mais sans pouvoir donner grands détails. Ceux qui avaient évoqué le retard dans l'administration de la deuxième dose se demandaient s'il aurait une incidence sur l'efficacité ou l'innocuité du vaccin. Bien que certains participants aient fait remarquer qu'une bonne partie de cette information entrait dans la catégorie des « théories du complot », elle était tout de même présente à l'esprit de plusieurs personnes dans chaque groupe.

Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Achat et distribution des vaccins

Dans la généralité des cas, les participants trouvaient que le gouvernement du Canada tirait assez bien son épingle du jeu, ou en tout cas qu'il faisait de son mieux dans les circonstances, pour obtenir les vaccins et les faire parvenir aux provinces. De très rares participants ont fait une évaluation franchement négative de la réponse fédérale. Il a parfois été question des taux de vaccination supérieurs dans d'autres pays (p. ex., en Inde), certains ayant du mal à comprendre qu'un pays avancé comme le Canada ne progresse pas plus vite. Plusieurs autres considéraient qu'ils n'en savaient pas assez ou qu'il était trop tôt pour se prononcer de façon concluante sur les résultats du gouvernement dans ce domaine.

La plupart ont reconnu au gouvernement du Canada le mérite de s'être approvisionné en vaccins auprès d'un large éventail de fabricants et d'avoir veillé à ce que le personnel de la santé compte parmi les premiers groupes à être entièrement vaccinés. Quelques participants ont parlé avec approbation du fait que le gouvernement fédéral communiquait ouvertement avec le public au sujet de ses plans, en donnant la liste des vaccins achetés, leur date d'arrivée prévue et les détails de la répartition des doses d'un bout à l'autre du pays.

Certains ont également reconnu les difficultés qu'il y avait à coordonner une entreprise de cette envergure avec les provinces et les territoires, saluant au passage les sommes considérables que le gouvernement fédéral consacrait à l'achat de vaccins. Ils ont fait remarquer que maints aspects de l'approvisionnement et de la distribution échappaient à sa maîtrise (notamment la production et la logistique). Ainsi, certains trouvaient que le principal défi relevait non pas tant du gouvernement fédéral que des provinces et des territoires, chargés d'encadrer l'intervention en matière de santé publique et de veiller à une distribution rapide des vaccins auprès de leurs populations respectives. Autre exemple, les participants ont noté que la décision prise par Pfizer de rénover son usine belge et de réduire temporairement ses envois, était une décision de nature commerciale face à laquelle le Canada ne pouvait pas grand-chose.

En parallèle, un certain nombre de questions et commentaires ont porté sur ce que les participants ont décrit comme une capacité de production nationale inadéquate. Plusieurs ont avancé que l'incapacité à produire les vaccins sur place créait une forte dépendance à l'égard des fabricants étrangers. Ils ont fait valoir que cette situation exposait le Canada et les Canadiens à des problèmes

d'approvisionnement et les mettait à la merci des décisions prises outremer concernant les niveaux de production et le nombre de doses disponibles.

Comparaison avec d'autres pays

Lorsque nous avons explicitement demandé aux participants de comparer les efforts du Canada à ceux d'autres pays, la plupart ont indiqué que la campagne de vaccination progressait plus lentement ici et qu'à cet égard le Canada faisait piètre figure. Il leur semblait que la couverture vaccinale était plus élevée ailleurs, par exemple aux États-Unis, en Israël et dans certains États membres de l'Union européenne. Plusieurs ont mentionné les retards dans la réception des doses commandées par le Canada et indiqué qu'à leur avis les pays dotés d'une capacité de fabrication nationale vaccinaient à un rythme plus rapide. Certains trouvaient la situation décevante, vu le niveau d'investissement consenti par le gouvernement du Canada pour l'achat de vaccins. D'autres suivaient de près le taux de vaccination quotidien et le pourcentage de la population vaccinée dans divers pays, le classement du Canada en comparaison et le nombre de sites de vaccination ouverts. À la lumière de ces indicateurs, ils en concluaient que le Canada accusait un net retard, à tel point que certains mettaient en doute la qualité des préparatifs menés par le gouvernement du Canada avant l'arrivée des doses. Ils se demandaient notamment pourquoi on n'en faisait pas plus pour aménager des lieux de vaccination massive dans des écoles, des arénas et d'autres endroits pouvant accueillir un grand nombre de personnes. En l'état actuel des choses, ils s'attendaient à ce que le déploiement se fasse au ralenti.

Un petit nombre de participants avaient l'impression que le Canada s'en tirait aussi bien, sinon mieux que d'autres pays, à en juger par le succès de ses initiatives de vaccination des travailleurs essentiels.

Plan de vaccination du gouvernement du Canada (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Nous avons présenté aux groupes les trois énoncés suivants traitant du plan de vaccination du gouvernement du Canada, en leur demandant ce qu'ils en pensaient.

- *Le Canada est en bonne voie de vacciner toutes les personnes qui le souhaitent d'ici la fin du mois de septembre.*
- *Le Canada vaccine ses citoyen(ne)s à un rythme deux fois supérieur au taux mondial.*
- *Jusqu'à présent, le Canada a vacciné ses citoyen(ne)s à peu près au même rythme que l'Union européenne.*

Malgré le caractère rassurant de ces énoncés, qui font état des progrès de la vaccination, et les réactions favorables des participants, certains ont remis en question leur crédibilité ou soupçonné le gouvernement du Canada de pécher par excès d'optimisme. Quelques-uns ont voulu savoir si les énoncés étaient vrais et à quelle période ils s'appliquaient. D'autres avaient l'impression qu'ils allaient à l'encontre d'informations entendues ailleurs ou jugeaient prématuré de faire ce type d'assertions; ils préféraient réserver leur jugement.

À la question de savoir lequel des trois rassurait le plus sur le plan de vaccination du Canada, les réponses ont varié. Quelques participants ont préféré le premier, qu'ils trouvaient plus utile en raison

de son calendrier précis et de son échéance de la fin septembre. À l'inverse, cet énoncé a paru le moins rassurant à d'autres, qui doutaient qu'on puisse respecter le délai indiqué. Certains s'attendaient même à ce que le déploiement vaccinal se poursuive jusqu'en 2022.

Certains participants se sentaient plus rassurés à la lecture du deuxième énoncé, évoquant une cadence de vaccination deux fois plus rapide au Canada que dans le reste du monde. Cette affirmation concordait avec l'idée qu'ils s'étaient faite de la situation en suivant l'actualité, et plusieurs trouvaient intéressant de situer les avancées du Canada dans un contexte mondial. D'autres, en revanche, reprochaient à l'assertion d'être un peu vague : étant donné que le Canada fait partie des pays avancés et qu'il est membre du G7, il leur paraissait sans intérêt de mesurer ses progrès par rapport au taux de vaccination mondial.

Peu de participants ont commenté le troisième énoncé, mais la comparaison avec l'Union européenne a semblé pertinente à quelques-uns.

Nous avons ensuite demandé aux participants de relire les énoncés pour nous indiquer, cette fois, lequel des trois était le plus mauvais ou le moins utile. Le deuxième a plus souvent laissé sceptique, pour plusieurs raisons :

- Il ne sonnait pas juste;
- La comparaison semblait boiteuse;
- En général, les participants croyaient que le taux de vaccination mondial ne constituait pas une mesure utile, car il englobe les taux de vaccination des pays développés et moins développés.

Calendrier de vaccination (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Achèvement de la vaccination au Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Plusieurs participants avaient entendu aux nouvelles que le gouvernement du Canada s'était donné pour objectif de vacciner l'ensemble de la population admissible d'ici septembre 2021, un délai qui leur paraissait acceptable. Par ailleurs, lorsque nous leur avons demandé quelle serait une date cible raisonnable pour mener à bien la campagne de vaccination au pays, les réponses ont passablement varié : certains ont insisté sur l'importance d'une action rapide et s'imaginaient que le processus serait bouclé au début ou vers le milieu du printemps, tandis que d'autres ont plutôt évoqué la fin de l'été. Quelques participants croyaient peu probable que la vaccination se termine avant la fin de 2021 ou le début de 2022, et reconnaissaient que la distribution du vaccin à plus de 35 millions de personnes réparties sur un vaste territoire était à la fois une opération délicate et un défi logistique, dont l'exécution réussie exigeait du temps et des efforts considérables.

Attentes personnelles concernant le délai de vaccination (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants devaient ensuite indiquer à quel moment ils pensaient être en mesure de recevoir un vaccin. Aucun consensus clair ne s'est dégagé, mais leurs attentes correspondaient grosso modo aux prédictions précédentes de la date à laquelle tous les Canadiens admissibles seraient vaccinés, soit : entre le printemps et l'été, dans le courant du mois de septembre (conformément à l'annonce du gouvernement du Canada), durant l'automne ou l'hiver, d'ici la fin de 2021, ou encore, en 2022.

Bien que les participants espéraient recevoir leur dose le plus rapidement possible, leurs commentaires ont révélé qu'ils ne s'inquiétaient pas outre mesure du moment de la vaccination. Quelques-uns ont dit courir un « risque faible » étant donné leur situation d'emploi et leur état de santé. Ils préféraient que les personnes plus vulnérables, tels les aînés, les travailleurs de première ligne et les professionnels de la santé, soient inoculés en priorité. Certains ont indiqué qu'ils consultaient un calculateur COVID-19, un outil en ligne qui estime la place de l'utilisateur dans la file d'attente pour le vaccin, compte tenu des directives nationales (N.B. Le calculateur s'appuie sur ces directives, mais a été mis au point par un particulier n'ayant aucun lien avec le gouvernement du Canada).

Intentions et réticences en matière de vaccination

Intention de se faire vacciner (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Nous avons demandé aux participants de plusieurs groupes s'ils prévoyaient se faire vacciner. La plupart ont répondu par l'affirmative, tandis que les autres n'en étaient pas sûrs ou ont indiqué que non.

Ceux qui ont manifesté leur intention de recevoir le vaccin ont évoqué diverses motivations, en insistant plus particulièrement sur ce qui suit :

- Leur confiance dans l'innocuité et les fondements scientifiques des vaccins, compte tenu du niveau de coopération internationale dont leur développement a fait l'objet;
- Leur acceptation des vaccins en général, notamment l'habitude des vaccins annuels contre la grippe;
- L'objectif de limiter la propagation du virus et de protéger les autres;
- La recherche d'une protection accrue étant donné leur situation personnelle (p. ex., le fait d'avoir des enfants à l'école);

- Leur âge ou leur emploi – Quelques participants ont indiqué que leur âge était un facteur de risque et que la vaccination était un gage de sécurité. D'autres ont expliqué qu'ils travaillaient avec le public et souhaitaient être vaccinés par précaution, vu la difficulté de maintenir la distance physique recommandée de deux mètres;
- Leur désir de pouvoir rendre visite aux amis et à la famille;
- Leur envie de retrouver une certaine normalité.

Plusieurs de ces participants ont indiqué qu'un membre de leur famille immédiate ou élargie travaillait en première ligne, y compris dans le secteur de la santé, et avait été vacciné ou le serait sous peu. D'autres, qui faisaient du bénévolat dans le milieu des soins, ont mentionné que la vaccination était obligatoire pour exercer leurs activités. Compte tenu des informations partagées par leurs collègues et les membres de leur famille, ces participants étaient très à l'aise avec la vaccination. À leurs yeux, c'était tout simplement la bonne chose à faire.

Du côté de ceux qui avaient des réticences ou qui ne comptaient pas se faire vacciner, les points suivants ont été soulevés :

- Les effets secondaires possibles des vaccins contre la COVID-19;
- Leurs conséquences chez des personnes ayant des problèmes de santé particuliers (p. ex., un diabète de type 2) et l'absence de données d'essai pour ce segment de population;
- Des interrogations sur la fiabilité de ces vaccins, notamment par rapport aux vaccins contre la grippe;
- L'impression qu'ils ont encore un caractère « expérimental »;
- Une préférence pour les remèdes naturels et les pratiques holistiques pour combattre le virus, et le désir de bâtir une « immunité naturelle »;
- Une tendance à la prudence – Certains participants ont fait remarquer que les vaccins avaient été mis au point en moins d'un an, sans subir le processus habituel, rigoureux, des essais cliniques sur les humains. L'idée d'un processus de développement accéléré les rendait un peu nerveux.

Questionnés sur les facteurs susceptibles d'influencer leur décision de se faire vacciner, les participants qui avaient des réserves à l'égard de la vaccination ont cité : les taux d'efficacité, les temps d'attente pour recevoir le vaccin, l'augmentation du nombre de personnes vaccinées et le récit d'expériences positives de leur part. Certains ont ajouté que le désir de se retrouver en famille ou de voyager finirait peut-être par les décider.

Réticence à la vaccination (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)

La question de la réticence à la vaccination a été abordée de manière plus approfondie dans plusieurs groupes. Bon nombre des participants étaient indécis et préféreraient attendre de voir la suite des choses avant de prendre une décision. Certains estimaient courir peu de risques et, par conséquent, ne voyaient pas d'inconvénient à différer la dose ou à faire partie des derniers vaccinés. Ils n'étaient pas tenaillés par un sentiment d'urgence pour l'instant.

Beaucoup ont exprimé des préoccupations semblables à celles rapportées plus haut, qui avaient tendance à conforter leur position à l'égard des vaccins (p. ex., la question de l'innocuité), ainsi qu'un penchant pour les solutions qui sortent du cadre de la médecine conventionnelle. De plus, certains ont évoqué leur manque de confiance dans la prise de décisions entourant le développement des vaccins. Ils ne voulaient pas prendre le risque de faire partie de la première cohorte inoculée. Quelques autres mettaient en doute l'efficacité du vaccin; ils se demandaient s'il éviterait au récipiendaire de tomber malade et s'il freinerait réellement la contagion. Ces participants s'inquiétaient moins de leur santé que des impacts sur la communauté et la société en général. Plusieurs s'interrogeaient également sur la protection qu'offriraient les vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19. Dans le groupe composé de Canadiens racialisés, les participants ont mentionné que l'information provenant de leur pays d'origine entrait en ligne de compte dans leur point de vue. Les personnes d'origine sud-asiatique, en particulier, surveillaient de près la situation en Inde et estimaient que la campagne de vaccination donnait des résultats mitigés. Ce groupe avait également des questions concernant d'éventuels effets indésirables des vaccins sur la fertilité, car certains participants avaient entendu des reportages à ce sujet.

Lorsque nous leur avons demandé si les concepts publicitaires qu'ils venaient de voir (cf. section Publicités sur les vaccins) les inciteraient à reconsidérer leur position et peut-être à se faire vacciner, beaucoup de participants ont répondu que non. Ils estimaient avoir besoin d'un complément d'information avant de prendre leur décision et, pour l'heure, préféraient temporiser, afin de prendre la mesure de l'efficacité des vaccins, des effets secondaires et des répercussions à long terme. L'accès à des renseignements et des données objectives supplémentaires aiderait à accroître leur confiance et, au final, à les faire pencher pour la vaccination. Quelques personnes ont mentionné que d'autres facteurs, notamment la capacité de gagner leur vie, pèseraient également sur leur décision.

Messages sur les vaccins (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)

Nous avons présenté une série de messages sur les vaccins contre la COVID-19 au groupe de participants du Manitoba et de la Saskatchewan qui s'étaient déclarés Autochtones :

- *La COVID-19 peut être dévastatrice pour les personnes qui ont des conditions médicales sous-jacentes, comme les maladies cardiaques et le diabète. Les nouveaux vaccins les protégeront.*
- *Le vaccin COVID-19 est maintenant disponible pour les aîné(e)s autochtones de plus de 70 ans. Celui-ci les protégera et il est sécuritaire même pour ceux qui ont des conditions médicales sous-jacentes.*
- *Les vaccins COVID-19 de Moderna et de Pfizer sont tous deux efficaces. Les communautés éloignées recevront le Moderna, car c'est celui qu'elles sont le plus en mesure d'entreposer. Apprenez-en davantage.*
- *Les communautés éloignées recevront le vaccin Moderna, car c'est celui qu'elles sont les plus en mesure d'entreposer. Les leaders autochtones ont pris cette décision avec les responsables de la santé pour la sécurité de leur communauté.*

- *Les peuples autochtones ont participé aux essais du vaccin COVID-19, qui se sont révélés sûrs et efficaces pour eux. D'autres groupes, tels que les enfants et les femmes enceintes, n'ont pas été testés, c'est pourquoi ils ne sont pas recommandés pour le déploiement initial de la vaccination.*
- *Les leaders autochtones ont contribué à déterminer qui sera vacciné en premier. Les vaccins COVID-19 sont maintenant disponibles pour les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis.*
- *Les communautés des Premières Nations et des Inuits ont réussi à stopper la propagation du virus H1N1 en se faisant vacciner. Les vaccins COVID-19 vous aideront à faire de même.*

Nous leur avons ensuite demandé de choisir les deux ou trois messages qui leur paraissaient les plus importants.

Le message jugé le plus important par beaucoup concernait la disponibilité du vaccin contre la COVID-19 *pour les aîné(e)s autochtones de plus de 70 ans*. Les participants ont évoqué le caractère rassurant de ce message étant donné leurs inquiétudes au sujet des personnes de cet âge et de leur vulnérabilité aux conséquences graves du virus. Plusieurs ont livré des récits personnels illustrant le souci qu'ils se faisaient pour la santé des membres âgés de leur famille. Ils trouvaient l'énoncé sécurisant et aimaient qu'il souligne le rôle important du vaccin contre la COVID-19 dans la protection de leurs proches.

Un autre message fréquemment plébiscité était le suivant : *La COVID-19 peut être dévastatrice pour les personnes qui ont des conditions médicales sous-jacentes, comme les maladies cardiaques et le diabète. Les nouveaux vaccins les protégeront*. Le taux de mortalité du virus était très présent à l'esprit de nombreux participants, qui avaient conscience des risques élevés que posent les problèmes de santé sous-jacents en cas d'infection à la COVID-19. Devant cette réalité, ils ont salué le fait que ce message parle des personnes les plus à risque.

Les énoncés suivants ont également été bien perçus : *Les peuples autochtones ont participé aux essais du vaccin COVID-19, qui se sont révélés sûrs et efficaces pour eux. D'autres groupes, tels que les enfants et les femmes enceintes, n'ont pas été testés, c'est pourquoi ils ne sont pas recommandés pour le déploiement initial de la vaccination*. Les participants ont souvent trouvé ces messages honnêtes et authentiques, en particulier parce qu'ils mettent l'accent sur des groupes exclus des essais et pour lesquels on ne peut affirmer avec certitude que le vaccin serait sécuritaire.

Les énoncés ci-dessous ont été considérés comme les moins importants :

- *Les communautés éloignées recevront le vaccin Moderna, car c'est celui qu'elles sont les plus en mesure d'entreposer. Les leaders autochtones ont pris cette décision avec les responsables de la santé pour la sécurité de leur communauté.*
- *Les communautés des Premières Nations et des Inuits ont réussi à stopper la propagation du virus H1N1 en se faisant vacciner. Les vaccins COVID-19 vous aideront à faire de même.*

Application Alerte COVID (grandes villes ou villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Nous avons abordé le sujet de l'application Alerte COVID et de son évolution dans un groupe composé de résidents de grandes villes ou de villes de taille moyenne de la Saskatchewan. La conversation a porté sur la connaissance de l'application et de ses mises à jour récentes, et sur l'opinion qu'en avaient les participants.

À titre de question préliminaire, les participants devaient indiquer s'ils avaient entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada. Bien que tout le monde ait répondu par l'affirmative, seuls quelques participants ont dit l'avoir téléchargée. Lorsque nous les avons invités à expliquer brièvement son fonctionnement, ces participants étaient assez bien renseignés. Ils ont pu mentionner la fonction Bluetooth, l'anonymat des données et l'objectif de l'application, soit d'avertir les utilisateurs lorsqu'ils se sont trouvés à proximité d'une personne ayant reçu un test positif à la COVID-19.

Avant de poursuivre, et pour nous assurer que tous les participants avaient un minimum de connaissances sur l'application, nous leur avons donné un aperçu général couvrant entre autres les points suivants :

- Il s'agit d'une application pour téléphone intelligent qui prévient les utilisateurs s'ils ont été à proximité d'une personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19.
- L'application s'exécute en arrière-plan au moyen de la technologie Bluetooth, et lorsqu'un utilisateur est à moins de deux mètres d'un autre utilisateur, leurs téléphones échangent des codes aléatoires.
- Les codes aléatoires ne peuvent pas servir à identifier les utilisateurs.
- Si une personne ayant l'application reçoit un diagnostic de COVID-19, elle peut signaler son diagnostic sur l'application.
- Les utilisateurs entrés en contact avec une personne qui a signalé son diagnostic reçoivent un avis d'exposition et des directives.

Avant de lancer la nouvelle version d'Alerte COVID, le gouvernement du Canada a créé des messages destinés aux médias sociaux qui décrivent les changements apportés. Nous avons présenté ces messages aux participants, afin de recueillir leurs réactions sur le développement continu et la mise à jour prochaine de l'application :

- *À partir du XX février, de nouvelles données de performance seront recueillies à partir de l'application #AlerteCOVID pour mieux mesurer son efficacité à réduire la propagation de la #COVID19. Apprenez-en davantage : canada.ca/AlerteCOVID*
- *Afin de soutenir le développement et l'évaluation continus de l'application #AlerteCOVID, le gouvernement du Canada commencera à recueillir des données limitées à même l'application tout en préservant l'approche de protection de la vie privée de celle-ci. Les données suivantes seront désormais incluses :*
 - *Le nombre d'utilisateurs par province ou territoire*
 - *Le nombre de notifications d'exposition envoyées*
 - *Le nombre d'utilisateurs de l'application qui entrent une clé à usage unique après avoir reçu une notification*

- *Les données de performance technique*
- *Ces données serviront à mieux évaluer l'efficacité de l'application, ainsi qu'à détecter et à résoudre plus rapidement tout problème afin d'offrir un meilleur service aux Canadiens. Apprenez-en davantage en visitant : canada.ca/AlerteCOVID.*
- *Afin de soutenir le développement continu de #AlerteCOVID, le #GC commencera à recueillir, à même l'application, des données limitées de performance liées à l'utilisation et au fonctionnement de l'application. Apprenez-en davantage : canada.ca/AlerteCOVID.*

La grande majorité des participants appuyaient les changements proposés et trouvaient qu'il serait utile de mieux faire connaître l'application, en particulier la façon dont elle protège la vie privée des utilisateurs. Quelques autres ont exprimé des doutes ou se sont inquiétés que la collecte de données supplémentaires soit le premier pas dans la voie d'une atteinte croissante aux libertés individuelles et de la communication de données personnelles à des tiers.

De l'avis de certains participants, les messages apportaient des éclaircissements sur la collecte de données par l'application, alors qu'avant cette discussion ils estimaient ne pas en savoir assez sur le sujet. Les messages leur paraissaient également rassurants sur le plan du respect de la vie privée. D'autres ont dit qu'ils seraient favorables à l'amélioration de l'application et de son efficacité générale tant et aussi longtemps qu'elle ne recueillerait pas de données personnelles.

Les participants qui l'avaient déjà téléchargée ont tous indiqué que les messages ne les rendaient ni plus, ni moins susceptibles de la conserver sur leur téléphone. Certains croyaient que l'application et la collecte de données supplémentaires aideraient à enrayer la propagation de la COVID-19 et à tourner la page de la pandémie. D'autres ont noté que les améliorations étaient pertinentes et permettraient de rehausser la valeur et la fonctionnalité de l'outil compte tenu de son objectif.

Nous avons demandé aux participants qui n'avaient pas téléchargé l'application Alerte COVID s'ils étaient plus enclins ou moins enclins à se la procurer maintenant qu'ils avaient lu les messages et pris connaissance des dernières modifications. Dans l'ensemble, ils se sont montrés plutôt neutres, indiquant que cela ne changerait rien à leurs intentions.

À la question de savoir si la confidentialité était une préoccupation, quelques participants ont mentionné, sans spécialement faire référence à Alerte COVID, que télécharger une application et s'y inscrire pose toujours une menace à la liberté personnelle. Mais dans la généralité des cas, les participants ne craignaient pas vraiment qu'on empiète sur leur vie privée.

Remboursement de la PCU (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de

grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Performance du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'aide financière en période de COVID-19

Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail pendant la pandémie en ce qui concerne le soutien financier aux personnes touchées par la COVID-19.

Du côté positif, la mise en œuvre rapide de la PCU a été vue comme un soutien inestimable pour maintes personnes qui auraient été autrement confrontées à des situations personnelles difficiles, en particulier celles qui travaillent dans les industries les plus touchées. Compte tenu des antécédents de certains participants qui étaient d'anciens bénéficiaires de la PCU, des sentiments assez vifs et positifs ont été exprimés. Il a été dit à plusieurs reprises que les intentions de la PCU étaient bonnes et que le Canada avait mieux réussi que d'autres pays (particulièrement les États-Unis) en ce qui concerne l'offre d'aide financière. Le sentiment exprimé était que certains Canadiens ont abusé des paiements de la PCU puisque le programme de soutien financier a pu être trop accessible trop rapidement. Cela dit, il a semblé que presque tout pourrait être récupéré et que le point fort du programme était sa mise en place rapide. La PCU était aussi fortement appuyée par quelques participants qui préconisaient l'adoption d'un revenu universel de base.

L'aspect le plus préoccupant était la question du financement de la PCU et des autres programmes de soutien. Les participants s'inquiétaient que l'on sabre les services sociaux pour aider à payer cette dépense. Une autre de leurs préoccupations était que la dette contractée constituerait un fardeau important pour la prochaine génération de contribuables. D'autres critiques nuancées de la PCU ont aussi été partagées : il aurait fallu mieux cibler les prestations et limiter le soutien offert aux entreprises du secteur privé, ce qui aurait peut-être permis de prolonger le programme initial. Il a également été question des défis associés à sa mise en œuvre. Traiter avec l'Agence du revenu du Canada (ARC) et avec d'autres ministères et organismes pertinents aurait dû être plus facile, et quelques critiques sévères ont été émises à ce sujet.

Nous avons demandé aux participants si la performance du gouvernement du Canada dans le cadre de sa prestation de soutiens financiers s'était améliorée ou détériorée. Dans l'ensemble, les participants pensaient que la réponse du gouvernement fédéral était restée à peu près la même. Il leur semblait que les personnes dans le besoin en raison de la COVID-19 recevaient le soutien nécessaire, que le gouvernement du Canada avait toujours de bonnes intentions avec les programmes actuellement offerts, mais que certaines questions subsistaient concernant leur mise en œuvre (encore une fois, des problèmes lors d'interactions avec l'ARC ont été évoqués). Toutefois, ceux qui étaient d'avis que la performance du gouvernement fédéral était restée sensiblement la même ont aussi affirmé qu'il accusait du retard sur les développements actuels.

Certains participants estimaient que la performance du gouvernement du Canada s'était améliorée. Ils considéraient que le gouvernement fédéral avait accès à davantage d'information et offrait maintenant des programmes mieux adaptés, car il était plus efficace pour filtrer les demandes et mettait plus d'explications à la disposition des bénéficiaires potentiels. Un autre groupe de participants a affirmé au contraire que la performance s'était détériorée. Ils avaient l'impression que les critères étaient devenus trop stricts et que, malgré l'utilité du soutien financier individuel, les véritables enjeux devant être abordés durant la pandémie étaient ailleurs (p. ex., des confinements plus circonscrits, de meilleurs plans pour les écoles, etc.).

Remboursement de la PCU

La plupart des participants avaient été informés, par l'entremise des sources médiatiques conventionnelles et du bouche-à-oreille, que les bénéficiaires de la PCU qui n'étaient pas admissibles aux prestations devaient les rembourser. Ils avaient même entendu dire que, dans bien des cas, des lettres officielles exigeant un remboursement étaient déjà en route. Divers exemples ont été donnés quant aux raisons qui incitaient les participants à croire que certaines personnes auraient des remboursements à effectuer. Certains bénéficiaires avaient pu être incertains des paramètres du programme, au début, ou confus à propos de la terminologie, mais la question des cas de fraude (p. ex. des demandes présentées simultanément à l'ARC et à l'assurance-emploi) a également été soulevée. Il restait plusieurs points à éclaircir, selon les participants, notamment la question de savoir si tous ces enjeux seraient réglés au moment des impôts, si les particuliers devaient effectuer des remboursements proactifs, si les paiements de la PCU constituaient des revenus imposables, et à quoi ressembleraient les plans de remboursement.

Nous leur avons présenté l'éclaircissement qui suit : *Le gouvernement du Canada a annoncé récemment que les paiements versés à une personne qui, par la suite, est jugée non admissible doivent être remboursés. Toutes personnes qui ont reçu par erreur plusieurs paiements ou des paiements pour lesquels elles n'étaient pas admissibles devraient entreprendre le processus de remboursement si elles ne l'ont pas déjà fait.*

Lorsque nous avons demandé aux participants quelle était leur réaction, il s'est dégagé un consensus sur le fait que le gouvernement fédéral avait adopté une position raisonnable et qu'il était normal que quelqu'un ayant reçu des paiements de la PCU auxquels il n'avait pas droit doive les rembourser. Toutefois, l'énoncé ci-dessus a également déclenché de nombreux échanges. Il a semblé qu'il y avait des circonstances réalistes qui pouvaient rendre le remboursement très difficile. Ces circonstances, présentées ci-dessous, ont été évoquées par tous les groupes, mais avec des différences :

- Il est souvent difficile d'obtenir des remboursements de certaines personnes, quelles que soient les circonstances;
- L'argent a probablement déjà été dépensé pour des besoins essentiels (p. ex. nourriture et loyer);
- Les Canadiens à faible revenu pourraient être dans l'incapacité d'effectuer un remboursement. Certaines personnes sont probablement aux prises avec des contraintes financières (à cause d'une

perte d'emploi ou d'autres circonstances) qui les ont amenées à présenter une demande de PCU en premier lieu.

Les participants se sont aussi demandé si le gouvernement du Canada tirerait ou non profit des remboursements, pour finalement conclure qu'il ne le devrait pas. Cela s'expliquait par la perception que des intérêts s'appliqueraient aux trop-payés et que les prestations de la PCU seraient considérées comme un revenu imposable. La possibilité que les coûts du processus de recouvrement dépassent le montant récupéré des trop-payés de la PCU a également été soulevée. Dans cette optique, certains ne voyaient pas l'intérêt pour le gouvernement du Canada d'aller de l'avant dans cette initiative.

Nous avons ensuite demandé aux participants laquelle des trois options suivantes était la plus sensée, dans le cas des Canadiens qui ont reçu la PCU par erreur :

- Ils devraient tous être tenus de la rembourser;
- Déterminer si une personne est tenue de la rembourser ou non devrait être fait au cas par cas;
- Il devrait y avoir des exceptions pour les personnes en situation de pauvreté.

Dans l'ensemble, les participants se sont dits légèrement favorables au deuxième énoncé, *Déterminer si une personne est tenue de la rembourser ou non devrait être fait au cas par cas*, mais les deux autres ont également obtenu leur approbation.

Il a été admis que les personnes vivant dans la pauvreté auraient de la difficulté à rembourser les sommes perçues en trop, mais que cet enjeu, de même que d'autres préoccupations, était couvert par le deuxième énoncé. D'autres Canadiens se heurtaient toujours à des circonstances difficiles en raison de la pandémie et faisaient peut-être face à des problèmes particuliers à l'heure actuelle qui pourraient être examinés au cas par cas. Remarque intéressante, quelqu'un a mentionné que certains des défis de la PCU provenaient de son application générale, et que l'application générale d'un programme de remboursement risquait aussi d'aggraver certains problèmes pour des particuliers et des familles spécifiques. Une mise en garde à propos du deuxième énoncé était que toute politique fondée sur des situations de cas par cas serait probablement plus dispendieuse à mettre en œuvre et qu'il devrait y avoir une analyse coûts-avantages au moment de décider comment procéder aux remboursements de la PCU.

Bien que le premier énoncé n'ait pas donné lieu à un consensus – *Ils devraient tous être tenus de la rembourser* – tous les participants étaient en faveur d'un remboursement, tout en préconisant une certaine souplesse.

Discussion ciblée (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec)

La suite de la discussion avec les participants de ces deux groupes, tous d'anciens bénéficiaires de la PCU, a permis d'approfondir plusieurs aspects liés au remboursement de la PCU. Le premier était de savoir s'ils pensaient ou non que les Canadiens devraient payer les sommes dues avant la date limite de production des déclarations de revenus (à la fin du mois d'avril) ou se voir accorder plusieurs mois ou plusieurs années pour effectuer le remboursement. La plupart estimaient qu'un délai

supplémentaire devrait être alloué, en termes de mois plutôt que d'années. Il a été convenu qu'il y aurait des répercussions négatives sur les personnes vivant dans la pauvreté et, par conséquent, qu'il était important de conclure des ententes de paiement. Il a aussi été signalé que si quelqu'un avait délibérément fraudé le système, il devrait rembourser l'argent immédiatement.

Nous avons ensuite demandé aux participants si les travailleurs autonomes qui ont reçu par erreur la PCU en raison d'une confusion dans les critères d'admissibilité devraient recevoir le même traitement ou un traitement différent de celui des Canadiens qui travaillent pour un employeur. Presque tous convenaient qu'ils devraient être traités de la même façon. Essentiellement, il a été admis qu'il n'y avait aucune réelle différence puisque tous ont eu besoin du soutien financier pour les mêmes raisons et qu'il s'agissait de travailleurs canadiens dans les deux cas. De nombreux participants avaient été à la fois travailleurs autonomes et salariés à des moments différents et étaient d'avis que la distinction était davantage motivée par la conception du programme. Il y a eu un fort soutien envers les travailleurs autonomes et les entrepreneurs et leur rôle vital au sein de l'économie. Les participants considéraient que d'être traités de la même façon s'appliquait également aux remboursements exigés.

La discussion s'est ensuite intéressée aux questions fiscales. On a demandé aux participants des deux groupes s'ils savaient que les paiements de la PCU étaient imposables. Presque tous les anciens bénéficiaires étaient fortement sensibilisés au fait que les paiements de la PCU étaient imposables et qu'ils devront être inclus dans les prochaines déclarations de revenus. Toutefois, des participants ont soulevé plusieurs inquiétudes à ce propos. Bien que certains soient parvenus à mettre de l'argent de côté pour payer leurs impôts, d'autres ne l'ont pas fait, ou bien ont été dans l'incapacité de le faire pour plusieurs raisons (notamment les responsabilités familiales ou la précarité du travail). La majorité estimait qu'ils devraient se voir accorder une fenêtre de remboursement plus longue pour payer leurs impôts. Ceci s'expliquait soit par le fait que certains ont été mal informés dès le début, qu'ils pensaient que tout le monde faisait face à une situation financière plus difficile à cause de la pandémie ou parce que c'était simplement des temps difficiles qui demandaient une certaine clémence. Pour plusieurs, les seules sources de revenus étaient la PCU ou l'assurance-emploi.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick)

Les participants de plusieurs groupes ont répondu à une série de questions sur les communications publiques diffusées par le gouvernement du Canada dans divers médias (p. ex., Internet, presse, panneaux publicitaires, télévision, radio). Nous leur avons demandé à quoi ils reconnaissent un message provenant du gouvernement fédéral, pour ensuite évaluer la familiarité du mot-symbole « Canada » et les associations qu'il suscite.

Les participants ont débattu des éléments qui les conduisent à attribuer une information vue, lue ou entendue au gouvernement du Canada. Leurs commentaires ont révélé qu'ils vérifient la présence d'icônes, de symboles ou d'autres caractéristiques selon le support employé. Dans le cas des médias visuels, les participants ont précisé que le logo (le drapeau canadien) ainsi que l'utilisation d'une palette de couleurs, d'un modèle ou d'un style qu'ils associent habituellement aux communications fédérales, les renseignent sur la source du message. Ils ont aussi expliqué avoir pris l'habitude de

vérifier que les références à des sites Web du gouvernement du Canada possèdent un nom de domaine reconnaissable (p. ex., xxx.gc.ca). Pour ce qui est des communications comportant une piste audio, plusieurs ont mentionné la musique ou l'indicatif sonore qui vient clore les publicités et les messages fédéraux diffusés à la télévision, à la radio ou en ligne. La formule type ou la voix hors champ entendue avant l'indicatif, qui précise qu'il s'agit d'un message du gouvernement du Canada, ont également été mentionnées.

Grâce à ces identificateurs, les participants considéraient généralement l'information reçue comme digne de confiance, sachant qu'elle émane du gouvernement du Canada. Plusieurs ont signalé l'attention accrue qu'ils portent aux mesures de sécurité, en particulier lorsqu'ils accèdent à un site Web ou répondent à des courriels ayant un aspect officiel. Ils recherchent le symbole du cadenas signifiant que l'URL ou le lien au site Web est chiffré SSL et mène donc à un site légitime. Certains ont ajouté qu'ils s'efforcent de recouper l'information trouvée en ligne, car cette démarche leur donne un niveau d'assurance supplémentaire quant à son authenticité. D'autres ont expliqué que lorsqu'ils reçoivent des courriels provenant du gouvernement du Canada, ils s'assurent de leur légitimité en cliquant sur « répondre » pour vérifier la source et déterminer si l'adresse semble crédible. Certains ont aussi mentionné, en guise de solution de rechange, qu'il suffit de passer la souris au-dessus d'un lien fourni dans un courriel pour vérifier si une URL est légitime ou non.

Quelques participants ont fait allusion aux tentatives d'hameçonnage et, en particulier, aux imposteurs qui se font passer pour des employés de l'Agence du revenu du Canada. Ils ont signalé la recrudescence de ce genre d'activités durant la période des impôts et l'importance de rester vigilant.

Plusieurs participants ont parlé de l'information provenant de tiers, par exemple de personnes interviewées ou citées lors de reportages diffusés à la radio ou dans les journaux. Tout en reconnaissant l'utilité de vérifier les sources, ils ont souligné le haut de niveau de confiance dont bénéficient le radiodiffuseur public du Canada – la CBC – et les journaux nationaux tels que le *Globe and Mail*. Ainsi, les commentaires et les informations du gouvernement du Canada relayés par ces médias sont eux aussi généralement tenus pour crédibles.

Le mot-symbole du gouvernement du Canada

Nous avons présenté aux participants le mot-symbole « Canada », dont une illustration figure ci-dessous.

Canada

Dans cette image, le mot « Canada » est écrit en caractères noirs sur un fond blanc. Le « a » final est surmonté d'un drapeau canadien rouge et blanc.

Les participants ont été unanimes à indiquer que ce symbole leur était familier, car ils l'avaient vu sur des sites Web du gouvernement du Canada, des en-têtes de lettres, des formulaires de demande ainsi que sur des publicités, des affiches et toutes sortes d'infrastructures matérielles (p. ex., ponts et routes).

Invités à commenter la signification de ce symbole pour eux, les participants ont donné différentes réponses qu'il a été possible de regrouper par thème :

- L'attestation de la source – De l'avis général, le symbole dénotait un produit qui a été réalisé, commandité ou financé par le gouvernement du Canada.
- La fierté nationale – Pour certains, le symbole représentait la fierté à l'égard du pays. De plus, à titre de symbole officiel du gouvernement du Canada, il conférait une certaine autorité, évoquant les règles et les règlements qui régissent le Canada.
- La légitimité – En lien avec les points qui précèdent, de nombreux participants associaient le mot-symbole à une information légitime, authentique et crédible.

Si la plupart des associations suscitées par le mot-symbole « Canada » étaient positives, comme nous venons de le voir, quelques participants ont reconnu avoir des appréhensions lorsqu'ils reçoivent du courrier portant cet identificateur. Ils ont expliqué ressentir de la fierté à la vue du mot-symbole sur une demande de renouvellement de passeport, par exemple, mais une certaine inquiétude à sa vue sur l'enveloppe ou l'en-tête d'une lettre. D'un côté, une lettre officielle provenant visiblement du gouvernement du Canada captait leur attention sur-le-champ; d'un autre côté, elle pouvait être alarmante lorsque le destinataire s'interrogeait sur les raisons de l'envoi. D'après les participants, cette réaction un peu négative ou craintive était en partie attribuable à des différences d'opinion sur les politiques gouvernementales. Dans l'ensemble, toutefois, ils voyaient dans le mot-symbole un emblème du Canada et du gouvernement fédéral évoquant des associations neutres ou positives.

Lorsque nous leur avons demandé pourquoi le gouvernement du Canada recourt à ce symbole dans ses communications, la plupart ont répondu que c'est pour appuyer ses efforts de valorisation de la marque. Les participants étaient d'avis que le mot-symbole est bien connu du public canadien et représente la marque et « l'identité canadienne », à la manière des logos d'entreprises. Ils pensaient

également que l'usage du mot-symbole accorde automatiquement un niveau de légitimité élevé à l'information présentée et inspire confiance. Ils s'attendaient à ce que le symbole figure sur les immeubles, les publicités, le matériel de marketing et la correspondance du gouvernement du Canada.

En conclusion, la plupart des participants faisaient confiance à l'information accompagnée du mot-symbole « Canada » et, en fait, lui prêtaient une légitimité intrinsèque. En parallèle, quelques participants ont soulevé leurs préoccupations croissantes au sujet des courriels frauduleux, en faisant remarquer qu'il ne serait guère difficile de copier le mot-symbole ou d'en produire une version numérique modifiée. Ils ont suggéré que c'était un bon réflexe de vérifier l'authenticité de l'information provenant de sources apparemment légitimes, surtout en ligne. Dans le même ordre d'idées, des participants ont fait valoir que même si le mot-symbole est gage de crédibilité, il reste important d'examiner le contenu de toute communication pour confirmer son authenticité.

Langue française (anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, grandes villes francophones, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Groupes de francophones (anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, grandes villes francophones)

Les discussions sur la langue française au Canada variaient d'une région à l'autre. De plus, les commentaires s'articulaient autour d'expériences régionales et les participants étaient peu enclins à traiter de cette question selon la perspective d'une autre région ou un point de vue national. Il en était ainsi, car, comme l'ont exprimé les participants dans plusieurs groupes, beaucoup d'entre eux avaient l'impression d'en savoir trop peu sur le sujet ou sur les autres régions pour se prononcer. D'où la conclusion connexe, à savoir que cet enjeu national a suscité peu d'opinions tranchées.

Parmi les groupes menés auprès de francophones, la plupart n'étaient pas optimistes quant à la situation de la langue française. D'après eux, le français était encore menacé, malgré les mesures prises pour le protéger. Voici des exemples de la manière dont ils percevaient la situation de la langue française :

- l'utilisation du français dans les grandes villes et chez les diplômés universitaires est en recul;
- le contenu médiatique et plus particulièrement télévisuel est surtout en anglais;
- des personnes qui habitent au Québec ne parlent pas du tout le français.

Une opinion marginale voulant que le français se porte bien dans les universités situées à Ottawa et fût un atout pour trouver un emploi a été exprimée.

Bon nombre de ces mêmes participants pensaient que le français était également menacé dans le reste du Canada à cause d'un manque de ressources pour les programmes d'immersion en français et de la faible qualité de ces programmes. Comme mentionné précédemment, certains estimaient ne pas en savoir assez sur la situation dans les autres régions pour la commenter.

Nous avons demandé aux participants des groupes de francophones s'ils pensaient que le gouvernement du Canada en faisait assez pour protéger la langue française. La majorité a répondu par la négative. À leur avis, le gouvernement du Canada devrait offrir plus de programmes à l'échelle du pays pour aider les gens à apprendre le français à partir d'un jeune âge dans le système scolaire, en particulier les Néo-Canadiens. De plus, il a été avancé qu'un plus grand nombre d'administrations (en particulier les municipalités) devraient pouvoir devenir officiellement bilingues.

Il fallait selon eux prendre des mesures pour protéger la langue française puisque c'est l'une des deux langues officielles du Canada et qu'il s'agissait d'une raison suffisante pour convaincre davantage de Canadiens à prendre part aux programmes d'enseignement en français. Ils pensaient aussi qu'on pourrait faire valoir que le français fait partie de la culture canadienne et devrait donc être protégé et que les francophones devraient pouvoir aller n'importe où au Canada et être en mesure de recevoir des services en français. Beaucoup de participants estimaient que la connaissance du français constituerait un atout sur le plan professionnel pour bien des gens, car de nombreuses entreprises sont maintenant multinationales.

Groupes d'anglophones (aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Nous avons également invité les participants des quatre groupes mentionnés ci-dessus qui n'ont pas été tenus auprès de francophones à s'exprimer sur la situation de la langue française au Canada. Un large soutien a été exprimé en faveur de l'utilisation du français, de sa place dans l'identité canadienne et les programmes d'immersion en français, mais les participants reconnaissaient que très peu parlaient cette langue à l'ouest d'Ottawa. La connaissance du français était vue comme un atout dans le cadre des études et utile pour postuler certains emplois en particulier, mais, dans l'ensemble, elle n'était pas considérée comme profondément ancrée dans la culture nationale. Beaucoup estimaient que les ressources consacrées à l'enseignement aux enfants en immersion française et à l'éducation aux adultes en français à l'extérieur du Québec étaient insuffisantes. Selon certains, il fallait être réaliste et admettre qu'il y avait peu d'occasions de parler français dans plusieurs provinces et que même les élèves diplômés d'une école offrant un enseignement bilingue ou en immersion française auraient de la difficulté à conserver leurs compétences au fil des années. Les participants étaient nombreux à penser que la faible utilisation du français ailleurs qu'au Québec et au Nouveau-Brunswick représentait une occasion manquée sur les plans éducatif, culturel et économique.

La langue française était considérée comme un enjeu régional, dont l'importance était moindre, par exemple, sur la côte Ouest. Selon les participants, cette situation n'était pas imputable au

gouvernement fédéral, mais bien à la répartition des compétences entre les provinces dans les domaines de l'éducation et de la langue. Des participants, tant du groupe du Nouveau-Brunswick que d'autres groupes, ont aussi mentionné que le Nouveau-Brunswick est la seule province bilingue au pays.

Invités à dire si le gouvernement du Canada en faisait assez pour protéger la langue française, les participants avaient des opinions variées à cet égard. Certains, qui provenaient surtout de la côte Ouest, jugeaient que les efforts du gouvernement étaient suffisants, puisque cet enjeu était peu débattu à l'échelle locale ou au Québec. Ils avaient accès à des programmes d'immersion en français et l'enseignement offert dans les écoles françaises était jugé bon. D'autres étaient d'avis que le gouvernement du Canada en faisait suffisamment, mais pour une raison tout autre. Ils sont revenus sur l'argument mentionné précédemment selon lequel la langue et l'éducation sont des questions provinciales et qu'elles doivent rester du ressort des provinces.

Certains participants pensaient qu'étant donné qu'ils avaient très peu d'occasions d'utiliser le français dans leurs collectivités, cela signifiait que les efforts pour protéger la langue étaient insuffisants. Beaucoup de participants dans ces groupes estimaient que le gouvernement du Canada n'en faisait pas assez pour protéger la langue française, et ne pensaient pas qu'il s'efforceraient réellement de promouvoir le bilinguisme au pays. Quelques-uns sont allés plus loin et ont avancé qu'il fallait aussi s'efforcer de protéger la culture française, dans son ensemble, pas seulement la langue. D'autres jugeaient que le régionalisme actuel constituait une approche plus réaliste. À l'instar des groupes précédents, les participants auxquels nous avons demandé de préciser ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour protéger le français au Canada croyaient qu'enseigner davantage le français en contexte scolaire était la solution.

Mesures pouvant être prises pour protéger la langue française

Diverses mesures qui pourraient être prises pour soutenir la langue française ont été communiquées aux participants. Voici la première :

Veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale (par exemple, les banques, les sociétés de télécommunications, les compagnies aériennes) qui fonctionnent dans des communautés francophones ou bilingues doivent avoir le français comme l'une des langues de travail. Cela signifie que les employés sont capables de faire leur travail en français et que leurs employeurs communiquent avec eux en français également.

Cette idée a fait l'unanimité au sein des groupes de francophones. Les participants ont toutefois formulé une réserve, estimant que l'obligation de fournir des services en français devrait peut-être s'appliquer seulement au Québec et être facultative dans les autres provinces. À leur avis, cette mesure serait essentielle pour protéger la langue française et donnerait l'occasion aux gens d'apprendre et de pratiquer le français et les encouragerait à le faire.

Les opinions divergeaient quelque peu dans les groupes d'anglophones. L'idée ne s'est pas heurtée à une vive opposition, mais tous s'entendaient pour dire que la demande et non un décret devait dicter toute décision sur la disponibilité de services en français. Selon eux, aucun obstacle ne devrait entraver

l'apprentissage du français. Par exemple, si un nombre raisonnable de personnes avaient besoin de services en français, elles devraient pouvoir les obtenir, mais il ne faudrait pas empêcher inutilement des gens d'occuper un emploi en raison d'une telle exigence. Ils croyaient aussi que cette politique était déjà en vigueur au Canada et que si plusieurs personnes nécessitaient des services en français (sous l'effet de la demande du marché), ceux-ci leur étaient offerts.

La deuxième mesure que nous avons présentée est la suivante : *Augmenter l'immigration en provenance des pays francophones.*

Deux des groupes de francophones étaient fortement en faveur de cette mesure, contrairement aux participants du groupe de grandes villes francophones. Ces derniers avaient l'impression qu'il y avait déjà beaucoup d'immigrants francophones et qu'il fallait plutôt trouver des ressources suffisantes pour faire face à la demande actuelle. Toutefois, les participants des trois groupes de francophones ont été nombreux à reconnaître qu'une telle mesure aiderait à protéger la langue française.

Peu de participants des groupes d'anglophones se sont ralliés à cette mesure, jugeant qu'elle privilégiait des personnes aux dépens d'autres pour des motifs culturels. Selon eux, elle les faisait peut-être injustement passer avant les gens qui avaient suivi ou suivaient présentement les étapes du système d'immigration. Ils la percevaient aussi comme la première étape d'un processus visant à favoriser des personnes en fonction de leurs racines culturelles ou religieuses, au lieu de préconiser une immigration fondée sur la méritocratie ou les besoins économiques intérieurs qui favorise le développement du pays.

Même si la mesure était considérée comme un moyen efficace pour aider strictement à protéger la langue française, il serait préférable aux yeux des participants d'enseigner le français aux Néo-Canadiens.

Donner la priorité aux professeur(e)s de français dans les catégories d'immigration, afin que les programmes d'immersion en français puissent être étendus en dehors du Québec.

Cette mesure a suscité pratiquement les mêmes réactions au sein des sept groupes que l'idée précédente, à savoir augmenter l'immigration en provenance des pays francophones. Les participants francophones, sauf ceux des grandes villes francophones, y étaient favorables, tandis que les participants des quatre groupes d'anglophones ont exprimé toutes sortes de réserves. Cette mesure a même été expressément comparée à l'augmentation de l'immigration francophone. De plus, il a été clairement avancé que la préférence en matière d'immigration ne devrait pas être accordée en fonction de la race, de la religion ou de la langue. Quelques participants recommandaient à la place de former davantage de professeurs de français parmi la population canadienne.

Enfin, voici la dernière proposition de mesure que nous avons présentée aux fins de discussion : *Exiger que l'ensemble des juges de la Cour suprême soient bilingues.*

Les participants des trois groupes de francophones ont appuyé sans réserve cette idée. Ils n'y voyaient aucun point négatif, car les lois sont déjà rédigées dans les deux langues officielles, mais ont ajouté qu'il ne faudrait pas accorder plus d'importance à cette exigence qu'aux autres qualifications requises. D'après eux, elle témoignerait également d'un leadership national en matière de bilinguisme.

Cette idée a été plus amplement débattue dans les groupes d'anglophones, qui étaient unanimement contre et ne la trouvaient pas nécessaire. Ils étaient favorables à ce que des juges de la Cour suprême maîtrisent le français, compte tenu de l'importance de la population francophone au Canada et du fait que le Canada possède deux langues officielles. Ils estimaient cependant qu'une telle règle ne serait pas nécessaire puisque le pays est multilingue, que d'excellentes technologies juridiques et des services de traduction sont disponibles et que la Cour suprême dispose de personnel qualifié. Selon eux, une exigence de la sorte pourrait réduire le bassin de candidats comme juges et la priorité devrait avant tout être accordée à leurs habiletés juridiques et à leur jugement.

Enjeux locaux (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues dans quatre groupes. Elles visaient à recueillir les points de vue des participants sur leur économie locale, les secteurs clés et les enjeux auxquels font face ces secteurs et à évaluer s'ils connaissaient le soutien offert par le gouvernement fédéral et les besoins en la matière. Selon le lieu, nous avons demandé aux participants de se prononcer sur des projets en cours dans leur région ou des investissements du gouvernement fédéral dans des secteurs clés de leur région.

Enjeux locaux de Terre-Neuve-et-Labrador (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de Terre-Neuve-et-Labrador ont désigné l'industrie pétrolière et gazière, la pêche, l'agriculture, le tourisme et l'extraction minière, plus précisément l'exploitation aurifère, comme secteurs économiques les plus importants dans la région. Ils ont parlé des conséquences de la pandémie, en particulier sur le secteur du tourisme et de l'hébergement, ainsi que dans les domaines des activités créatives, des festivals et du commerce de détail et mentionné que le gouvernement fédéral devait offrir du soutien pour aider les entreprises et les travailleurs de ces secteurs. Certains ont évoqué l'annulation d'événements et le manque à gagner en revenus touristiques, qui ont eu des répercussions directes sur la viabilité des hôtels et des restaurants locaux. D'autres ont souligné l'impact des pertes d'emplois et de revenus chez des amis et des familles qui travaillent dans ces domaines.

La discussion a porté sur la connaissance qu'avaient les participants des initiatives du gouvernement fédéral visant à soutenir les secteurs et les projets économiques clés, dont les suivants :

- La pêche – Ce secteur a été particulièrement éprouvé selon les participants. La plupart n'étaient pas au courant de ce que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur, mais beaucoup revendiquaient une réévaluation des quotas qui y sont attribués. Les participants

jugeaient le gouvernement en partie responsable du déclin de la pêche à la morue et ont souligné que les décisions politiques à cet égard devraient être fondées sur la science et les données.

- Le secteur pétrolier et gazier – Outre les prêts à intérêt négatif accordés aux sociétés que quelques participants jugeaient préoccupants, la majorité ne connaissait pas les types d'aide que le gouvernement du Canada avait en place pour le secteur pétrolier et gazier. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire de plus pour appuyer ce secteur, certains réclamaient de meilleures mesures de sécurité pour les travailleurs des plates-formes pétrolières, notamment pour lutter contre la COVID-19. Ils craignaient l'impact qu'aurait une éclipse à une plate-forme, compte tenu de la proximité dans laquelle y vivent les travailleurs. Certains participants n'étaient pas favorables à cette proposition, estimant que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle moins important quand il s'agit de soutenir les industries du secteur privé.
- Le tourisme – Les participants reconnaissaient l'apport considérable du tourisme à l'économie provinciale, mais n'avaient pas eu vent d'initiatives particulières de la part du gouvernement fédéral visant à soutenir le secteur, si ce n'est la promotion des vacances dans la province. La campagne sur les vacances locales était une excellente idée selon eux et ils ont salué la publicité faite par le gouvernement du Canada pour présenter les attraits de Terre-Neuve-et-Labrador.

À la fin de cette discussion, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient d'avoir entendu parler récemment du projet de centrale hydroélectrique à Muskrat Falls et de l'aide accordée à ce projet par le gouvernement du Canada. Les participants ont formulé surtout des commentaires négatifs sur ce projet, qu'ils connaissaient bien par ailleurs, car ils jugeaient préoccupante la dette croissante du gouvernement provincial. Personne n'était au courant d'une annonce récente du gouvernement fédéral relative au report du versement de millions de dollars accordé à Terre-Neuve-et-Labrador parce que le projet était en retard et que son budget avait été dépassé. Enfin, certains participants ont caractérisé le projet de fiasco. À leur avis, dès sa mise en branle, ce projet n'avait pas bénéficié d'un soutien suffisant de la part du gouvernement fédéral.

Enjeux locaux de l'île de Vancouver (aînés de l'île de Vancouver)

Nous avons demandé aux participants de réfléchir aux plus importants secteurs de l'île et de déterminer si le gouvernement du Canada accordait assez d'attention à ces secteurs. Ils ont nommé le tourisme comme secteur de premier plan, suivi de l'extraction de ressources, à commencer par l'industrie forestière. Plusieurs participants ont également mentionné les technologies écologiques et les énergies renouvelables comme secteurs en croissance, en ajoutant que le gouvernement fédéral ne devait pas appuyer les domaines dont les pratiques ne sont pas durables ou respectueuses de l'environnement.

Nous leur avons ensuite demandé s'ils avaient entendu parler des efforts du gouvernement fédéral pour aider ces deux secteurs en particulier :

- La pêche et l'aquaculture – Peu étaient au courant d'initiatives précises du gouvernement fédéral pour appuyer ce secteur. Des participants se demandaient par ailleurs si la pêche relevait de la compétence fédérale ou provinciale. D'autres ont soulevé des problèmes liés à la réduction du

nombre de ruisseaux à saumon et de l'impact sur l'environnement de la culture du saumon d'élevage dans les océans. Certains estimaient que le gouvernement fédéral était limité dans ce qu'il pouvait faire pour aider ce secteur.

- Le tourisme – Les participants reconnaissaient que les répercussions de la COVID-19 sur le tourisme ont été considérables. Sans être opposés à du financement de la part du gouvernement fédéral, ils ne connaissaient généralement pas les initiatives du gouvernement fédéral visant à appuyer le secteur, à part celles relatives à l'entretien de sites patrimoniaux et de parcs nationaux.

Enjeux locaux au Nouveau-Brunswick (Nouveau-Brunswick)

Invités à dire si le gouvernement accordait suffisamment d'attention aux secteurs clés qui sont perçus comme essentiels à l'économie du Nouveau-Brunswick, les participants ont abordé la situation de l'industrie des ressources naturelles (p. ex., les secteurs pétrolier, forestier, du bois, de l'extraction minière et de la pêche). Au fil de la discussion, l'agriculture a été désignée comme secteur économique important, tandis que le tourisme n'était pas considéré comme un moteur de l'économie. Dans l'ensemble, la plupart étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour aider ces secteurs, et suggéraient notamment de renforcer la surveillance et les politiques environnementales. À part les secteurs mentionnés, les participants pensaient qu'une attention devait être portée aux nombreux centres d'appels qui se sont établis dans la province. Ils ont ajouté qu'après peu de temps, les emplois au sein de ces entreprises étaient souvent impartis à des sociétés à l'étranger où les salaires sont plus bas. Selon eux, il fallait en faire plus pour conserver ces entreprises dans la province.

Comme nous l'avons fait dans les autres groupes, nous avons posé des questions aux participants à propos de l'aide accordée à des secteurs précis :

- Le tourisme – Les participants avaient peu entendu parler des initiatives du gouvernement du Canada pour aider ce secteur, mais convenaient pour la plupart qu'une meilleure protection des ressources et des milieux naturels de la province contribuerait à soutenir et à stimuler l'industrie. Certains croyaient que les priorités et les décisions contradictoires des différents ordres de gouvernement nuisaient au secteur touristique et ont donné comme exemple la démolition d'attractions touristiques, dont les nombreux ponts couverts patrimoniaux du Nouveau-Brunswick.
- L'agriculture – Encore une fois, les participants n'étaient pas au fait d'initiatives en particulier, mais reconnaissaient toutefois que le secteur agricole bénéficiait en général de subventions importantes du gouvernement du Canada. Certains participants recommandaient de soutenir davantage les petites exploitations agricoles durables pour remédier aux problèmes d'insécurité alimentaire dont l'aspect prioritaire avait été révélé par la pandémie.
- La fabrication et la transformation – Les participants se sont peu attardés à ce secteur. Certains ont cependant martelé l'importance de soutenir les petites entreprises plutôt que les grands fabricants et transformateurs, dans le but de fabriquer des produits plus écologiques et de meilleure qualité.

Enjeux locaux en Saskatchewan (grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan)

Voici certains des plus importants secteurs mentionnés par les participants de la Saskatchewan : l'agriculture, le secteur pétrolier et gazier, l'énergie, l'extraction minière, la santé et l'éducation. De l'avis des participants, il fallait aider davantage pratiquement tous ces secteurs.

Les secteurs suivants ont fait l'objet de discussions plus approfondies :

- Le secteur pétrolier et gazier – Les participants étaient au courant de l'acquisition du réseau pipelinier Trans Mountain par le gouvernement fédéral. Pour soutenir ce secteur, les participants ont recommandé de construire des raffineries en Alberta et en Saskatchewan, de manière à créer des emplois dans ces provinces, compte tenu des nombreuses mises à pied qui ont eu lieu dernièrement dans l'industrie pétrolière. Ils pensaient aussi qu'une plus grande capacité de raffinage dans l'Ouest canadien serait judicieuse d'un point de vue économique, car elle valoriserait les ressources brutes. D'autres croyaient cependant que les fonds du fédéral devraient servir à diversifier le portefeuille économique de la Saskatchewan ou à appuyer d'autres secteurs, y compris l'agriculture (à commencer par la culture du blé).
- L'agriculture – Les participants connaissaient les subventions du gouvernement du Canada destinées à soutenir le secteur agricole de la province ainsi que les initiatives de commercialisation sur les marchés extérieurs visant à stimuler les ventes mondiales de produits agricoles, dont le canola, les lentilles et le bœuf. Ils appuyaient les efforts visant à poursuivre le développement au sein de ce secteur et plus particulièrement, à accroître les ventes de produits agricoles à l'échelle mondiale. De plus, il était important aux yeux des participants de promouvoir les produits agricoles canadiens auprès de la population canadienne.
- L'extraction minière et la production d'électricité – La plupart des participants n'avaient pas eu vent des initiatives du gouvernement fédéral dans ce domaine ou n'étaient pas certains si les projets d'infrastructure qu'ils connaissaient avaient été financés par le gouvernement fédéral. Ils pensaient toutefois que le gouvernement pourrait en faire plus pour contribuer au développement des secteurs de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire.

En guise de conclusion, les participants ont été invités à donner des exemples d'autres enjeux que le gouvernement fédéral devait soutenir. Une discussion s'est ensuivie sur les divers secteurs qu'il fallait aider davantage, des aciéries aux mines de potasse, en passant par la santé mentale et la prévention du suicide. Plusieurs pensaient également que la formule de péréquation actuelle devait être rééquilibrée.

Questions autochtones (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)

Plusieurs questions spécifiques aux peuples autochtones ont fait l'objet de discussions dans un groupe composé d'Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan. Ceux-ci ont pu faire valoir leurs opinions sur les priorités autochtones, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et l'eau potable dans les réserves.

Priorités autochtones

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les questions autochtones importantes sur lesquelles le gouvernement fédéral devrait se concentrer, les participants ont soulevé plusieurs enjeux :

- L'éducation – Bien qu'ils aient favorablement accueilli l'initiative du gouvernement du Canada qui a éliminé le plafond de 2 % sur le financement en éducation, les participants s'entendaient pour dire qu'on pourrait et qu'on devrait en faire plus. Étant donné le temps considérable durant lequel le plafond est demeuré en place, certains étaient d'avis qu'un financement accru du fédéral était nécessaire pour réparer les écoles et gérer celles-ci de manière efficace;
- Les soins de santé et l'importance d'avoir de l'eau potable dans les réserves;
- Faciliter l'accès aux logements – Certains participants ont signalé des problèmes d'entassement dans les habitations (p. ex., des douzaines de personnes vivant sous le même toit) en raison du manque de logements adéquats;
- L'intérêt renouvelé dans le dossier des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.

Les participants ont également mentionné d'autres enjeux qui relèvent du gouvernement du Canada :

- Les questions territoriales non résolues – Certains participants ont cru comprendre que des terres de la Couronne avaient été vendues durant la pandémie. Ils ont fait valoir que le gouvernement du Canada devait assumer une plus grande part de responsabilité lorsqu'il s'agit de régler les litiges concernant les terres autochtones, d'autant plus que les peuples autochtones ont un statut différent des gouvernements provinciaux et territoriaux; et
- Le système pénal du Canada – Certains avaient l'impression que le système pénal était un prolongement du système des pensionnats et qu'il perpétuait les mêmes problèmes et les mêmes traumatismes pour les peuples et les communautés autochtones.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada avait fait des progrès dans les dossiers concernant les Autochtones, quelques-uns avaient remarqué que celui-ci s'était penché sur certains problèmes relatifs aux traités survenus dans le Grand Nord et qu'il avait offert une compensation financière. Ces participants y ont vu un avantage pour la communauté autochtone en termes de nouveaux débouchés économiques. Les participants ont été vagues sur les détails, mais s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un pas en avant.

La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler de la DNUDPA. Pour approfondir la discussion, nous leur avons fourni l'information qui suit :

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de la personne des peuples autochtones.

La DNUDPA comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour les protéger. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Cette précision a mené certains à croire que le Canada et les États-Unis étaient les seuls pays qui n'avaient pas encore signé la convention de la DNUDPA. À ce moment, d'autres précisions ont été fournies pour indiquer que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration. Malgré cela, bon nombre de participants ont continué de croire que la *Loi sur les indiens* empêcherait tout changement important ou significatif de se produire. Quelques-uns ont commenté le statut des peuples au sens de la *Loi sur les indiens*; ils étaient d'avis que la Loi devait être abrogée selon leurs conditions. Les participants ont poursuivi en affirmant que tant que les peuples autochtones ne joueraient pas un rôle plus important dans les décisions du gouvernement fédéral et que la *Loi sur les indiens* ne serait pas abrogée, la DNUDPA n'aurait que peu de sens et un impact minime sur les problèmes qui ne cessent d'affliger leurs communautés.

De plus, certains ont fait valoir que sans la perspective de l'autodétermination et du traitement équitable des peuples autochtones, la DNUDPA, bien qu'utile pour faire la lumière sur ces questions, aurait très peu d'influence sur les préoccupations des communautés autochtones en matière d'emploi et de santé au quotidien, ou sur leur développement économique à long terme.

Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves

Pour amorcer la conversation sur l'eau potable dans les réserves autochtones, nous avons demandé aux participants s'ils étaient au fait des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme ou s'ils avaient entendu quoi que ce soit à ce sujet. Dans l'ensemble, les participants étaient relativement nombreux à en avoir entendu parler. Nous leur avons ensuite présenté une infographie fournissant de l'information supplémentaire sur les plus récents

efforts du gouvernement du Canada pour améliorer la qualité de l'eau potable dans les réserves.

Mis à jour le 23 décembre 2020

98

avis à long terme sur
la qualité de l'eau
potable levés depuis
Novembre 2015

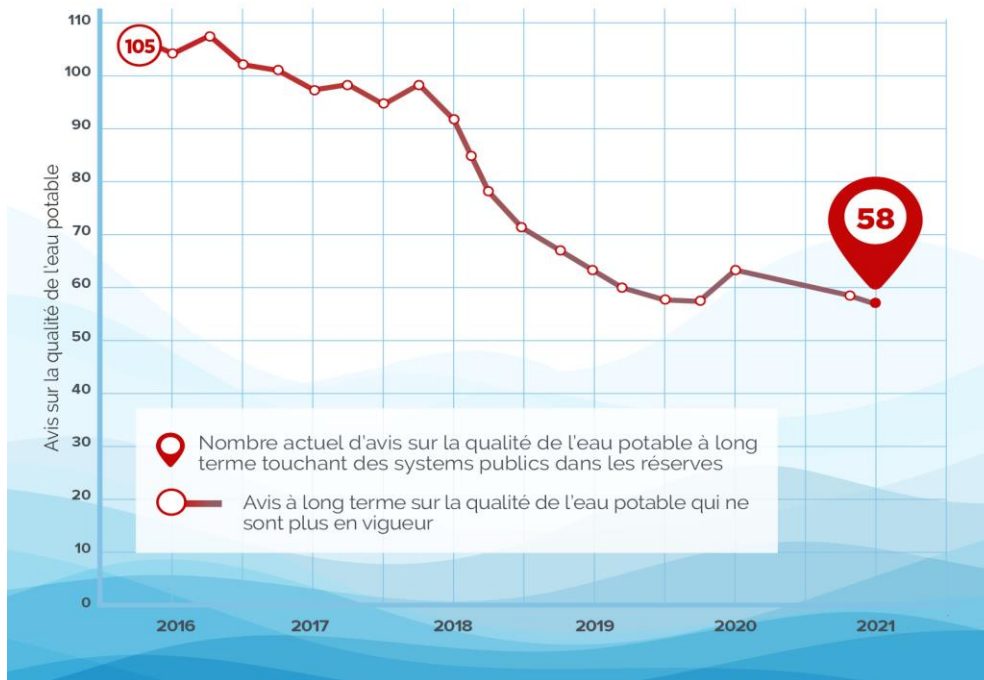
58

avis sur la qualité de
l'eau potable à long
terme toujours

en vigueur dans

40

communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 23 décembre 2020 » en caractères gris, soulignés par une ligne ondulée bleu foncé. Dans le tiers supérieur gauche de l'infographie, on peut lire « 98 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères gris, avec le chiffre « 98 » en plus gros caractères et le mot « levés » en bleu. Au centre de l'infographie, du côté droit, on peut lire « 58 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 40 communautés », avec les chiffres en gros caractères et les mots « en vigueur » en bleu. Dans le bas de l'infographie, dans le tableau, l'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal précise les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique, le nombre 105 en rouge se trouve dans un cercle blanc. Dans la partie inférieure droite du graphique, on peut voir le nombre 58 dans une icône de localisation rouge. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation rouge représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».

L'infographie n'a pas réussi à rassurer les participants quant aux efforts déployés par le gouvernement fédéral. Même si certains ont constaté une diminution importante du nombre de communautés où des avis d'ébullition sont toujours en vigueur, ils ont néanmoins souligné que dans leurs communautés, l'eau contenait encore des produits chimiques. Certains ont expliqué qu'ils pouvaient sentir et goûter le chlore dans l'eau du robinet. D'autres ont mentionné qu'il y avait encore trop de communautés sans eau propre et salubre. Plusieurs se sont demandé pourquoi on avait laissé le problème perdurer aussi longtemps (des décennies) et y ont vu une promesse non tenue de la part du gouvernement fédéral.

Même si dans l'ensemble, l'infographie a suscité des réactions plus ou moins favorables, de nombreux participants ont reconnu que le gouvernement du Canada avait fait quelques progrès dans ce dossier. D'autres ont commenté la situation qui prévaut dans les réserves avoisinantes où il est toujours dangereux de boire l'eau du robinet, ajoutant qu'ils n'avaient constaté aucun progrès significatif pendant que les problèmes demeuraient entiers.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de l'échéancier pour la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable, bon nombre de participants ont supposé que cela serait fait d'ici la fin du mandat de quatre ans du gouvernement fédéral en place.

Pour mieux situer le contexte, nous avons fourni l'information suivante aux participants :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

De façon générale, cette information a engendré de nombreuses critiques. De nombreux participants ont cité en exemple d'autres initiatives, comme les fonds d'aide en période de pandémie et les projets d'infrastructure à Regina, qui avaient bénéficié d'un financement d'urgence. Ceux-ci ont ressenti de la frustration et avaient l'impression que l'eau dans les réserves autochtones n'était pas une priorité. Plusieurs ont fait valoir que si ces problèmes se produisaient dans une grande ville canadienne, ils seraient traités en priorité et résolus beaucoup plus rapidement.

Quelques participants ont mentionné que les aquifères étaient intacts dans leur communauté, mais craignaient que la pente causée par le forage bidirectionnel et la fracturation à proximité des réserves autochtones causent des dommages à l'environnement. Ils ont suggéré qu'une plus grande attention soit mise sur les enjeux liés à l'eau, y compris la protection de cette ressource et la sensibilisation à l'importance de l'eau pour tous les Canadiens.

Petits réacteurs nucléaires (Nouveau-Brunswick)

L'énergie nucléaire a fait l'objet d'une brève discussion avec un groupe de résidents du Nouveau-Brunswick pour recueillir leurs opinions sur cette source d'énergie comparativement aux autres, les petits réacteurs nucléaires ou les petits réacteurs modulaires (PRM), de même que les avantages sur les plans économique et environnemental à ériger un plus grand nombre de PRM au Canada.

Comparaison entre l'énergie nucléaire et les autres sources d'énergie

Un certain nombre de participants étaient favorables à cette source d'énergie efficace et propre lorsqu'on la compare à la plupart des autres qui existent, à l'exception de l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Par contre, plusieurs étaient préoccupés par les questions de sécurité et d'élimination des déchets nucléaires. Même si, aux dires de certains, le Canada devrait en faire plus avec l'énergie nucléaire, notamment pour diminuer la dépendance au gaz et au pétrole, plusieurs étaient extrêmement inquiets des dangers apparents pour la santé humaine et l'environnement associés aux accidents dus à l'énergie nucléaire et aux déchets radioactifs. La question de l'élimination des déchets radioactifs a été soulevée à maintes reprises par les participants. Bien qu'ils aient reconnu les dangers que représentent d'autres sources d'énergie pour l'environnement, les participants ont mentionné les risques de fuites radioactives provenant de sites d'entreposage de déchets nucléaires susceptibles de causer des dommages aux sources d'approvisionnement en eau et à l'ensemble de l'environnement. Ils préféreraient qu'on règle d'abord ces questions avant que le Canada prenne un engagement plus ferme à l'égard de l'énergie nucléaire. Certains se sont demandé pourquoi aucune solution n'avait été mise au point en ce qui concerne les déchets nucléaires, notamment pour neutraliser le matériel radioactif.

Plusieurs participants se sont entendus pour dire que s'il fallait choisir entre les carburants fossiles et l'énergie nucléaire, ils privilégieraient cette dernière. Ils ont cependant ajouté qu'entre l'énergie renouvelable et l'énergie nucléaire, ils choisiraient la première.

Petits réacteurs modulaires (PRM)

Quelques participants avaient entendu parler des PRM. Avant d'aller plus loin, nous leur avons expliqué que les PRM étaient un secteur émergent de l'innovation en énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde, avec des mesures de sécurité accrues et une empreinte réduite, et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels. La plupart sont demeurés sceptiques, bien qu'intrigués par le concept, et ont réitéré leurs préoccupations concernant l'élimination des déchets nucléaires. D'autres ont reconnu que le fait que les petits réacteurs nucléaires produisent moins de déchets était une bonne chose, mais ils préféreraient tout de même que l'on concentre les efforts à produire d'autres formes d'énergie renouvelable plus propres et plus durables que l'énergie nucléaire.

Quelques participants avaient l'impression de ne pas être suffisamment informés à ce sujet. Bien qu'ils aient manifesté de l'intérêt à l'égard des PRM et qu'ils étaient généralement en faveur d'un pas en cette direction, ils souhaiteraient en savoir davantage avant d'accepter entièrement cette technologie. Ils étaient également d'avis qu'il serait plus sécuritaire et moins coûteux pour le moment d'investir dans des sources d'énergie plus renouvelables réputées pour être moins dommageable pour l'environnement.

Plusieurs étaient très bien informés sur les PRM et le fait que cette technologie était envisagée pour le Nouveau-Brunswick. De tous les participants, ce sont eux qui ont exprimé le plus clairement leur appui pour un plus grand nombre de PRM au Canada, pour les raisons suivantes :

- Leur empreinte réduite;
- Le caractère modulaire de la technologie, ce qui signifie que les réacteurs peuvent être rapidement et aisément déplacés et érigés sur le site; et
- Les avantages des PRM pour les régions éloignées qui ne sont pas reliés au réseau.

Puisque certains étaient d'avis que les PRM étaient un bon choix pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous avons demandé aux participants s'il s'agissait d'une raison valable pour en construire davantage au Canada. La plupart ont répondu par la négative, alors que d'autres étaient hésitants. La question des déchets a refait surface et certains ont exprimé leurs inquiétudes à l'égard des générations futures qui devront composer avec des déchets industriels hautement toxiques. Certains participants ont fait valoir qu'ils aimeraient être rassurés que la transition aux PRM ne créerait pas d'autres problèmes à l'avenir.

En dernier lieu, les participants ont discuté des avantages économiques associés aux PRM, en particulier de la capacité de plusieurs entreprises canadiennes à fabriquer et à vendre ces réacteurs à l'étranger et par conséquent, à créer des emplois pour les Canadiens. La plupart des participants ne semblaient pas convaincus que la création d'emplois constituait une raison valable pour aller de l'avant en développant et en favorisant les PRM ou du moins, qu'elle ne devrait pas être le principal facteur dans la décision de construire un plus grand nombre de PRM au Canada. Quelques-uns ont fait valoir qu'à elle seule, la création d'emplois n'était pas un motif valable, surtout pour une décision où l'on se doit de tenir compte des risques pour l'environnement. D'autres ont mentionné que les avantages pour l'environnement devaient avoir préséance sur la création d'emplois, et que si des arguments à cet effet étaient mis de l'avant, ils constitueraient une meilleure justification pour que des entreprises canadiennes fabriquent davantage de PRM.

Itinérance (résidents de grandes villes de l'Ontario
qui sont réticents à la vaccination, Canadiens
racialisés de grandes villes et de villes de taille
moyenne de l'Alberta, grandes villes francophones,
aînés de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick)

Parmi tous les groupes, presque tous se sont entendus pour dire que l'itinérance est un problème au Canada. Même les quelques participants qui n'étaient pas convaincus ont reconnu qu'il y avait un problème, mais y voyaient plutôt une manifestation de causes plus profondes plutôt qu'un problème en soi.

Les perceptions du problème variaient d'un groupe à l'autre. Aux dires de certains, le problème touche plus particulièrement les anciens combattants, alors que la plupart des commentaires recueillis faisaient des liens entre la santé mentale, la consommation de substances et l'itinérance. Certains ont mentionné les aspects économiques de l'itinérance et plus particulièrement le décalage, dans plusieurs régions, entre le salaire minimum (et le nombre d'emplois au salaire minimum) et les prix des logements (qu'on appelle le salaire de subsistance) ou le manque de logements à prix abordable. Les loyers élevés étaient un problème aux yeux des participants en Ontario et le coût élevé des habitations a été mentionné encore plus souvent à Vancouver.

Les conditions météo hivernales étaient une préoccupation commune à tous les groupes et plusieurs souhaiteraient que les Canadiens fassent preuve d'une plus grande compassion à l'égard des sans-abris, surtout dans des conditions météorologiques extrêmes.

Nous avons demandé aux participants s'ils croyaient que la situation de l'itinérance allait en s'améliorant ou en s'aggravant. Encore une fois, presque tous se sont entendus pour dire que non seulement le problème était sérieux, mais qu'il allait en s'aggravant. Plusieurs ont partagé des anecdotes au sujet de l'itinérance qui est bien apparente, surtout en Ontario et en Colombie-Britannique. Plusieurs participants ont blâmé les retombées économiques de la pandémie de COVID-19; dans chaque groupe, certains ont parlé de la situation économique qui s'est détériorée pour ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance alors que d'autres ont exprimé une plus grande compassion pour ceux qui se sont retrouvés sans abri. Aux dires de certains, la réduction du nombre de logements abordables qui sont remplacés par des condominiums plus dispendieux dans les grandes villes a exacerbé le problème de l'itinérance.

Certains avaient cependant des avis contraires. Quelques-uns ont mentionné qu'il s'agissait d'un problème de responsabilité individuelle. D'autres étaient d'opinion que les programmes de soutien en place étaient suffisants pour aider les personnes itinérantes, pourvu que celles-ci utilisent l'aide qui leur est apportée de manière responsable. De l'avis de certains participants, la situation à Toronto semblait s'améliorer.

Le rôle du gouvernement du Canada

Nous avons demandé aux participants ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour s'attaquer au problème de l'itinérance, même si dans leurs suggestions, ils faisaient référence au gouvernement en général plutôt qu'au gouvernement fédéral en particulier. Les réponses obtenues pourraient être classées en trois catégories : santé mentale, consommation de substances et situation économique.

Dans tous les groupes, de nombreux participants ont réclamé une augmentation des services de soutien en santé mentale, notamment pour la prévention et le traitement. Même si cette suggestion

est revenue dans plusieurs groupes, seulement quelques participants ont fourni des détails autres que la nécessité d'un accès rapide aux travailleurs sociaux et aux services de soutien sur place (p. ex., offrir du soutien sur le terrain plutôt que de déplacer les itinérants dans des secteurs avec logements à loyer modique où les services de soutien sont moins nombreux et les éloigner de leurs réseaux). L'éducation a aussi été mentionnée comme facteur déterminant pour réduire ou prévenir l'itinérance. Les participants étaient fortement en accord pour qu'on mette l'accent sur la santé mentale, notamment pour aider les personnes qui ne veulent pas sortir de la rue ou qui ne sont pas en mesure de le faire, et qui risquent de mourir gelées.

Les participants ont réclamé des mesures accrues pour résoudre les enjeux économiques. Certains ont suggéré de s'attaquer aux problèmes de revenus des particuliers et des ménages. D'autres ont proposé d'établir un revenu de base universel et un supplément de revenu lié au logement, et de déployer des efforts pour créer des emplois et donner aux gens les moyens de subvenir à leurs besoins.

Les autres suggestions visaient plus particulièrement le marché du logement, et les participants ont réclamé des mesures de contrôle supplémentaires pour ce qui suit :

- Les entreprises comme Airbnb (pour leur impact sur le marché et les logements locatifs abordables);
- Les investissements étrangers et les développements immobiliers spéculatifs qui ont pour effet de fausser la valeur des propriétés; et
- Les locateurs.

Durant la discussion qui a suivi, il a été question de la possibilité d'éliminer complètement l'itinérance au Canada dans les dix prochaines années. Bien que pour certains participants, cet objectif était louable, peu d'entre eux le considéraient comme réaliste. Ceux qui y croyaient ont évoqué la rapidité à laquelle les vaccins contre la COVID-19 ont été développés, comme exemple d'une vive réaction dans une situation de crise, et croyaient que cela pourrait s'appliquer à l'itinérance. D'autres étaient d'avis que s'il y avait une impulsion et une cohésion suffisamment fortes dans la société pour faire de l'itinérance une priorité, on pourrait peut-être atteindre cet objectif. Il a été convenu qu'un changement radical dans les attitudes serait nécessaire pour éliminer rapidement le problème de l'itinérance au cours des dix prochaines années.

La majorité des participants ont été plus modérés dans leurs commentaires. Aux dires de certains, d'autres expériences devraient être menées pour déterminer quelles seraient les mesures les plus efficaces pour résoudre les problèmes de santé mentale et de dépendance, comme les centres d'injection supervisés et la légalisation pour accroître l'accès aux centres de soins en santé mentale. Certains croyaient que de tels programmes expérimentaux nécessiteraient une étude longitudinale afin de mesurer leur impact sur l'itinérance. Plusieurs participants ont exprimé l'opinion que le Canada partirait d'une position faible, puisqu'il est déjà dans une récession provoquée par la pandémie, et qu'il devrait d'abord se relever avant de pouvoir relancer l'économie. Dans le même ordre d'idées, d'autres ont reconnu qu'il serait difficile d'affecter des fonds et de susciter suffisamment d'intérêt dans la population à l'heure actuelle pour résoudre rapidement le problème qui existe depuis des décennies.

Les participants se sont entendus pour dire qu'un objectif visant à éliminer de moitié l'itinérance en dix ans était plus réaliste et atteignable.

Message général du gouvernement du Canada sur l'itinérance

Les participants devaient examiner trois énoncés que pourrait utiliser le gouvernement du Canada pour diffuser un message général à ce sujet. Les voici :

- *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable.*
- *Une personne itinérante au Canada en est une de trop.*
- *Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue.*

Le premier énoncé – *Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable* – a été le favori dans tous les groupes, loin devant les deux autres, parce qu'il aborde les besoins essentiels à la vie, la santé, la sécurité et les aspects financiers. Aux dires des participants, l'énoncé avait un bon objectif politique et le message en deux volets était très intéressant. Cet énoncé a été qualifié de positif, exact et applicable à un large éventail de circonstances pouvant mener à l'itinérance. Les participants ont mentionné qu'il résumait clairement l'importance d'un salaire décent et bon nombre d'entre eux ont réagi favorablement aux mots « sécuritaire » et « abordable ».

La phrase – *Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue* – a interpellé certains participants qui y ont vu un vibrant plaidoyer, à la fois positif et très réaliste, en ce sens qu'il reconnaît ce qui suit :

- les fondations solides du Canada;
- l'importance pour les Canadiens de prendre soin les uns des autres; et
- la nature insoluble de l'itinérance; bien qu'on ne doive pas l'accepter, il faut admettre que le problème sera toujours là, d'une façon ou d'une autre.

Pour les participants, il s'agissait d'un énoncé fort qui reconnaît que le Canada est en bonne position pour devenir un leader mondial en réglant le problème qu'est l'itinérance.

Le deuxième énoncé – *Une personne itinérante au Canada en est une de trop* – a été qualifié de court, percutant et direct, mais n'a toutefois pas conquis les participants. Ceux-ci ont fait valoir que, bien que factuel, le message était flou et ne rendait pas l'importance de l'enjeu comme l'avait fait le premier. D'après certains participants, cet énoncé semblait trop ambitieux et manquait de réalisme.

La haine sur Internet (grandes villes francophones, Intérieur de la Colombie-Britannique)

La haine sur Internet a fait l'objet d'une longue conversation dans deux groupes en janvier. Les participants ont discuté de la nécessité de limiter les propos en ligne, d'établir des secteurs d'intervention prioritaire et de définir le rôle du gouvernement fédéral et celui des entreprises de médias sociaux.

Pour lancer la discussion, nous avons demandé aux participants si on devait permettre aux internautes de dire tout ce qu'ils voulaient dans des conversations en ligne (p. ex., publications dans les médias sociaux comme Facebook ou Twitter), ou s'il fallait imposer des restrictions. Les opinions variaient d'un groupe à l'autre. Parmi les francophones résidant à l'extérieur du Québec, le consensus voulait que des limites soient mises en place, même si quelques participants ont hésité à se prononcer.

En revanche, différents points de vue ont été émis par les participants de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, où la discussion a été assez nuancée. Bien que plusieurs aient reconnu les dangers des conversations non restreintes dans les médias sociaux, les avis étaient partagés parmi ceux qui étaient d'accord à ce qu'on impose des limites et ceux en faveur de la liberté d'expression. Le premier groupe a mentionné le caractère « méchant » et « horrible » de certaines publications en ligne et plus particulièrement les dangers qui menacent les jeunes et les difficultés pour les parents qui font la surveillance pour savoir si leurs enfants sont exposés à l'intimidation en ligne ou à du contenu inapproprié. D'autres ont suggéré qu'il devrait y avoir, au minimum, un certain degré de responsabilité, en exigeant que les publications soient associées à un compte valide et en empêchant leur diffusion de façon anonyme. Plusieurs participants se sont montrés plus prudents en ce qui concerne l'établissement de limites susceptibles de restreindre la liberté d'expression. Ils ont reconnu le fragile équilibre entre le maintien de la liberté d'expression et le contrôle des renseignements erronés qui se répandent plus facilement en ligne, et plus particulièrement l'incitation à la violence. Plusieurs ont exprimé leur inconfort à l'égard du contenu véhiculé dans les médias sociaux et ce qu'ils considèrent comme étant un manque de discrétion de la part de ceux qui publient des messages. Par ailleurs, ils se sont interrogés à savoir à qui reviendrait la décision de déterminer ce qui est permis ou non en ligne, ce qui est acceptable et la manière d'imposer les restrictions. Certains ont fait valoir que les gens devraient pouvoir émettre des commentaires qui pourraient être considérés comme stupides ou non pertinents, mais qu'on devrait être moins tolérants lorsqu'il s'agit de remarques carrément inacceptables, surtout celles qui contribuent au racisme et à la violence. D'après eux, il devrait y avoir un certain degré de responsabilité et des conséquences claires pour quiconque dont les opinions et les actions en ligne causent des préjudices.

Nous avons présenté aux participants une liste d'enjeux liés aux activités en ligne et leur avons demandé quels étaient ceux qui représentaient un problème majeur au Canada. Les enjeux étaient les suivants : l'exploitation sexuelle des enfants, les discours haineux, l'incitation à la violence, les images privées partagées sans permission, la radicalisation et la propagande terroriste. Les quatre premiers ont davantage attiré l'attention des participants, comparativement à la radicalisation et la propagande terroriste.

L'exploitation des enfants a été décrite comme étant un problème majeur. Les participants ont souligné que les jeunes filles étaient particulièrement vulnérables. Dans les groupes, certains parents ont raconté que leurs enfants prépubères avaient été approchés dans des forums de jeux en ligne et des sites de jeux impliquant des « chambres secrètes ». Pour de nombreux participants, le discours haineux représente aussi un problème important; ils ont exprimé leurs inquiétudes à l'égard des comportements racistes et ont parlé d'intimidation en ligne dans ce contexte. Certains participants s'attendaient à ce que l'intimidation en ligne figure sur la liste qui leur a été présentée. Ils ont fait valoir que les discussions en ligne ne reposent plus sur le bien-fondé des enjeux et des idées débattues, mais

qu'elles se sont détériorées de par leur ton irrespectueux et leur langage inapproprié. Un certain nombre de participants ont également mentionné que le concept de discours haineux est vaste et qu'il englobe un large éventail de problèmes, dont la publication d'images privées sans permission, l'exploitation des enfants, l'incitation à la violence et, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'intimidation en ligne. Les préoccupations concernant l'incitation à la violence tournaient autour de la transition des conversations dans le cyberspace, dont certaines pourraient sembler plus théoriques dans un environnement en ligne, vers la perpétration de gestes violents dans la réalité. Pour cette raison, le problème a été perçu par un certain nombre de participants comme étant majeur.

Une proportion relativement faible de participants était préoccupée par la radicalisation et la propagande terroriste en ligne, principalement parce qu'on entend rarement parler de ces enjeux et par conséquent, qu'on pourrait croire que ces problèmes ne sont pas aussi répandus que les autres ayant fait l'objet de discussions. De plus, certains participants ont fait le parallèle entre le discours haineux et l'incitation à la violence et avaient tendance à les comparer à des problèmes plus importants et plus urgents. Ceux qui ont indiqué que la radicalisation était un problème avaient l'impression que les entreprises de médias sociaux contribuaient à une compréhension unilatérale des événements et enjeux mondiaux, et à des opinions généralement plus polarisées. D'autres avaient aussi le sentiment que les algorithmes utilisés par Facebook, Google et autres entreprises semblables ont un effet d'autorenforcement. Comme certains l'ont souligné, les fréquents utilisateurs de Facebook ou du moteur de recherche Google ont tendance à perdre toute perspective et leur capacité de voir plus grand puisque l'information et les sources qui leur sont proposées tendent à renforcer un point de vue en particulier, de façon subtile.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils ajouteraient d'autres enjeux sur la liste, quelques participants ont mentionné la dépendance aux médias sociaux. Aux dires de certains, la dépendance excessive aux médias sociaux tend à empiéter sur les interactions humaines en face à face, et à éloigner les gens des « vraies » conversations au détriment des relations basées sur la confiance.

Priorités du gouvernement du Canada et des entreprises de médias sociaux

Lorsque nous leur avons demandé s'il fallait accroître davantage la réglementation en ligne, les participants ont fourni des réponses similaires à celles concernant les limites à imposer ou non aux propos tenus lors de conversations en ligne. Bien que la réaction initiale de nombreux participants ait été favorable, suggérant qu'il faudrait réglementer davantage, d'autres ont exprimé des préoccupations liées à ce qui suit :

- Les atteintes possibles à la liberté d'expression et à la vie privée (p. ex., mise sur écoute des téléphones cellulaires de particuliers, surveillance des habitudes de recherche en ligne);
- La nature et la portée de la réglementation; et
- La capacité de réglementer les plateformes et les technologies en ligne qui évoluent rapidement et qui sont largement utilisées. Aux dires de certains, il serait difficile à ce stade-ci de contenir les plateformes en ligne et les utilisateurs.

Une autre question à savoir si le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer en réponse à ces enjeux ou si cela devrait être de la responsabilité des entreprises de médias sociaux elles-mêmes a également obtenu des réactions mixtes. Certains participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait intervenir puisque selon eux, il était fort improbable que les entreprises privées de médias sociaux s'autoréglementent ou ne devraient pas avoir la responsabilité de trouver elles-mêmes des solutions. D'autres participants s'inquiétaient du fait que le gouvernement fédéral pourrait avoir de la difficulté à imposer des règlements à des sociétés américaines. Quelques-uns étaient préoccupés à l'idée de voir le gouvernement « tentaculaire » (*Big Brother*) faire intrusion dans la vie privée des Canadiens. Des participants étaient favorables à une intervention du gouvernement fédéral alors que d'autres s'inquiétaient des difficultés qu'il pourrait avoir à imposer des règlements à des sociétés américaines privées.

Nous leur avons présenté plusieurs mesures que le gouvernement du Canada pourrait envisager d'appliquer et leur avons demandé laquelle devrait être sa priorité. La suggestion selon laquelle on devrait exiger des entreprises de médias sociaux qu'elles augmentent leurs propres mesures de contrôle a carrément été écartée. La plupart croyait que ces entreprises n'avaient pas ce qu'il fallait pour jouer ce rôle; quelques participants craignaient qu'elles soient complices d'activités illégales ou contraires à l'éthique. Certains étaient d'avis que l'appât du gain empêcherait ces entreprises de résoudre le problème et qu'elles agiraient uniquement dans leur propre intérêt, d'un point de vue de la rentabilité. Les participants étaient davantage en faveur de la surveillance en ligne par les forces policières des activités illégales en vertu des lois actuelles et à la réglementation des entreprises de médias sociaux, et de règles sur ce qui doit être éliminé. Ceux en faveur de ces mesures étaient d'avis que les agents d'application de la loi avaient la formation et les ressources nécessaires pour s'attaquer au problème et qu'il était impératif de mettre en place des règles et des balises bien précises pour contrer les pratiques jugées inacceptables.

Dans la dernière portion de la discussion, les participants devaient évaluer quelques mesures que pourraient prendre les entreprises de médias sociaux et indiquer quelle devrait être leur priorité. Parmi les quatre mesures qui leur ont été présentées, la majorité des participants étaient favorables à ce qu'on sanctionne plus sévèrement les récidivistes, notamment en leur interdisant l'accès à la plateforme. Certains ont toutefois suggéré de mettre en place un système pour les avertir que leurs permissions pourraient être révoquées. Plusieurs étaient également en faveur d'éliminer les trolls et les robots conversationnels, perçus comme un problème de taille sur les plateformes comme Reddit et Twitter. Selon eux, le phénomène de la prise de contrôle des conversations par des tiers et l'insertion de « fausses » opinions est de plus en plus répandu et représente un problème majeur. Les suggestions qui consistent à multiplier les filtres afin d'aider les utilisateurs à identifier les contenus illicites ou autrement nuisibles, ou à offrir plus de transparence concernant les récidivistes ont reçu peu d'attention de la part des participants. Les quelques commentaires émis au sujet de ces deux options mentionnaient qu'elles n'étaient pas aussi strictes ni aussi lourdes de conséquences que les autres présentées.

En terminant, nous avons demandé aux participants quelle était l'option qui reflétait le mieux leur propre opinion :

- La majorité des participants étaient en faveur qu'on réglemente davantage les entreprises de médias sociaux, même si cela signifie que du matériel légitime soit occasionnellement signalé ou supprimé. Cette approche est conforme au point de vue de la majorité selon lequel il doit y avoir des conséquences pour les entreprises qui contribuent à la prolifération des activités illicites en ligne.
- Quelques participants seulement étaient d'avis qu'on ne devrait pas réglementer davantage les plateformes de médias sociaux, même si les discours haineux ou les incitations à la violence pourraient causer du tort.

Services de garde (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, grandes villes et villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Une discussion sur les services de garde a eu lieu à la fin du mois avec un groupe de parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, et deux groupes de la population générale dans les régions susmentionnées. La discussion a tourné autour des perceptions des participants à l'égard des services de garde dans leurs régions respectives, des connaissances et des opinions au sujet des projets du gouvernement fédéral concernant les services de garde.

Perceptions à l'égard des services de garde

Nous avons demandé aux participants de réfléchir aux services de garde d'avant la pandémie et de nous dire ce qu'ils pensaient en général de ces services dans leur région. Dans l'ensemble, les perceptions étaient assez équilibrées, sauf pour les participants de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, qui avaient des opinions défavorables.

Les commentaires positifs tournaient autour de deux aspects – le nombre important de services de garde convenablement situés dans leurs quartiers et la variété offerte : centres de petite enfance, garderies en milieu familial accréditées et non accréditées.

Selon les participants, certains aspects des services de garde auraient besoin d'être améliorés, soit :

- L'accessibilité : les coûts des services de garde étaient de loin l'aspect le plus souvent mentionné dans tous les groupes. Les participants ont affirmé payer des coûts exorbitants qui rendent les services inabordables, surtout pour les familles avec de nombreux enfants d'âge préscolaire. Certains ont raconté les difficultés que vivait leur famille lorsqu'il fallait décider, une fois le congé de maternité terminé, si un parent retournait au travail (parfois juste pour gagner suffisamment d'argent pour couvrir les frais de garderie) ou restait à la maison avec les enfants. Quelques participants ont aussi parlé de la disparité des coûts d'une région à l'autre.

- La disponibilité : en raison de la forte demande pour les services de garde, de nombreux participants ont indiqué que le nombre limité de places et les longues listes d'attente faisaient en sorte qu'il leur était difficile d'obtenir une place pour leurs enfants, à moins de planifier longtemps d'avance. Quelques-uns ont constaté que dans certains cas, les listes d'attente s'allongeaient au-delà d'un an, obligeant ainsi les familles à planifier durant la grossesse. D'autres ont parlé des écarts dans la disponibilité des services de garde pour certains parents, notamment les travailleurs de la santé et les premiers répondants, qui ont souvent des horaires atypiques et qui doivent avoir recours aux services de garde à l'extérieur des heures normales d'ouverture.
- Un meilleur salaire pour les travailleurs et les travailleuses en garderie : bien que cela ait été mentionné moins souvent, quelques participants ont constaté un taux de roulement élevé pour ces travailleurs et travailleuses, et ont suggéré que s'ils étaient mieux rémunérés, la qualité des soins aux enfants en serait d'autant meilleure.

Connaissance et perceptions des projets du gouvernement du Canada concernant les services de garde

Un nombre relativement faible de participants étaient au courant des projets du gouvernement du Canada en lien avec les services de garde. Quelques-uns ont vaguement parlé d'un programme national de garderies ou de l'introduction de prestations additionnelles pour garde d'enfants, mais ne connaissaient pas les détails de ces initiatives.

Avant de poursuivre la conversation, nous avons fourni aux participants l'information suivante concernant les projets du gouvernement du Canada :

Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il veut faire un important investissement à long terme et de façon soutenue pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, y compris un soutien supplémentaire pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.

De façon générale, les réactions à cet énoncé étaient favorables. Bon nombre de participants étaient plutôt en faveur du plan, en particulier les parents de la RGT, qui ont affirmé que ce type de soutien répondait à un besoin important et qu'il serait le bienvenu. Dans les autres groupes, quelques-uns ont mentionné l'importance d'investir dans l'éducation préscolaire des enfants pour créer de meilleures occasions pour eux à l'avenir. Toutefois, plusieurs ont trouvé que l'énoncé était flou et les amenait à se poser plus de questions.

Importance d'investir dans les services de garde : les principales raisons

Dans les trois groupes, les participants étaient unanimes à reconnaître l'importance d'investir dans les garderies et qu'il devrait s'agir d'une priorité pour le gouvernement du Canada.

Pour en savoir un peu plus sur les raisons qui les incitaient à penser ainsi, nous leur avons expliqué que certaines personnes peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Lorsque

nous leur avons demandé s'ils étaient d'accord avec cet argument ou ce qu'ils répondraient aux Canadiens qui pensent de cette façon, les participants ont évoqué plusieurs raisons :

- Les services de garde stimulent l'économie en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder au marché du travail;
- Le fait de permettre à un plus grand nombre de parents de réintégrer le marché du travail pourrait les aider à s'accomplir et à devenir ainsi de meilleurs parents, en plus de réduire la pression exercée sur le système de santé;
- Les services de garde sont perçus comme étant un avantage « positif-net » puisqu'en investissant tôt dans les soins et l'éducation des enfants, on obtient un rendement positif à long terme ; et
- Les services de garde seraient un meilleur investissement pour le gouvernement du Canada, comparativement à d'autres priorités et initiative permanentes.

Suivant cette discussion, nous avons présenté aux participants trois raisons (ci-dessous) pour lesquelles le gouvernement fédéral devrait investir davantage dans les services de garde et leur avons demandé laquelle leur semblait la plus convaincante.

- *Les services de garde d'enfants sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail.*
- *Les services de garde d'enfants font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler.*
- *Plus de places dans les services de garde d'enfants signifie moins de pressions financières pour les familles de la classe moyenne qui travaillent fort.*

Allant dans le sens de leurs commentaires précédents, les participants ont choisi le deuxième énoncé – *Les services de garde d'enfants font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler* – comme étant le plus convaincant, pour les mêmes raisons que celles mentionnées ci-haut. Ils étaient d'avis que cet énoncé les rejoignait davantage que les deux autres, puisqu'il explique clairement que le retour des parents sur le marché du travail contribue à la croissance économique (il y a plus de contribuables qui gagnent un revenu et qui payent des impôts). Ils avaient l'impression que cet énoncé réussirait à neutraliser les opinions de ceux qui croient que le gouvernement fédéral ne devrait pas investir dans les services de garde pendant qu'il doit gérer un important déficit.

Aux dires des participants, le premier énoncé – *Les services de garde d'enfants sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail* – présentait beaucoup de similitudes avec le deuxième. Bien que quelques participants aient aimé que cette version s'adresse spécifiquement les femmes qui intègrent le marché du travail (puisque selon eux, la responsabilité de s'occuper des enfants reposent en majeure partie sur elles), la plupart ont préféré le deuxième énoncé, qu'ils ont trouvé plus inclusif. Le troisième énoncé a suscité peu de commentaires et s'est classé au dernier rang.

Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait d'autres raisons pour investir dans les services de garde, les participants ont fourni très peu de réponses.

Évaluation des messages

Pour terminer la discussion sur le sujet, nous avons présenté aux participants des trois groupes les deux messages suivants sur les services de garde et leur avons demandé de choisir celui qu'ils préféreraient :

- *Investir dans des services de garde d'enfants qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.*
- *Des services de garde d'enfants de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus d'espaces.*

De façon générale, il n'y a pas eu de consensus clair au sujet du message favori; les participants ont aimé les deux pour des raisons différentes.

Le premier message – *Investir dans des services de garde d'enfants qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique* – a été bien accueilli, car il fournit une raison pour laquelle les services de garde seraient un bon investissement pour tous les Canadiens, et non seulement pour les familles. Les participants ont affirmé que ce serait un bon message à transmettre à ceux qui doutent de la nécessité d'un tel investissement dans le contexte actuel.

Le deuxième message a également suscité des réactions positives des participants qui ont aimé le fait qu'il explique bien ce qui serait fait dans le cadre du plan – *réduire les coûts et créer plus de places*. En ce qui concerne la terminologie, le mot « nécessité » pour décrire les services de garde a été considéré comme un bon choix, mais certains n'ont pas aimé l'utilisation de « luxe », bien qu'ils aient fourni très peu de détails pour justifier leur raisonnement.

Messages concernant la réduction des coûts (parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire)

Dans le groupe composé de parents de la RGT qui envoient leurs enfants à la garderie ou envisagent de le faire, nous avons utilisé une dernière liste de questions concernant les choses que le gouvernement fédéral pourrait faire dans le cadre de son plan pour mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants. Parmi les trois choix qui leur ont été proposés, la plupart ont préféré la troisième option comme cible pour le gouvernement du Canada.

- *Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.*
- *Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.*
- *Fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour.*

Parmi les options proposées, la plupart des participants ont choisi la dernière – *fixer un plafond de 20 \$ par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 \$ par jour*. Selon eux,

cet énoncé était le plus pertinent et le plus simple à comprendre, puisqu'ils savaient ce qu'il leur en coûtait par jour pour les services de garde, et qu'ils pouvaient facilement comparer le tarif réduit à celui qu'ils payent actuellement. Certains ont mentionné que cette méthode serait la plus simple à interpréter pour ceux qui sont rémunérés à un taux horaire, comparativement aux salariés. De plus, de nombreux participants ont perçu cette option comme étant la moins chère et la plus équitable pour tous, surtout dans les régions du pays où les services de garde sont reconnus comme étant les plus dispendieux (jusqu'à 60 ou 70 \$ par jour).

Deux participants ont choisi la deuxième option – *réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %* – qui selon eux permettrait à ceux qui sont moins familiarisés avec les tarifs des garderies de mieux comprendre jusqu'à quel point les coûts seraient réduits. La première option a moins plu aux participants qui ont expliqué qu'elle semblait proposer une réduction moins intéressante que les deux autres.

En terminant, nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$, serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant ou devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais réels facturés par le prestataire des services de garde diminuent. Parmi tous les groupes, c'est la dernière proposition – appliquer la réduction directement aux frais de garde – que la majorité des participants a choisie. Quelques-uns ont indiqué qu'ils n'avaient aucune préférence.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – January 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODER-ATOR
1	Wed., Jan. 6	4:30-6:30	6:00-8:00 (NST) 5:30-7:30 (AST)	Newfoundland and Labrador	Former CERB Recipients	DN
3	Mon., Jan. 11	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Major Centres - Ontario	Vaccine hesitant	DN
4	Tues., Jan. 12	8:00-10:00	7:00-9:00 (CST)	Manitoba/Saskatchewan	Indigenous people	DN
5	Wed., Jan. 13	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Mid-size and Major Centres – Alberta	Racialized Canadians	TBW
8	Wed., Jan 20	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Vancouver Island	Seniors	TBW
9	Thurs., Jan. 21	6:00-8:00	7:00-9:00 (AST)	New Brunswick	General population	DN
10	Mon., Jan. 25	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	GTA	Parents with children in daycare and/or considering daycare within next 12 months	DN
11	Tues., Jan. 26	8:00-10:00	7:00-9:00 (CST)	Mid-size and Larger Centres – Saskatchewan	General population	DN
12	Thurs., Jan. 28	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Interior B.C.	General population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Newfoundland/ Labrador	Cities could include (but are not limited to): St. John's, Conception Bay South, Mount Pearl, Paradise, Corner Brook, Grand Falls-Windsor, Gander, Portugal Cove-St. Phillip's, Happy Valley-Goose Bay, Torbay, Labrador City, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, and Marystown. MAX OF 3 PARTICIPANTS FROM ST. JOHN'S. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION INCLUDING THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 1
Major Centres - Ontario	Cities include: Toronto, Ottawa and Hamilton. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 3
Manitoba/Saskatchewan	Cities could include (but are not limited to): <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon. <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Alberta, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake. ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. MAX 2 PARTICIPANTS FROM MAJOR CITIES IN EACH PROVINCE. MAX 2 FROM WINNIPEG AND BRANDON. MAX 2 FROM OR SASKATOON AND REGINA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4
Mid-size and Major Centres Alberta	Cities include: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray, St. Albert, Medicine Hat, Grand Prairie, Airdrie. MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY – CALGARY AND EDMONTON.	CONTINUE – GROUP 5

	ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	
Vancouver Island	<p>Cities could include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtney/Comox, Duncan/Cowichan, Campbell River, Parksville/Qualicum Beach, Port Alberni, Sidney, Lady Smith, Sooke.</p> <p>MAX 3 PARTICIPANTS FROM VICTORIA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 8
New Brunswick	<p>Cities could include (but are not limited to): Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Bathurst, Campbellton.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 9
GTA	<p>Cities could include (but are not limited to): City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Dufferin County (Mono, Orangeville) and Simcoe County.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE GTA. NO MORE THAN TWO IN CITY OF TORONTO, OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 10
Mid-size and Larger Centres Saskatchewan	<p>Cities include: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton.</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY – SASKATOON AND REGINA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Interior B.C	<p>Cities could include (but are not limited to): Kamloops, Vernon, Kelowna, Penticton, Peachland Nelson, Cranbrook, Golden, Revelstoke, Prince George, Williams Lake, Fort St. John.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 12
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** In the past 10 months, have you received the Canada Emergency Response Benefit (CERB) from the Government of Canada?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** The last eligibility period for which Canadians could receive CERB (\$2,000/month) ended on Sept. 26. The Government of Canada announced that that it would be transitioning those who still needed income support to a simplified Employment Insurance (EI) program or to a suite of three new recovery benefits. Are you currently receiving any of these benefits from the Government of Canada?

Employment Insurance (EI) **CONTINUE**

Canada Recovery Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Caregiver Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Sickness Benefit **CONTINUE**

No, I am not receiving any of these benefits **CONTINUE**

Don't know/Prefer not to answer **CONTINUE**

ENSURE 4 ARE RECEIVING EI/RECOVERY BENEFITS AND 4 ONLY RECEIVED CERB. FOR THOSE WHO ARE RECEIVING BENEFITS, ENSURE A GOOD MIX OF BENEFIT TYPE.

4. **ASK ONLY IF GROUP 3** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**

I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **CONTINUE – HESITATOR**

I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE – HESITATOR**

I would not get the vaccine **THANK AND END**

Prefer not to answer **THANK AND END**

5. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

6. **ASK ONLY IF GROUP 5** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

RECRUIT ANY THAT IDENTIFY AS NON-WHITE/CAUCASIAN. ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT RACIAL/CULTURAL GROUPS.

White/Caucasian **THANK AND END**
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 10** Do you have any children under the age of 18?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8. **ASK ONLY IF GROUP 10** Are any of these children currently in daycare or will likely be in daycare within the next 12 months?

Yes, they currently are in daycare **CONTINUE**

Yes, they will likely be in daycare within the next 12 months **CONTINUE**

No, they are not and will not be in daycare within the next 12 months **THANK AND END**

Not sure **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE CURRENTLY IN DAYCARE (MAX 6) AND THOSE WHO ARE CONSIDERING PUTTING THEIR CHILD IN DAYCARE WITHIN THE NEXT 12 MONTHS.

9. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF VANCOUVER ISLAND = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	IF VANCOUVER ISLAND = GROUP 8 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

PARENTS IN GROUP 10 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

10. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

11. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

12. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

13. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

14. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

15. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

16. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

17. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

18. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.22**

19. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

20. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

21. And on what topics were they?
TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

22. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

23. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000
\$100,000 to just under \$150,000
\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

24. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — janvier 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	7 janvier	18 h-20 h	Ville de Québec	Anciens bénéficiaires de la PCU	M. Proulx
6	14 janvier	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Personnes qui hésiteraient à se faire vacciner	M. Proulx
7	18 janvier	18 h-20 h	Francophones du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick	Population générale	M. Proulx

- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison ?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

LIEU	VILLES	
Ville de Québec	Ville de Québec LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.	CONTINUER – GROUPE 2
Grande région de Montréal (GRM) – y compris Montréal même	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 6
Francophones du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick	Winnipeg/Saint-Boniface, Nouveau-Brunswick, Ontario ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. MINIMUM DE DEUX PARTICIPANTS PAR PROVINCE.	CONTINUER – GROUPE 7
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE
---	---	------------------------------

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 2** Dans les dix derniers mois, avez-vous reçu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) du gouvernement du Canada ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 2** La dernière période d'admissibilité des Canadiens à la PCU (2 000 \$/mois) a pris fin le 26 septembre. Le gouvernement du Canada a annoncé que les personnes ayant encore besoin d'un soutien du revenu pourraient faire la transition vers un régime d'assurance-emploi (AE) simplifié ou une série de trois nouvelles prestations de relance. Est-ce que vous recevez actuellement certaines de ces prestations du gouvernement du Canada?

Assurance-emploi (AE) **CONTINUER**

Prestation canadienne de la relance économique **CONTINUER**

Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants **CONTINUER**

Prestation canadienne de maladie pour la relance économique **CONTINUER**

Non, je ne reçois aucune de ces prestations **CONTINUER**

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **CONTINUER**

VEILLER À CE QUE QUATRE PARTICIPANTS TOUCHENT L'AE OU DES PRESTATIONS DE RELANCE ET À CE QUE QUATRE PARTICIPANTS AIENT SEULEMENT TOUCHÉ LA PCU. PARMIS CEUX QUI TOUCHENT DES PRESTATIONS, ASSURER UN BON MÉLANGE DES TYPES DE PRESTATIONS.

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 6** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que vous feriez si un vaccin contre la COVID-19 devenait disponible?

Je me ferais vacciner dès que je serais admissible **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais probablement vacciner, mais je préférerais attendre un certain temps **CONTINUER**

Je ne suis pas sûr que je me ferais vacciner **CONTINUER**

Je ne me ferais pas vacciner **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

7. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE, HORMIS LE GROUPE 7. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

- Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

- À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

- 0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Et sur quels sujets portaient-ils?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

- Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?
- Oui
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour

une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – January 2021 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (10 - 15 minutes) All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C. FOR MENTIONS RELATED TO THE GOVERNMENT OF CANADA: Have others heard about this? What have you heard?
- Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant Have you heard anything about the Government of Canada's recent announcement to reduce greenhouse gas emissions by 2030?
 - IF YES: What did you hear?

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant CLARIFY AS NECESSARY

Recently the Government of Canada announced proposed measures aimed to help Canada cut greenhouse gas emissions by 2030 and get the country to net-zero emissions by 2050. One of these measures includes increasing the carbon price through to 2030. The carbon pricing system returns all proceeds to individuals, families and businesses.

- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant What do you think about increasing the price on pollution?
- Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant Are you aware of the Climate Action Incentive Payment? If so, what is it? Do you know how much it is, approximately?

Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant CLARIFY AS NECESSARY

The carbon pricing system returns all proceeds to individuals, families and businesses. For individuals and families, this is in the form of a Climate Action Incentive Payment.

- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant Do you think the carbon pricing payment you will receive will be more, less or roughly the same as what you will pay in costs associated with the price on pollution

CANADA WORDMARK (15 minutes) Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, New Brunswick

- When you are looking at information from the Government of Canada (either online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - *Probe:* Is it clear to you that you are looking at Government of Canada information? Why? Why not?
 - *If not, probe:* Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- What about when you *hear* information from the Government of Canada, like on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - *Probe:* where do you hear this? Radio? TV?

Show the "Canada" wordmark ON SCREEN

- Have you seen this symbol before?
- Where have you seen this symbol?
- I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to *you* personally:
 - So, first: what does this symbol mean in general? Anything else?
 - *If not mentioned, probe:* do you think that the wordmark represents the Government of Canada? Why? Why not?
 - Ok, now what does this symbol mean to *you* personally?
 - *Probe if necessary:*
 - What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications/information?
- Where do you expect to see or hear this symbol? *Where* should this wordmark be shown?

- *If TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE not mentioned yet, ask: When you see this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?*

COVID-19 OUTLOOK (15 - 30 minutes) Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.

Now I'd like to talk about COVID-19 ...

- Have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to a couple of months ago?
 - What have you done?
 - IF YES: why are you doing these things more?
 - IF NO: why haven't you changed your behaviour?
- Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick What have you heard lately about a COVID-19 vaccine?
- Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?
 - Do you plan to get vaccinated?
 - (IF NO) Why not?
 - (IF UNSURE) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
 - Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick (IF UNSURE) When you hear about people who have been vaccinated in Canada, are you more likely or less likely to be influenced by their experiences? Does it affect your stance on getting vaccinated? Why?
- Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick What do you think is a reasonable target date to have everyone in Canada (who wants to be vaccinated) to be vaccinated by?
- Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients Have you heard anything recently about new guidelines around international travel?

Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients CLARIFY AS NEEDED

The Government of Canada announced that all air passengers five years of age or older will be required to test negative for COVID-19 before travelling from another country to Canada. Documentation of a negative test result must be presented to the airline prior to boarding a flight to Canada. The test must be taken within 72 hours prior to the traveller's scheduled departure to Canada. Anyone who receives a negative test result and is authorized to enter Canada must still complete the full, mandatory 14-day quarantine.

- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients**
Overall, do you think current rules around travel and borders are about right, or does the Government of Canada need to make it easier for people to travel, or does the Government of Canada need to do more to limit travel?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** (If the Government of Canada needs to do more to limit travel): What specifically should the Government of Canada do?
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** How has this impacted you and your family?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** Has it been hard on your kids?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** Has it been hard on you as a parent?
 - How does it compare to restrictions last spring – is it harder, easier, or about the same now? What makes you say that
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** Are any of your kids still going to daycare or have these been closed?
 - KIDS IN DAYCARE: Are you worried about sending your kids to daycare? What worries you the most about it?
 - **PROMPT AS NECESSARY:** Your kids' health? Your kids passing COVID on to you or other family members? Something else?
 - KIDS STAYING HOME: How has that impacted your day to day behaviours? Has it had an impact on your job?
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** What do you think is most needed in order to make things safer in daycares?
 - **PROBE:** Do daycares need more space so kids can be spaced out more? Do they need to hire more daycare workers? Hire more cleaning staff? Something else?
- **Major Francophone Centres, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** When it comes to how the

Government of Canada has performed during the pandemic, what are some things you think they have been doing well lately?

- **Vancouver Island Seniors** When it comes to how the Government of Canada has performed during the pandemic, how would you rate the kind of supports available for seniors?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?

CERB REPAYMENT (20 - 40 minutes) Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients, Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians

- How do you think the Government of Canada has performed during the pandemic, specifically in terms of providing financial support to people affected by COVID-19?
 - What makes you say that?
- Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- Have you heard any discussion about the repayment of the CERB for those who received it by mistake?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED

The Government of Canada recently announced that payments made to anyone who is later found to be ineligible will need to be returned. Any individuals who mistakenly received multiple payments or payments they did not qualify for should begin the repayment process, if they have not already done so.

- What do you think about this?
- For all those who received it by mistake, what do you think makes the most sense:
 - They should all have to pay it back
 - Determining whether individuals should have to pay it back should be done on a case-by-case basis
 - There should be exceptions for people who are living in poverty
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** When it comes to paying it back, do you think Canadians should have to pay whatever they owe by the end of the tax filing deadline at the end of April, or do you think the Government of Canada should allow Canadians to repay the total amount over a number of months or years?

- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** And thinking about those who are self-employed who mistakenly received the CERB because of confusion over qualification rules – do you think they should be treated the same as or differently from Canadians who work for an employer? What makes you say that?
- Do you know if the CERB amounts are taxable?

Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients CLARIFY AS NEEDED

CERB amounts are taxable, just like EI. You will need to report the amounts from your T4A tax information slip on your 2020 tax return.

- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** Thinking about your personal tax return, do you think you will have to pay taxes on the CERB?

Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients FOR THOSE WHO ANTICIPATE HAVING TO PAY TAXES ON IT:

- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** What kind of impact will this have on you?
 - Are any of you concerned that it will leave you in a difficult financial situation?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Quebec City Former CERB Recipients** Do you think that anyone who has to pay taxes on the CERB should be given a longer repayment window, or do you think it should be treated the same as any tax amounts owed? What makes you say that?

LOCAL ISSUES / INDUSTRIES (20 minutes) **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients, Vancouver Island Seniors, New Brunswick, Mid-size and Major Centres Saskatchewan**

Let's shift our focus a little bit.

- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** What are the most important sectors and industries in Newfoundland and Labrador?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** Which sectors and industries in Newfoundland and Labrador do you feel need the most help?
- **Vancouver Island Seniors** Thinking about the most important sectors and industries on Vancouver Island, do you think the Government of Canada pays enough attention to these, or not?
 - What makes you say that?
- **Vancouver Island Seniors** PROMPT AS NEEDED: Which sectors and industries on Vancouver Island do you think the Government of Canada needs to pay more attention to?

-
- **New Brunswick** Thinking about the most important sectors and industries in New Brunswick, do you think the Government of Canada pays enough attention to these, or not?
 - What makes you say that?
- **New Brunswick** PROMPT AS NEEDED: Which sectors and industries in New Brunswick do you think the Government of Canada needs to pay more attention to?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** What are the most important sectors and industries in Saskatchewan?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** Which sectors and industries in Saskatchewan do you feel need the most help?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** Now thinking about local fisheries, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
- **Vancouver Island Seniors** And thinking about local fisheries and aquaculture, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support local fisheries?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** Now thinking about oil and gas in Newfoundland, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support oil and gas here?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** Now thinking about the oil and gas industry, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the oil and gas industry?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** Now thinking about tourism in Newfoundland, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
- **Vancouver Island Seniors** Now thinking about tourism on Vancouver Island, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
- **New Brunswick** Now thinking about tourism in New Brunswick, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** What else should the Government of Canada do to support the Newfoundland tourism sector?
 - **Vancouver Island Seniors, New Brunswick** What else should the Government of Canada do to support tourism here?

- **New Brunswick** And thinking about farming and agriculture in New Brunswick, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** Now thinking about agriculture, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - **New Brunswick** What else should the Government of Canada do to support farming and agriculture?
 - **New Brunswick** What about the manufacturing and processing sector?
 - **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** What else should the Government of Canada do to support agriculture here?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** Now thinking about mining and power generation in Mid-size and Major Centres Saskatchewan, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the mining and power generation sector?
- **Newfoundland and Labrador Former CERB Recipients** Have you seen, read or heard anything the Government of Canada has done to support the Muskrat Falls hydroelectric project?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan** Are there any issues specific to Mid-size and Major Centres Saskatchewan that you feel the Government of Canada should be paying more attention to? Why do they need federal support?

FRENCH LANGUAGE (15 - 20 minutes) **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare**

Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres Let's shift our focus a little bit.

- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant** Thinking about the French language in Quebec, how do you feel about the state of the French language?
- **Major Francophone Centres** Thinking about the French language in your specific regions (as some of you are in Manitoba, Ontario and New Brunswick), how do you feel about the state of the French language?
 - Do you think it is threatened?
 - Is it threatened in other parts of Canada?
- **Vancouver Island Seniors, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** How do you feel about the state of the French language in Canada?

- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres** Is the Government of Canada doing enough to protect the French language?
 - (IF NO) What should they be doing?
 - (IF NO) WHY should they be doing more to protect the French language in Canada?
 - How would you convince someone who did not think that the Government of Canada needs to do more to protect the French language? What would you say to them?
- **Vancouver Island Seniors, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** When it comes to the Government of Canada, are they doing the right amount, not enough, or too much to protect the state of the French language in Canada?
 - (IF NOT ENOUGH) What should they be doing?

Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres I'm going to discuss a few things that could be done to support the French language. For each, I'd like to get your opinion as to whether you feel this is a good idea or not, and whether/how it would help to protect the French language. The first is ...

- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres** Ensuring that federally regulated workplaces (e.g. banks, telecoms, airlines) that operate in francophone or bilingual communities must have French as one of the languages of work. This means that employees are able to do their jobs in French and that their employers communicate to them in French.
 - Is this a good idea?
 - Would it help protect the French language?
- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres** Increasing immigration from francophone countries.
 - Is this a good idea?
 - Would it help protect the French language?
- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres** Prioritizing French teachers in the immigration stream, so that French immersion programs could be expanded outside Quebec.
 - Is this a good idea?
 - Would it help protect the French language?
- **Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres** Mandating that all Supreme Court justices be bilingual.
 - Is this a good idea?
 - Would it help protect the French language?

Vancouver Island Seniors, New Brunswick, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare I'm going to read you a few things the Government of Canada could do to protect the French language more in Canada. **(NOTE TO MODERATOR: read them one at a time, ask after each if they think it's a good idea or not and why)**

- Ensure that federally-regulated workplaces (e.g., banks, telecommunications, and airlines) that operate in francophone or bilingual communities must have French as one of the languages of work. This means that employees are able to do their jobs in French and that their employers communicate to them in French.
- Increase immigration from francophone countries.
- Prioritize French teachers in the immigration stream, so that French immersion programs could be expanded outside Quebec.
- Mandate that all Supreme Court justices be bilingual.

Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres I'm going to show you this list again and I'd like you to select the one that you think would help protect the French language the most.

Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres **POLL #1** – Participants select one option only.

Ensuring that federally-regulated workplaces (e.g., banks, telecommunications, and airlines) that operate in francophone or bilingual communities must have French as one of the languages of work. This means that employees are able to do their jobs in French and that their employers communicate to them in French.

Increasing immigration from French-speaking countries.

Prioritizing French teachers in the immigration stream in order to expand French immersion programs outside Quebec.

Mandating that all Supreme Court justices be bilingual.

- Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres Moderator to discuss participants' selections.
- Quebec City Former CERB Recipients, GMA Vaccine Hesitant, Major Francophone Centres Do you have other recommendations that are not part of the list or that have not been mentioned in this discussion?

VACCINE ADS (15 - 40 minutes) Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant, Vancouver Island Seniors

I'm now going to show you concepts that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding the COVID-19 vaccine.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples There are a total of 3 concepts each of which includes a storyboard. You will notice that these are not in finished form. Instead the images look more like a comic strip (which we call a storyboard) and convey what you would see in each frame of the ad. A storyboard is something that advertisers

develop early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that give a sense of what the ad might look like in its finished format. The final product will be a 15-second video produced professionally to be advertised through social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant There are a total of 3 concepts each of which includes a storyboard. Each concept has two versions. So each version is to provide examples of the kinds of things that would be included with each approach (i.e. in the final version, there will be multiple versions of that concept). You will notice that these are not in finished form. Instead the images look more like a comic strip (which we call a storyboard) and convey what you would see in each frame of the ad. A storyboard is something that advertisers develop early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that give a sense of what the ad might look like in its finished format. Note that the current images in the ad are just examples (what we call “stock images”) to give you an idea of what the ad would look like; these are not the ones that will be used. The final product will be a **15-second video** produced professionally to be advertised through social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

Vancouver Island Seniors There are a total of 3 concepts each of which includes banner images. You will notice that these are not in finished form.

ALTERNATE SEQUENCE OF CONCEPTS BY REGION

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant order: 1a, 1b, 2a, 2b, 3a, 3b

Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples order: 2a, 2c, 3b, 3c, 1b, 1c

Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians order: 3a, 3b, 1a, 1b, 2a, 2b

GMA Vaccine Hesitant order: 1a, 1b, 3a, 3b, 2a, 2b

Vancouver Island Seniors order: 2, 1, 3

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant SHOW CONCEPT 1a ON SCREEN: A Dose of Facts

Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples SHOW CONCEPT 1b ON SCREEN: A Dose of Facts

Vancouver Island Seniors SHOW CONCEPT 1 ON SCREEN: A Dose of Facts

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** What is the main message of this ad?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** Does this ad help address any concerns you may have about COVID-19 vaccines?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** And let’s say it said something like “learn more about how COVID-19 vaccines can help protect you”. Bearing

this in mind, would the concept as a whole entice you to go to the website to get more information?

- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective?
- Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant, Vancouver Island Seniors Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?
- Vancouver Island Seniors Does it entice you to go to the website to get more information?

Now, I'm going to show you an alternate version of this ad.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant SHOW CONCEPT 1b ON SCREEN: A Dose of Facts
Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples SHOW CONCEPT 1c (INDIGENOUS VERSION) ON SCREEN: A Dose of Facts

- What do you think of this version of the ad?
- Do you think this one is more or less effective than the first version you saw? What makes you say that?
- GMA Vaccine Hesitant In both versions of this concept, you may have noticed the tagline at the end which reads « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » I would like to show you two other options and get your thoughts on these. SHOW DOSE OF FACTS TAGLINES ON SCREEN. The other two options are « Informez-vous. Soyez prêt pour le vaccin » and « Informez-vous. Préparez-vous au vaccin. »
 - Is there a difference between these three? If so, how do you interpret/react to each?
 - Which one of these do you prefer and why? SHOW OF HANDS.

Let's move on to the next concept.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant SHOW CONCEPT 2a ON SCREEN: The Vaccine and You
Vancouver Island Seniors SHOW CONCEPT 2 ON SCREEN: The Vaccine and You

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad help address any concerns you may have about COVID-19 vaccines?
- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective?
- Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant And again: let's say it said something like "learn more about how COVID-19 vaccines can help protect you".

Bearing this in mind, would the concept as a whole entice you to go to the website to get more information?

- **Vancouver Island Seniors** Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?

Now I'm going to show you an alternate version of this ad.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant SHOW CONCEPT 2b ON SCREEN: The Vaccine and You
Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples SHOW CONCEPT 2c (INDIGENOUS VERSION) ON SCREEN: The Vaccine and You

- What do you think of this version of the ad?
- Do you think this one is more or less effective than the first version you saw? What makes you say that?

Now I'm going to show you the third concept

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant SHOW CONCEPT 3a ON SCREEN: Ask an Expert
Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples SHOW CONCEPT 3b ON SCREEN: Ask an Expert
Vancouver Island Seniors SHOW CONCEPT 3 ON SCREEN: Ask an Expert

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** What is the main message of this ad?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** Does this ad help address any concerns you may have about COVID-19 vaccines?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** Does it entice you to go to the website to get more information?
 - IF NO: what if it said something like "learn more about how vaccines work"?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples** Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant, Vancouver Island Seniors** Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?

Now I'm going to show you an alternate version of this ad.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant **SHOW CONCEPT 3b ON SCREEN: Ask an Expert**
Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples **SHOW CONCEPT 3c (INDIGENOUS VERSION) ON SCREEN: Ask an Expert**

- What do you think of this version of the ad?
- Do you think this one is more or less effective than the first version you saw? What makes you say that?
- If you could ask a question to an expert about COVID-19 vaccines, what would you ask?

AD WRAP-UP

- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples **POLL: Which of the 3 concepts do you feel is most effective in terms of addressing any concerns you may have about COVID-19 vaccines? (NOTE TO MODERATOR: IF ASKED, CLARIFY THAT PARTICIPANTS SHOULD THINK ABOUT COMPARING OVERALL CONCEPTS 1, 2 and 3 (WITH ALTERNATE VERSION)).**
- Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant, Vancouver Island Seniors **POLL** Regardless of the specific images or messages in each concept, Which of the 3 approaches do you feel is most effective in terms of addressing any concerns you may have about COVID-19 vaccines: is it an approach which provides facts about vaccines (a dose of facts); a question and answer approach (vaccines and you), or an “ask an expert” approach? **(NOTE TO MODERATOR: IF ASKED, CLARIFY THAT PARTICIPANTS SHOULD THINK ABOUT COMPARING OVERALL CONCEPTS 1, 2 and 3 (WITH ALTERNATE VERSION)).**
- What is it about XX concept that you prefer over the other ones?

COVID-19 VACCINE (15 minutes) Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant, GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant Now I’d like to focus more broadly on COVID-19 vaccines, not just the ad concepts we just reviewed...

GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C. Now I’d like to focus on COVID-19 vaccines ...

- Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant When we asked you to participate in this focus group, we asked you whether you thought you would get vaccinated it or not. Some of you said you would

but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?

- Did any of the ad concepts we just saw, cause you to re-consider/make you feel more inclined to get vaccinated? How so?
 - (IF STILL HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** As you hear news of people getting vaccinated in Canada, does this make you more or less likely to want to get the vaccine, or does it not influence you? Why/why not?
 - **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, GMA Vaccine Hesitant** What other information do you need to help you decide about getting a COVID-19 vaccine?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** Do you plan on getting a COVID-19 vaccine when it becomes available to you, or not? What makes you say that?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring and distributing the vaccine to provinces and territories, or not?
 - Why do you think that?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** Compared to other countries, how is Canada as a whole doing in terms of getting people vaccinated?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?

Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C. Now, I'm going to show you three different statements about the Government of Canada's vaccine plan and then I will ask you a few questions.

Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C. SHOW ON SCREEN

- Canada is on track to have everyone who wants a vaccine vaccinated by the end of September
- Canada is vaccinating its citizens at over double the global rate

- Canada has vaccinated its citizens at around the same rate as the European Union so far
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** How do you feel about the Government of Canada's vaccination plan after reading these statements?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** Do any of these statement make you feel better about Canada's vaccine plan? Which ones?
 - Does anyone feel worse about it? Or are you indifferent?

HOMELESSNESS (15 - 20 minutes) **Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians, Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors, New Brunswick**

Major Centres Ontario Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Alberta Racialized Canadians Now, I would like to change the topic and focus our attention on homelessness.

Major Francophone Centres, Vancouver Island Seniors Again, I would like to change the topic and focus our attention on homelessness.

- Do you think that there is a problem with homelessness in Canada? What makes you say that?
- Has homelessness become worse recently? Or better? The same?
- What can the Government of Canada do to help tackle the issue of homelessness in Canada?
- Do you think it's realistic to try to end homelessness in the next 10 years?
 - Or, would it be more feasible if the Government of Canada aimed at reducing it by 50%?

POLL:

- I'm going to show you a couple of statements that could be used by the Government of Canada as general messaging regarding the issue of homelessness in Canada. We're going to read them over, and then proceed to a poll. **SHOW STATEMENTS ON SCREEN FIRST. RUN POLL.** Now, please select which one would be the more appropriate type of messaging for the federal government on the issue of homelessness.
 - Every Canadian deserves a safe and affordable place to call home
 - One homeless person in Canada is one too many
 - In a country such as Canada, no one should live on the street

NOTE TO MODERATOR: After the vote, please discuss why they made that decision.

VACCINE MESSAGES (20 minutes) **Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples**

I'm now going to show you a series of messages the Government of Canada could provide related to COVID-19 vaccines. I'd like you to read it individually and then we'll discuss.

SHOW ON SCREEN

- COVID-19 can be devastating to those with underlying medical conditions, such as heart disease and diabetes. The new vaccines will protect them.
 - The COVID-19 vaccine is now available for Indigenous seniors over the age of 70. It will protect them and is safe even for those with underlying medical conditions.
 - Both the Moderna and Pfizer COVID-19 vaccines are effective. Remote communities will receive Moderna as this is the one they are best equipped to store. [Learn more.](#)
 - Remote communities will receive Moderna as this is the one they are best equipped to store. Indigenous leaders made this decision with health officials for the safety of their community.
 - COVID-19 vaccine trials included Indigenous Peoples and have proven to be safe and effective for them. Other groups, such as children and expecting moms were not tested which is why they are not recommended for the initial roll out of the vaccination.
 - Indigenous leaders helped determine who will be vaccinated first. COVID-19 vaccines are now available for First Nations, Inuit and Métis communities.
 - First Nations and Inuit communities successfully stopped the spread of the H1N1 virus by getting vaccinated. The COVID-19 vaccines will help you do the same.
- I'm going to show you a **poll**. I'd like you to select which of these messages, if any, is the most important (participants to select 2-3 max).

MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) Manitoba and Saskatchewan Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
 - The right to cultural identity
 - The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
 - Protection from discrimination
- Have you heard anything recently about how the Government of Canada has responded to UNDRIP? What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently introduced legislation to implement UNDRIP.

What are your thoughts on this? Do you think this will change anything? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW ON SCREEN

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- Have you heard anything about what the Government of Canada's timeline is for lifting all long-term drinking water advisories?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced that it would not meet its target of March 2021 as originally planned. In addition to the \$2.19 billion already budgeted for ending long-term drinking water advisories, the government announced another \$1.5 billion to finish the work. This new money is for ongoing support for daily operations and maintenance of water infrastructure on reserves,

continued funding for water and wastewater infrastructure on reserves, and to pay for work halted due to the COVID-19 pandemic and other project delays

- What are your thoughts on this?
- What do you think is a reasonable timeline?

ONLINE HATE (30 minutes) Major Francophone Centres, Interior B.C.

We're going to shift our focus again, to online conversations.

- When you think about online conversations, such as social media posts on Facebook or Twitter, do you think that people should be allowed to say whatever they want online, or should there be limits to what they can say?

POLL:

- Now, I'm going to show you a list of issues and we'll then proceed to a poll to see which ones, if any, you think are major problems in Canada. **SHOW STATEMENTS ON SCREEN. RUN POLL.** Please select up to three choices maximum. If you don't think any are a major problem, then do not select any. We will then discuss your selections.
 - Child sexual exploitation
 - Hate speech
 - Incitement to violence
 - Private images being shared without permission
 - Radicalization
 - Terrorist propaganda
- How concerned are you, if at all, about these issues happening online?
- Do these issues affect you personally (or your children)?
 - Are they more issues you see in society as a whole? (or both)
- Do you think more online regulation is needed?
 - IF YES: Does the Government of Canada have a role to play to address these issues? Or, is it the responsibility of social media companies themselves?

TALLY BY SHOW OF HANDS:

- I'm going to show you a list of possible things the Government of Canada could potentially do. Then, I will ask you to tell me which one you think should be the Government of Canada's top priority. If you don't think the federal government should do any of these things, please let me know.

- Ask social media companies to increase their own monitoring
 - Increase law enforcement monitoring online of things that are illegal under current laws
 - Regulate social media companies so that there are rules on what needs to be taken down
- Moderator to discuss participants' selections.
 - How many chose (Moderator to work through each option)? Why did you choose this over the others as the top priority?
 - How many did not select any of the options? Why? Is there something else they should do instead?
 - I did ask you to select your top priority. But, do you feel they should do all of these things? Alternatively, are there any that you think they should not do? Why?

TALLY BY SHOW OF HANDS:

- Now, I'm going to show you a list of possible things social media companies could potentially do. Then, I will ask you to tell me which one you think should be their top priority. Again, if you don't think they should do any of these things, please let me know.
 - Add more filters to help users identify illegal or otherwise harmful content
 - Create stricter penalties for repeat abusers, including denying access to the platform
 - Get rid of trolls and bots
 - Provide more transparency of who the repeat abusers are
- Moderator to discuss participants' selections.
 - How many chose (Moderator to work through each option)? Why did you choose this over the others as the top priority?
 - How many did not select any of the options? Why? Is there something else they should do instead?
 - I did ask you to select your top priority. But, do you feel they should do all of these things? Alternatively, are there any that you think they should not do? Why?
- Which of these two options comes closer to your view (**SHOW OPTIONS ON SCREEN. TALLY BY SHOW OF HANDS**):
 - There should not be increased regulation of social media platforms, even if it means things like hate speech or incitement to violence may harm people
 - There should be increased regulation of social media platforms, even if it means legitimate material may occasionally be flagged and/or removed

SMALL NUCLEAR REACTORS (15 minutes) New Brunswick

Changing topics again...

- How do you feel about nuclear power compared to other energy sources? Should Canada be doing more or less with nuclear power?
- Have you heard about small nuclear reactors, or Small Modular Reactors (SMRs)?

CLARIFY AS NECESSARY

Small Modular Reactors (SMRs) are an emerging area of nuclear energy innovation in Canada and around the world. SMRs will have enhanced safety features, a smaller footprint and produce less waste than traditional nuclear energy reactors.

- How do you feel about having more SMRs in Canada?
 - IF CONCERNED: What are your biggest concerns?
- Some people say this is a good way to reduce greenhouse gas emissions and get Canada to net zero emissions. What do you think of that – do you think that’s a good reason to build more SMRs in Canada, or not?
- Some people say there’s a good economic opportunity since several Canadian companies are able to make these and could sell them to other countries. This would, therefore, create jobs in Canada. What do you think of that – do you think that’s a good reason to build more SMRs in Canada, or not?

CHILD CARE (35 minutes) **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare, Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.**

GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare Now, I’d like to shift over to discussing childcare, and I would like you to think back to your situation prior to the pandemic, not how things are at the moment. So with this in mind...

Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C. Now I’d like to shift over to discussing childcare. Whether or not you currently have or have previously had a child in daycare we want to ask you the following questions based on your understanding of childcare prior to the pandemic, not how things are at the moment.

- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** How do you feel about childcare services in your area?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** What are your thoughts about childcare services in your area?
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** What could be improved?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** Do you think it could be improved?

- PROMPT AS NECESSARY: shorter waiting lists, quality of childcare, lower cost, more convenient locations? Something else?
- Are you aware of any Government of Canada plans regarding childcare?

CLARIFY:

The Government of Canada has said that it wants to make significant, long-term, sustained investment to create a Canada-wide early learning and childcare system, including further support for Indigenous Early Learning and Child Care.

- What do you think about this?
- Do you think it's important that the Government of Canada invests in childcare, or not? What makes you say that?
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people, such as those who don't have kids, may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare, when it is currently running a large deficit. What would you say to them in response?
 - That is, what kinds of points would you raise to explain the benefits of investing more in childcare?
- **Mid-size and Major Centres Saskatchewan, Interior B.C.** FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare when it is currently running a large deficit. What do you think about these concerns? Do they resonate with you?

Now I'm going to show you some potential reasons to invest more in childcare (SHOW ITEMS ON SCREEN THEN DISCUSS):

- a) Childcare is important since it allows more women to enter the workforce
- b) Childcare grows the economy because it allows more people to work
- c) More childcare spaces mean less financial pressures on hard working middle class families
- What do you think of these? Are any of these compelling reasons? What makes you say that?
- Which of these reasons do you find the MOST compelling? What makes you say that?
- Now that I've shown you some reasons, can you think of any others that support investing more in childcare in Canada?

Now, I'm going to show you two different messages regarding childcare to see what you think about them and which you prefer. SHOW ITEMS ON SCREEN THEN DISCUSS.

1. Investing in accessible, high-quality, affordable and inclusive child care is not only good for families, it makes good economic sense.

2. High quality, affordable child care is not a luxury, it is a necessity. That is why we are creating a national system that will cut costs and create more spaces.

- Which one of these messages resonates more with you? Why?

GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare I'm going to show you some possible things the Government of Canada could do as part of its plan for a Canada-wide early learning and childcare system. We're going to read them over, and then proceed to a poll. **SHOW ITEMS ON SCREEN FIRST. RUN POLL.** Now, please select which one you think should be the Government of Canada's target.

- Cutting the cost of childcare by \$5,000 a year by next year, and eventually cutting it by \$7,500.
 - Cutting the cost of childcare in half to start, and eventually reducing it by 75%.
 - Putting a cap of \$20 a day on childcare costs next year, and eventually lowering it to \$10 a day.
- **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** NOTE TO MODERATOR: After the vote, please discuss why they made that decision.
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** Which of these would help you the most? Why is that?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** Are these realistic targets?
 - **GTA Parents with Kids in Daycare or Considering Daycare** If the Government of Canada were to cut the costs by \$5,000, would it be better if a rebate was sent to parents for this OR should they find a way to make sure that the actual costs that are charged by the daycare provider go down? Or does it not matter to you, as long as actual costs go down?

COVID ALERT APP (20 minutes) **Mid-size and Major Centres Saskatchewan**

- Has anyone heard of the Government of Canada's COVID Alert App?
- Have any of you downloaded this app?
- Do you know how it works? Can you explain it briefly?

MODERATOR TO CLARIFY/READ FOR ALL PARTICIPANTS AND SHOW ON SCREEN

Back in the summer, the Government of Canada developed a smartphone app that would notify its users if they have been physically close to someone who has been diagnosed with COVID-19.

The way it works is that it runs in the background using Bluetooth, and whenever you're closer than 2 metres from someone who also has the COVID Alert app, both phones exchange random codes. These codes change often and cannot be used to identify you.

If someone with the app is diagnosed with COVID-19, they can choose to upload the random codes their phone has sent, which goes into a central server. The server only gets the codes, not information about the person.

Every day, whenever your phone is connected to the Internet, your phone will get a list of the random codes from people who reported a diagnosis. If it finds a match, the app notifies you that you've been exposed and gives you guidance.

MODERATOR TO READ THE FOLLOWING: In February, the app will be updated in order to collect additional information. I am going to show you some messages that the Government of Canada is planning to share with people over social media about these changes. I'm going to go through them with you and then we will discuss.

SHOW ON SCREEN

Messages:

- As of Feb XX, new performance data will be collected from #COVIDAlert to better measure the app's effectiveness on reducing the spread of #COVID19. Learn more: canada.ca/COVIDAlert
- To support the ongoing development and assessment of the #COVIDAlert app, the Government of Canada will start collecting limited in-app data while preserving the app's privacy-protecting approach. The following data will be included on a go-forward basis:
 - The number of users per province or territory
 - The number of exposure notifications sent
 - The number of app users who enter a one-time key after receiving a notification
 - Technical performance data
- This data will help to better assess the effectiveness of the app, and catch and fix any issues faster to provide a better service to Canadians. Learn more by visiting: canada.ca/COVIDAlert
- To support the ongoing development of #COVIDAlert, the #GoC will start collecting limited in-app performance data related to the use and functioning of the app. Learn more: canada.ca/COVIDAlert

Questions:

- What are your initial thoughts about these changes?
- For those of you who have downloaded the app, does it make you more or less likely to keep the app on your phone, or does it make no difference? What makes you say that?

- For those of you who haven't downloaded the app, does it make you more or less likely to download it, or does it make no difference? What makes you say that?
- IF NOT MENTIONED: Do any of you have concerns about privacy?
 - IF YES: is there anything specific in these messages that creates concern for you?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – JANVIER 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (10 - 15 minutes) Tous les lieux

- Ces derniers temps, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ?
 - Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. POUR LES MENTIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT DU CANADA : Y a-t-il d'autres personnes qui ont entendu parler de cela ? Qu'avez-vous entendu ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la récente annonce du gouvernement du Canada de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il proposait des mesures en vue de permettre au Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de rendre le pays carboneutre d'ici 2050. L'une de ces mesures comprend l'augmentation du prix du carbone jusqu'en 2030. Le système de tarification du carbone remet tous les produits aux particuliers, aux familles et aux entreprises.

- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Que pensez-vous de l'augmentation du prix sur la pollution ?
- Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Connaissez-vous l'*Incentif à agir pour le climat* ? Si oui, de quoi s'agit-il ? Savez-vous quel est le montant du paiement, approximativement ?

Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN**

Le système de tarification du carbone remet tous les produits aux particuliers, aux familles et aux entreprises. En ce qui concerne les particuliers et les familles, il s'agit d'un paiement qui prend la forme d'*Incentif à agir pour le climat*.

- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Pensez-vous que le montant que vous recevrez grâce à la tarification du carbone sera plus, moins, ou à peu près le même que ce que vous débourserez pour les coûts associés à la tarification de la pollution ?

MOT-SYMBOLE « CANADA » (15 minutes) Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick

- Lorsque vous voyez de l'information émanant du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - *Sonder* : Est-il clair pour vous que vous regardez de l'information provenant du gouvernement du Canada ? Pourquoi ?
 - *Si la réponse est non, sonder* : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous n'étiez pas certain ?
- Et lorsque vous entendez de l'information émanant du gouvernement du Canada, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - *Sonder* : Où avez-vous entendu ceci ? Radio ? Télévision ?

AFFICHER le mot-symbole « Canada » À L'ÉCRAN

- Avez-vous déjà vu ce symbole ?
- Où avez-vous vu ce symbole ?
- J'aimerais savoir ce que ce symbole signifie en général et ce qu'il signifie pour vous personnellement.

- Pour commencer, que signifie ce symbole en général ? Autre chose ?
 - *Si l'on n'en fait pas mention, sonder* : Pensez-vous que le mot-symbole représente le Canada ? Pourquoi ?
- Bien. Maintenant, que signifie ce symbole pour vous personnellement ?
 - *Sonder au besoin* :
 - À quoi avez-vous le plus tendance à associer ce symbole ? Quels sentiments suscite-t-il ? Pourquoi ?
 - Ce symbole représente-t-il des impressions/idées positives ou négatives ? Pourquoi ?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications/échanges d'informations ?
- Où vous attendez-vous à voir ou à entendre ce symbole ? Où ce mot-symbole devrait-il figurer ?
- *Si l'on ne mentionne pas CONFIANCE/CRÉDIBILITÉ/CERTITUDE, demander* : Lorsque vous voyez ce symbole, faites-vous confiance à l'information qui l'accompagne ? Avez-vous la certitude que l'information est crédible ? Pourquoi ?

PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (15 - 30 minutes) Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B.

Maintenant, j'aimerais parler de COVID-19...

- Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ?
 - Qu'avez-vous fait ?
 - Si oui : pourquoi faites-vous davantage ces choses ?
 - Si non : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick
Qu'avez-vous entendu récemment au sujet d'un vaccin COVID-19 ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick
Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?
 - Comptez-vous vous faire vacciner ?

- [SI NON] Pourquoi pas ?
 - [SI INCERTAIN(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
 - Grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick [SI INCERTAIN(E)] Lorsque vous entendez parler des personnes qui se sont fait vacciner au Canada, est-il plus probable ou moins probable que vous soyez influencé par leurs expériences ? Est-ce que cela a une incidence sur votre position quant à vous faire vacciner ? Pourquoi ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick Selon vous, quelle est une date cible raisonnable à laquelle toute personne au Canada (qui souhaite être vaccinée) sera vaccinée ?
 - Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment au sujet des nouvelles directives concernant les voyages internationaux ?

Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a annoncé que tous les passagers aériens âgés de cinq ans ou plus soient déclarés négatifs à la COVID-19 avant qu'ils n'effectuent un voyage à partir d'un pays étranger vers le Canada. La documentation d'un résultat négatif doit être présentée au transporteur aérien avant l'embarquement sur un vol à destination du Canada. Le test doit être réalisé au cours des 72 heures avant le départ prévu du voyageur à destination du Canada. Toute personne qui reçoit un résultat négatif au test de dépistage et qui est autorisée à entrer au Canada doit quand même se soumettre à la quarantaine obligatoire de 14 jours complets.

- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec Dans l'ensemble, pensez-vous que les règles actuelles concernant les voyages et les frontières sont adéquates, est-ce que le gouvernement du Canada doit faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de voyager, ou est-ce que le gouvernement du Canada doit en faire davantage pour limiter les voyages ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec (Si le gouvernement du Canada doit en faire davantage pour limiter les voyages) : Que devrait faire précisément le gouvernement du Canada ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. De quelle façon est-ce que la COVID-19 et les restrictions liées à la COVID vous ont affecté ?

- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Quel effet cela a-t-il eu sur vous et votre famille ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Est-ce que cela a été difficile pour vos enfants ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Est-ce que cela a été difficile pour vous en tant que parent ?
 - Comment est-ce que cela se compare aux restrictions du printemps dernier — est-ce plus difficile, plus facile, ou à peu près la même chose maintenant ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Est-ce que vous avez encore des enfants qui vont à la garderie ou est-ce qu'elles ont été fermées ?
 - ENFANTS EN GARDERIE : Vous inquiétez-vous quant à envoyer vos enfants à la garderie ? Qu'est-ce qui vous inquiète le plus par rapport à cela ?
 - **DEMANDER AU BESOIN** : La santé de vos enfants ? Que vos enfants vous transmettent la COVID ou la transmettent à d'autres membres de votre famille ? Autre chose ?
 - ENFANTS DEMEURANT À LA MAISON : Quel impact cela a-t-il eu sur vos comportements quotidiens ? Cela a-t-il eu un impact sur votre travail ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** À votre avis, qu'est-ce qui est le plus nécessaire afin de rendre les choses plus sûres dans les garderies ?
 - **SONDER** : Est-ce que les garderies ont besoin de plus d'espace afin de placer les enfants à plus grande distance les uns des autres ? Doivent-elles embaucher plus d'éducateur(-trice)s ? Doivent-elles embaucher plus de personnel d'entretien ménager ? Y a-t-il autre chose ?
 - **Grands centres francophones, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B.** En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien ces derniers temps ?
 - **Aîné(e)s de l'île de Vancouver** En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, comment évalueriez-vous le genre de soutiens offerts aux aîné(e)s ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Que pourrait-il faire de mieux ?

REMBOURSEMENT DE LA PCU (20 - 40 minutes) Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec, personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

- Que pensez-vous de la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie, notamment en ce qui concerne le soutien financier aux personnes touchées par COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il fait mieux ou qu'il fait moins bien ?
 - Veuillez expliquer.
- Avez-vous entendu parler de la question du remboursement de la PCU pour les personnes qui l'ont reçue par erreur ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT, AU BESOIN

Les paiements versés à une personne qui, par la suite, est jugée non admissible doivent être remboursés. Toutes personnes qui ont reçu par erreur plusieurs paiements ou des paiements pour lesquels elles n'étaient pas admissibles devraient entreprendre le processus de remboursement si elles ne l'ont pas déjà fait.

- Que pensez-vous de cela ?
- Pour toutes personnes l'ayant reçu par erreur, qu'est-ce qui vous semble le plus sensé :
 - Elles devraient toutes être tenues de la rembourser
 - Déterminer si une personne est tenue de la rembourser ou non devrait être fait au cas par cas
 - Il devrait y avoir des exceptions pour les personnes en situation de pauvreté
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec En ce qui concerne le remboursement, pensez-vous que les Canadiens devraient payer ce qu'ils doivent d'ici la date limite de production à la fin du mois d'avril, ou pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait permettre aux Canadiens de rembourser la totalité du montant sur un certain nombre de mois ou d'années ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec Et en ce qui concerne les travailleurs autonomes qui ont reçu par erreur la PCU en raison d'une confusion dans les critères d'admissibilité, pensez-vous que ces personnes devraient être accordées le même traitement ou un traitement différent de celui des Canadiens qui travaillent pour un employeur ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Savez-vous si les montants de la PCU sont imposables ?

Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Les montants de PCU sont imposables. Vous devrez déclarer les montants inscrits sur votre relevé d'impôt T4A dans votre déclaration de revenus de 2020.

- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec En pensant à votre déclaration de revenus personnelle, croyez-vous que vous aurez à payer de l'impôt sur la PCU ?

Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec POUR LES PERSONNES QUI S'ATTENDENT À DEVOIR PAYER DES IMPÔTS SUR CELLE-CI :

- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec Quel genre de conséquence cela aura-t-il sur vous ?
 - Y en a-t-il parmi vous qui craignent que cela vous place dans une situation financière difficile ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens prestataires de la PCU de la ville de Québec Croyez-vous que toute personne qui doit payer l'impôt sur la PCU devrait bénéficier d'une fenêtre de remboursement plus longue, ou pensez-vous que cela devrait être considéré comme tout autre montant d'impôt dû ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

ENJEUX LOCAUX/INDUSTRIES LOCALES (20 minutes) Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan

Changeons un peu de sujet.

- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador Quels sont les secteurs et les industries les plus importants de Terre-Neuve-et-Labrador ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont le plus besoin d'aide ?
- Aîné(e)s de l'île de Vancouver Si vous pensez aux secteurs et aux industries les plus importants de l'île de Vancouver, croyez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde suffisamment d'attention, ou non ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Aîné(e)s de l'île de Vancouver DEMANDER AU BESOIN : À votre avis, quels sont les secteurs et les industries de l'île de Vancouver auxquels le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ?
- Nouveau-Brunswick Si vous pensez aux secteurs et aux industries les plus importants du Nouveau-Brunswick, croyez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde suffisamment d'attention, ou non ?

- Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Nouveau-Brunswick** DEMANDER AU BESOIN : À votre avis, quels sont les secteurs et les industries du Nouveau-Brunswick auxquels le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ?
- **Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan** Quels sont les secteurs et les industries les plus importants de la Saskatchewan ?
- **Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan** Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries de la Saskatchewan qui ont le plus besoin d'aide ?
- **Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador** Maintenant, en pensant aux pêches locales, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
- **Aîné(e)s de l'île de Vancouver** Et, en pensant aux pêches et à l'aquaculture locales, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir les pêches locales ?
- **Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador** Maintenant, en pensant au pétrole et au gaz à Terre-Neuve, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir le secteur pétrolier et gazier ici ?
- **Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan** Maintenant, en pensant au pétrole et au gaz, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir l'industrie pétrolière et gazière ?
- **Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador** Maintenant, en pensant au tourisme à Terre-Neuve, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
- **Aîné(e)s de l'île de Vancouver** Maintenant, en pensant au tourisme sur l'île de Vancouver, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
- **Nouveau-Brunswick** Maintenant, en pensant au tourisme au Nouveau-Brunswick, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?

- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir le secteur du tourisme de Terre-Neuve ?
- Aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir le secteur du tourisme ici ?
- Nouveau-Brunswick Maintenant, en pensant à l'agriculture au Nouveau-Brunswick, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan Maintenant, en pensant à l'agriculture, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Nouveau-Brunswick Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir l'agriculture ?
 - Nouveau-Brunswick Qu'en est-il du secteur de la fabrication et de la transformation ?
 - Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir l'agriculture ici ?
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan Maintenant, en pensant à l'extraction minière et à la production d'électricité dans les centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour soutenir le secteur minier et de production d'électricité ?
- Anciens prestataires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit que le gouvernement du Canada ait fait pour soutenir le projet hydroélectrique de Muskrat Falls ?
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan Y a-t-il des enjeux spécifiques aux centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan auxquels, à votre avis, le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ? Pourquoi ont-ils besoin d'un soutien de la part du fédéral ?

LA LANGUE FRANÇAISE (15 – 20 minutes) Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT

Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Changeons un peu de sujet.

- **Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** En ce qui concerne la langue française au Québec, que pensez-vous de l'état de la langue française ?
- **Grands centres francophones** En pensant à la langue française dans votre région particulière (puisque certains d'entre vous se trouvent au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick), que pensez-vous de l'état de la langue française ?
 - Pensez-vous qu'elle est menacée ?
 - Est-elle menacée dans d'autres régions du Canada ?
- **Aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Que pensez-vous de l'état de la langue française au Canada ?
- **Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones** Est-ce que le gouvernement du Canada en fait assez pour protéger la langue française ?
 - (SI NON) Que devrait-il faire ?
 - (SI NON) POURQUOI devrait-il en faire davantage pour protéger la langue française au Canada ?
 - Que feriez-vous pour convaincre quelqu'un qui ne pense pas que le gouvernement du Canada doit en faire davantage pour protéger la langue française ? Que leur diriez-vous ?
- **Aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Pour ce qui est du gouvernement du Canada, est-ce qu'il en fait assez, pas assez ou trop pour protéger la langue française au Canada ?
 - (SI PAS ASSEZ) Que devrait-il faire ?

Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Je vais vous présenter quelques mesures qui pourraient être prises pour soutenir la langue française. Pour chacune d'entre elles, j'aimerais avoir votre avis à savoir si vous estimez que c'est une bonne idée ou non, et si cela ou comment cela contribuerait à protéger la langue française. La première est...

- **Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones** Veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale (par exemple, les banques, les sociétés de télécommunications, les compagnies aériennes) qui fonctionnent dans des communautés francophones ou bilingues doivent avoir le français comme l'une des langues de travail. Cela signifie que les employés sont capables de faire leur travail en français et que leurs employeurs communiquent avec eux en français également.
 - Est-ce une bonne idée ?
 - Est-ce que cela contribuerait à protéger la langue française ?

- Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Augmenter l'immigration en provenance des pays francophones.
 - Est-ce une bonne idée ?
 - Est-ce que cela contribuerait à protéger la langue française ?
- Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Donner la priorité aux professeur(e)s de français dans les catégories d'immigration, afin que les programmes d'immersion en français puissent être étendus en dehors du Québec.
 - Est-ce une bonne idée ?
 - Est-ce que cela contribuerait à protéger la langue française ?
- Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Exiger que l'ensemble des juges de la Cour suprême soient bilingues ?
 - Est-ce une bonne idée ?
 - Est-ce que cela contribuerait à protéger la langue française ?

Aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT Je vais vous lire certaines choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour protéger davantage la langue française au Canada. **(NOTE AU MODÉRATEUR : lisez-les une à la fois et après chacune, demandez si l'ont pense que c'est une bonne idée ou non et pourquoi.)**

- Veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale (par exemple, les banques, les sociétés de télécommunications, les compagnies aériennes) qui fonctionnent dans des communautés francophones ou bilingues doivent avoir le français comme l'une des langues de travail. Cela signifie que les employés sont capables de faire leur travail en français et que leurs employeurs communiquent avec eux en français également.
- Augmenter l'immigration en provenance des pays francophones.
- Donner la priorité aux professeur(e)s de français dans les catégories d'immigration, afin que les programmes d'immersion en français puissent être étendus en dehors du Québec.
- Exiger que l'ensemble des juges de la Cour suprême soient bilingues.

Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Je vais vous montrer à nouveau cette liste et j'aimerais que vous choisissiez la mesure qui, selon vous, contribuerait le plus à protéger la langue française.

Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones **SONDAGE N° 1** – Les participant(e)s doivent choisir qu'une seule option.

Veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale (par exemple, les banques, les sociétés de télécommunications, les compagnies aériennes) qui fonctionnent dans des communautés

francophones ou bilingues doivent avoir le français comme l'une des langues de travail. Cela signifie que les employés sont capables de faire leur travail en français et que leurs employeurs communiquent avec eux en français également.

Augmenter l'immigration en provenance des pays francophones.

Donner la priorité aux professeur(e)s de français dans les catégories d'immigration, afin que les programmes d'immersion en français puissent être étendus en dehors du Québec.

Exiger que l'ensemble des juges de la Cour suprême soient bilingues.

- Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Le modérateur discutera les choix des participant(e)s.
- Anciens prestataires de la PCU de Québec, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, grands centres francophones Avez-vous d'autres recommandations qui ne font pas partie de la liste ou qui n'ont pas été mentionnées au cours de cette discussion ?

PUBLICITÉ SUR LES VACCINS (15 - 40 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, aîné(e)s de l'île de Vancouver

Je vais maintenant vous montrer des concepts en cours de développement par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité portant sur le vaccin COVID-19.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan Il y a un total de trois concepts qui comprennent chacun un scénarimage. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée (c'est ce que nous appelons un scénarimage) et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. Un scénarimage est ce que les annonceurs produisent au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la publicité pourrait ressembler dans sa version définitive. Le produit final sera une vidéo de 15 secondes réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité.

Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Il y a un total de trois concepts qui comprennent chacun un scénarimage. Chaque concept a deux versions. Chaque version doit donc fournir des exemples du genre de choses qui figureraient dans chaque approche (c'est-à-dire que dans la version définitive, il y aura de multiples versions de ce concept). Vous remarquerez que la publicité n'est pas dans sa forme définitive. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée (c'est ce que nous appelons un scénarimage) et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. Un scénarimage est ce que les annonceurs produisent au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la publicité pourrait ressembler dans sa version définitive. Veuillez noter que les images qui figurent dans la publicité que

vous allez voir sont utilisées seulement à titre d'exemple (elles ont été tirées d'une banque d'images) pour vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait la publicité ; ce ne sont pas celles qui seront utilisées. Le produit final sera **une vidéo de 15 secondes** réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité.

Aîné(e)s de l'île de Vancouver Il y a un total de trois concepts dont chacun comprend des images de bannière. Vous remarquerez qu'elles ne sont pas dans une forme achevée.

ALTERNER LA SÉQUENCE DES CONCEPTS PAR RÉGION

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario ordre de présentation : 1a, 1b, 2a, 2b, 3a, 3b

Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan ordre de présentation : 2a, 2 c, 3b, 3 c, 1b, 1 c

Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta ordre de présentation : 3a, 3b, 1a, 1b, 2a, 2b

Personnes hésitantes à la vaccination de la RGM ordre de présentation : 1a, 1b, 3a, 3b, 2a, 2b

Aîné(e)s de l'île de Vancouver ordre de présentation : 2, 1, 3

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 1a À L'ÉCRAN : Une dose de faits

Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan AFFICHER CONCEPT 1b À L'ÉCRAN : Une dose de faits

Aîné(e)s de l'île de Vancouver AFFICHER CONCEPT 1 À L'ÉCRAN : Une dose de faits

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Quel est le message principal de cette publicité ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Est-ce que cette publicité répond à quelque préoccupation que vous pourriez avoir au sujet des vaccins COVID-19 ?
- **Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Et supposons que ça disait quelque chose comme « apprenez-en davantage sur la façon dont les vaccins COVID-19 peuvent vous aider à vous protéger. » Tenant compte de cela, est-ce que le concept dans son ensemble vous inciterait à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations ?

- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace ?
- Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, aîné(e)s de l'île de Vancouver Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace ou sur ce qui pourrait vous inciter à consulter le site Web ?
- Aîné(e)s de l'île de Vancouver Vous incite-t-elle à vous rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ?

Maintenant, je vais vous montrer une autre version de cette publicité.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 1b À L'ÉCRAN : Une dose de faits
Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan AFFICHER CONCEPT 1b (VERSION AUTOCHTONE) À L'ÉCRAN : Une dose de faits

- Que pensez-vous de cette version de l'annonce ?
- Pensez-vous que celle-ci est plus efficace ou moins efficace que la première version que vous avez vue ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Dans les deux versions de ce concept, vous avez peut-être remarqué la signature à la fin qui dit « *Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin.* » J'aimerais vous montrer deux autres signatures possibles et connaître votre avis sur celles-ci. AFFICHER À L'ÉCRAN LES SIGNATURES UNE DOSE DE FAITS. Les deux autres versions sont « *Informez-vous. Soyez prêt pour le vaccin* » and « *Informez-vous. Préparez-vous au vaccin.* »
 - Y a-t-il une différence entre les trois ? Le cas échéant, comment les interprétez-vous ou réagissez-vous à chacune d'entre elles ?
 - Laquelle parmi celles-ci préférez-vous et pourquoi ? SONDAGE À MAIN LEVÉE.

Passons au concept suivant.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 2a À L'ÉCRAN : Les vaccins et vous
Aîné(e)s de l'île de Vancouver AFFICHER CONCEPT 2 À L'ÉCRAN : Les vaccins et vous

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité répond à quelque préoccupation que vous pourriez avoir au sujet des vaccins COVID-19 ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de

l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace ?

- **Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Encore une fois : supposons que ça disait quelque chose comme « apprenez-en davantage sur la façon dont les vaccins COVID-19 peuvent vous aider à vous protéger. » Tenant compte de cela, est-ce que le concept dans son ensemble vous inciterait à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations ?
- **Aîné(e)s de l'île de Vancouver** Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace sur ce qui pourrait vous inciter à consulter le site Web ?

Maintenant, je vais vous montrer une autre version de cette publicité.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 2b À L'ÉCRAN : Les vaccins et vous

Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan AFFICHER CONCEPT 2c (VERSION AUTOCHTONE) À L'ÉCRAN : Les vaccins et vous

- Que pensez-vous de cette version de l'annonce ?
- Pensez-vous que celle-ci est plus efficace ou moins efficace que la première version que vous avez vue ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Maintenant, je vais vous montrer un troisième concept.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 3a À L'ÉCRAN : Demandez à un expert

Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan AFFICHER CONCEPT 3b À L'ÉCRAN : Demandez à un expert

Aîné(e)s de l'île de Vancouver AFFICHER CONCEPT 3 À L'ÉCRAN : Demandez à un expert

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Quel est le message principal de cette publicité ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Est-ce que cette publicité répond à quelque préoccupation que vous pourriez avoir au sujet des vaccins COVID-19 ?

- **Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM** Est-ce qu'elle vous incite à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations ?
 - SI NON : Supposons que ça disait quelque chose comme « Apprenez-en davantage sur comment fonctionnent les vaccins. »
- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan** Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace ?
- **Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, aîné(e)s de l'île de Vancouver** Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace sur ce qui pourrait vous inciter à consulter le site Web ?

Maintenant, je vais vous montrer une autre version de cette publicité.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM AFFICHER CONCEPT 3b À L'ÉCRAN : Demandez à un expert

Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan AFFICHER CONCEPT 3c (VERSION AUTOCHTONE) À L'ÉCRAN : Demandez à un expert

- Que pensez-vous de cette version de l'annonce ?
- Pensez-vous que celle-ci est plus efficace ou moins efficace que la première version que vous avez vue ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Si vous pouviez poser une question à un expert sur les vaccins COVID-19, que lui demanderiez-vous ?

RÉCAPITULATIF DE LA PUBLICITÉ

- **Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan **SONDAGE** :** Lequel des trois concepts vous semble le plus efficace pour ce qui est de répondre à quelconque préoccupation que vous pourriez avoir au sujet des vaccins COVID-19 ? (**NOTE AU MODÉRATEUR : SI ON LE DEMANDE, PRÉCISER QUE L'ON DOIT TENIR COMPTE DE L'ENSEMBLE DES CONCEPTS 1, 2 et 3 [AVEC L'AUTRE VERSION] POUR FINS DE COMPARAISON.**)
- **Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, aîné(e)s de l'île de Vancouver **SONDAGE****
Indépendamment des images ou des messages uniques à chaque concept, laquelle des trois approches vous semble la plus efficace pour ce qui est de répondre à quelconque préoccupation que vous pourriez avoir au sujet des vaccins COVID-19 : est-ce une approche qui présente des faits sur les vaccins (*Une dose de faits*), une approche question-réponse

(*Les vaccins et vous*), ou une approche du genre « *Demandez à un(e) expert(e)* » ? (**NOTE AU MODÉRATEUR : SI ON LE DEMANDE, PRÉCISER QUE QUE L'ON DOIT TENIR COMPTE DE L'ENSEMBLE DES CONCEPTS 1, 2 et 3 [AVEC L'AUTRE VERSION] POUR FINS DE COMPARAISON.**)

- Qu'est-ce qui fait que vous préférez le concept XX plutôt que les autres ?

VACCIN COVID-19 (15 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM, parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B.

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM J'aimerais maintenant me concentrer de manière plus générale sur les vaccins COVID-19, et pas seulement sur les concepts publicitaires que nous venons de passer en revue...

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Maintenant, j'aimerais me tourner vers les vaccins COVID-19...

- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Certain(e)s d'entre vous ont répondu oui, mais que vous préférez attendre, et d'autres ont répondu être incertain(e)s. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Parmi les concepts publicitaires que nous venons de voir, est-ce qu'il y en a qui vous ont fait reconsidérer votre choix ou qui vous ont amenés à vous sentir plus enclin à vous faire vacciner ? De quelle façon ?
 - [SI TOUJOURS RÉTICENT(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM Lorsque vous entendez parler de gens qui se font vacciner au Canada, est-il plus probable ou moins probable que vous allez vouloir vous faire vacciner, ou est-ce que cela ne vous influence pas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, personnes hésitantes à la vaccination de la RGM De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider à prendre une décision quant à recevoir le vaccin COVID-19 ?

- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres taille de moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Avez-vous l'intention de recevoir le vaccin COVID-19 lorsqu'il vous sera proposé, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - (POUR LES PERSONNES QUI SONT HÉSITANTES) Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres taille de moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour ce qui est de l'achat et de la distribution du vaccin aux provinces et territoires, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Par rapport à d'autres pays, comment évaluez-vous le Canada dans son ensemble pour ce qui est de vacciner les gens ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?

Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Maintenant, je vais vous montrer trois affirmations différentes qui portent sur le plan de vaccination du gouvernement du Canada, puis je vous poserai quelques questions.

Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. AFFICHER À L'ÉCRAN

- Le Canada est en bonne voie de vacciner toutes les personnes qui le souhaitent d'ici la fin du mois de septembre.
 - Le Canada vaccine ses citoyen(ne)s à un rythme deux fois supérieur au taux mondial
 - Jusqu'à présent, le Canada a vacciné ses citoyen(ne)s à peu près au même rythme que l'Union européenne
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Que pensez-vous du plan de vaccination du gouvernement du Canada après avoir lu ces affirmations ?
 - Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Y a-t-il certaines de ces affirmations qui vous rassurent sur le plan de vaccination du Canada ? Lesquelles ?
 - Est-ce que quelqu'un se sent moins bien par rapport à ce plan ? Ou alors, celui-ci vous laisse-t-il indifférent ?

L'ITINÉRANCE (15 - 20 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver, Nouveau-Brunswick

Personnes hésitantes à la vaccination des grands centres de l'Ontario, Canadiens racisés des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta Maintenant, je souhaiterais changer de sujet afin qu'on se penche sur la question de l'itinérance.

Grands centres francophones, aîné(e)s de l'île de Vancouver Encore une fois, je souhaiterais changer de sujet afin qu'on se penche sur la question de l'itinérance.

- Pensez-vous qu'il y a un problème d'itinérance au Canada ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Est-ce que l'itinérance s'est aggravée récemment ? S'est améliorée ? Est demeurée inchangée ?
- Que peut faire le gouvernement du Canada pour contribuer à la lutte contre l'itinérance au pays ?
- Pensez-vous qu'il soit réaliste d'essayer de mettre fin à l'itinérance d'ici les dix prochaines années ?
 - Ou serait-il plus réalisable si le gouvernement du Canada visait une réduction de 50 % ?

SONDAGE :

- Je vais vous montrer quelques énoncés qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada en tant que message général sur la question de l'itinérance au pays. Nous allons les lire, puis nous procéderons à un sondage. AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. LANCEZ LE SONDAJE. Maintenant, veuillez en choisir un qui représente le genre de message le plus approprié pour le gouvernement fédéral sur la question de l'itinérance.
 - Chaque Canadienne et Canadien mérite d'avoir un chez-soi sécuritaire et abordable.
 - Une personne itinérante au Canada en est une de trop.
 - Dans un pays comme le Canada, personne ne devrait vivre dans la rue.

NOTE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : Après le vote, veuillez discuter des raisons qui ont motivé cette décision.

MESSAGES VACCINAUX (20 minutes) Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan

Je vais maintenant vous montrer une série de messages que le gouvernement du Canada pourrait émettre en lien avec les vaccins COVID-19. J'aimerais que vous les lisiez individuellement et nous en discuterons par la suite.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- La COVID-19 peut être dévastatrice pour les personnes qui ont des conditions médicales sous-jacentes, comme les maladies cardiaques et le diabète. Les nouveaux vaccins les protégeront.
 - Le vaccin COVID-19 est maintenant disponible pour les aîné(e)s autochtones de plus de 70 ans. Celui-ci les protégera et il est sécuritaire même pour ceux qui ont des conditions médicales sous-jacentes.
 - Les vaccins COVID-19 de Moderna et de Pfizer sont tous deux efficaces. Les communautés éloignées recevront le Moderna, car c'est celui qu'elles sont le plus en mesure d'entreposer. Apprenez-en davantage.
 - Les communautés éloignées recevront le vaccin Moderna, car c'est celui qu'elles sont le plus en mesure d'entreposer. Les leaders autochtones ont pris cette décision avec les responsables de la santé pour la sécurité de leur communauté.
 - Les peuples autochtones ont participé aux essais du vaccin COVID-19, qui se sont révélés sûrs et efficaces pour eux. D'autres groupes, tels que les enfants et les femmes enceintes, n'ont pas été testés, c'est pourquoi ils ne sont pas recommandés pour le déploiement initial de la vaccination.
 - Les leaders autochtones ont contribué à déterminer qui sera vacciné en premier. Les vaccins COVID-19 sont maintenant disponibles pour les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis.
 - Les communautés des Premières Nations et des Inuits ont réussi à stopper la propagation du virus H1N1 en se faisant vacciner. Les vaccins COVID-19 vous aideront à faire de même.
- Je vais vous soumettre un sondage. J'aimerais que vous choisissiez parmi ces messages ceux qui, le cas échéant, sont les plus importants (les participants doivent sélectionner au maximum 2 ou 3 messages).

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

QUESTIONS AUTOCHTONES (30 minutes) Peuples autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
 - Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
 - Que peut-il améliorer ?
-
- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
 - Le droit à l'identité culturelle
 - Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
 - La protection contre la discrimination
- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant à ce que le gouvernement du Canada a fait en réponse à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que cela changera quelque chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?

- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à l'échéancier du gouvernement du Canada pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est, à votre avis, un délai raisonnable ?

LA HAINE SUR INTERNET (30 minutes) Grands centres francophones, intérieur de la C.-B.

Nous allons à nouveau nous tourner vers les conversations en ligne.

- Lorsque vous pensez aux conversations en ligne, comme les publications dans les médias sociaux tels que Facebook ou Twitter, pensez-vous que les gens devraient être autorisés à dire ce qu'ils ou elles veulent en ligne, ou devrait-il y avoir des limites à ce que les gens peuvent dire ?

SONDAGE :

- Je vais maintenant vous montrer une liste d'enjeux et nous allons ensuite procéder à un sondage pour voir lesquels, le cas échéant, constituent selon vous des problèmes majeurs au Canada. **AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. LANCEZ LE SONDAGE.** Veuillez en choisir un maximum de trois. Si vous ne croyez pas que l'un d'entre eux constitue un problème majeur, alors n'en choisissez aucun. Nous discuterons ensuite de vos choix.
 -
 - L'exploitation sexuelle des enfants
 - Les discours haineux
 - L'incitation à la violence
 - La diffusion non consensuelle d'images intimes
 - La radicalisation
 - La propagande terroriste

- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé, si vous l'êtes du tout, par ces phénomènes que l'on observe en ligne ?
- Est-ce que ces enjeux vous touchent personnellement (ou touchent vos enfants) ?
 - S'agit-il plutôt de problèmes que l'on observe dans l'ensemble de la société ? (Ou les deux)
- Pensez-vous qu'une plus grande réglementation en ligne soit nécessaire ?
 - SI OUI : Est-ce que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer en réponse à ces enjeux ? Ou est-ce la responsabilité des entreprises de médias sociaux elles-mêmes ?

DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE :

- Je vais vous montrer une liste de possibles choses que le gouvernement du Canada pourrait potentiellement faire. Ensuite, je vous demanderai de me dire laquelle vous estimez devrait-être la priorité absolue du gouvernement du Canada. Si vous estimez que le gouvernement fédéral ne devrait faire aucune de ces choses, veuillez me le dire.
 - - Demander aux entreprises de médias sociaux d'accroître leur propre surveillance.
 - Renforcer la surveillance en ligne par les forces policières des choses qui sont illégales selon les lois actuelles.
 - Réglementer les entreprises de médias sociaux afin que des règles soient établies sur ce qui doit être retiré.
- Le modérateur discutera des choix des participant(e)s.
 - Combien d'entre vous avez choisi (Le modérateur passera en revue chaque option.) ? Pourquoi avez-vous choisi cette option plutôt que les autres comme priorité absolue ?
 - Combien d'entre vous n'ont choisi aucune des options ? Pourquoi ? Y a-t-il autre chose qu'il devrait plutôt faire ?
 - Je vous ai demandé de choisir votre priorité absolue. Mais pensez-vous qu'ils devraient faire toutes ces choses ? Par ailleurs, y a-t-il des choses que vous pensez qu'ils ne devraient pas faire ? Pourquoi ?

DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE :

- Maintenant, je vais vous montrer une liste de possibles choses que les entreprises de médias sociaux pourraient potentiellement faire. Ensuite, je vous demanderai de me dire laquelle vous estimez devrait-être la priorité absolue du gouvernement du Canada. Encore une fois, si vous pensez qu'elles ne devraient faire aucune de ces choses, veuillez me le dire.
 -

- Ajouter des filtres supplémentaires pour permettre aux utilisateurs d'identifier les contenus illégaux ou autrement nuisibles.
 - Instaurer des sanctions plus strictes pour les récidivistes, y compris leur interdire l'accès à la plateforme.
 - Se débarrasser des trolls et des robots conversationnels.
 - Faire preuve d'une plus grande transparence quant à l'identité des récidivistes.
- Le modérateur discutera des choix des participant(e)s.
 - Combien d'entre vous avez choisi (Le modérateur passera en revue chaque option.) ? Pourquoi avez-vous choisi cette option plutôt que les autres comme priorité absolue ?
 - Combien d'entre vous n'ont choisi aucune des options ? Pourquoi ? Y a-t-il autre chose qu'il devrait plutôt faire ?
 - Je vous ai demandé de choisir votre priorité absolue. Mais pensez-vous qu'ils devraient faire toutes ces choses ? Par ailleurs, y a-t-il des choses que vous pensez qu'ils ne devraient pas faire ? Pourquoi ?
 -
 - Laquelle de ces deux options se rapproche le plus de votre point de vue (**AFFICHER LES ÉNONCÉS À L'ÉCRAN. DÉCOMPTE À MAIN LEVÉE**) :
 - Il ne devrait pas y avoir de réglementation accrue des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que des choses comme les discours haineux ou l'incitation à la violence peuvent faire du mal aux gens.
 - Il faut renforcer la réglementation des plateformes de médias sociaux, même si cela signifie que du contenu légitime peut occasionnellement être signalé et/ou retiré.

PETITS RÉACTEURS NUCLÉAIRES (15 minutes) Nouveau-Brunswick

Changeant encore de sujet...

- Que pensez-vous de l'énergie nucléaire par rapport aux autres sources d'énergie ? Le Canada devrait-il en faire plus ou moins avec l'énergie nucléaire ?
- Avez-vous entendu parler de petits réacteurs nucléaires, ou petits réacteurs modulaires (PRM) ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont un secteur émergent de l'innovation en matière d'énergie nucléaire au Canada et dans le monde. Les PRM auront des caractéristiques de sécurité améliorées, une plus petite empreinte et produiront moins de déchets que les réacteurs d'énergie nucléaire traditionnels.

- Que pensez-vous d'avoir plus de PRM au Canada ?
 - SI PRÉOCCUPÉ : Quelles sont vos principales préoccupations ?

- Certaines personnes affirment que c'est un bon moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'amener le Canada à la carboneutralité. Que pensez-vous de cela — pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne raison de construire davantage de réacteurs PRM au Canada, ou non ?
- Certaines personnes disent que cela représente une occasion économique importante puisque plusieurs entreprises canadiennes ont la capacité de les fabriquer et qu'elles pourraient les vendre à d'autres pays. Cela permettrait donc de créer des emplois au Canada. Que pensez-vous de cela — Pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne raison de construire davantage de réacteurs PRM au Canada, ou non ?

SERVICE DE GARDE (35 minutes) Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT, centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B.

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT J'aimerais maintenant que l'on passe à une discussion sur la garde des enfants, et j'aimerais que vous pensiez à votre situation avant la pandémie, et non à votre situation actuelle. Donc, avec ceci en tête...

Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. J'aimerais maintenant passer à une discussion sur les services de garde des jeunes enfants. Que vous ayez ou non un enfant en garderie, nous voulons vous poser les questions suivantes en nous basant sur votre compréhension des services de garde des jeunes enfants avant la pandémie, et non sur la situation actuelle.

- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT Que pensez-vous des services de garde dans votre secteur ?
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Que pensez-vous des services de garde dans votre secteur ?
- Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?
- Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B. Croyez-vous qu'ils pourraient être améliorés ?
 - DEMANDEZ AU BESOIN : des listes d'attente plus courtes, la qualité des services de garde, des coûts moins élevés, des endroits plus pratiques ?
- Êtes-vous au courant des plans du gouvernement du Canada en matière de services de garde des jeunes enfants ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il veut faire *un important investissement à long terme et de façon soutenue pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants*, y compris un soutien supplémentaire pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.

- Que pensez-vous de cela ?
- Croyez-vous qu'il est important que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde des jeunes enfants ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** POUR LES PERSONNES QUI PENSENT QUE C'EST IMPORTANT : Certaines personnes peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Que leur diriez-vous en réponse à cela ?
 - C'est-à-dire, quels genres de points soulèveriez-vous pour expliquer les avantages liés à un investissement accru dans les services de garde d'enfants ?
- **Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan, intérieur de la C.-B.** POUR CEUX QUI PENSENT QUE C'EST IMPORTANT : Certaines personnes peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Que pensez-vous de ces préoccupations ? Est-ce qu'elles vous interpellent ?

Je vais maintenant vous montrer quelques raisons potentielles d'investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants (AFFICHER LES POINTS À L'ÉCRAN, PUIS EN DISCUTER) :

- a) Les services de garde des jeunes enfants sont importants, car ils permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail
 - b) Les services de garde des jeunes enfants font croître l'économie, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes de travailler
 - c) Plus de places dans les services de garde des jeunes enfants signifie moins de pressions financières pour les familles de la classe moyenne, qui travaillent fort
- Qu'en pensez-vous ? Y a-t-il des raisons convaincantes ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Laquelle de ces raisons trouvez-vous la PLUS convaincante ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Maintenant que je vous ai présenté quelques raisons, pouvez-vous en trouver d'autres qui favorisent un plus grand investissement dans la garde des jeunes enfants au Canada ?

Maintenant, je vais vous montrer deux messages différents au sujet des services de garde des jeunes enfants pour voir ce que vous en pensez et lequel vous préférez. AFFICHER LES MESSAGES À L'ÉCRAN, PUIS EN DISCUTER

1. Investir dans des services de garde des jeunes enfants qui sont accessibles, de qualité, abordables et inclusifs n'est pas seulement bon pour les familles, c'est aussi une bonne chose sur le plan économique.

2. Des services de garde des jeunes enfants de haute qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un système national qui permettra de réduire les coûts et de créer plus de places.

- Lequel de ces messages vous interpelle le plus ? Pourquoi ?

Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT Je vais vous montrer différentes choses que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre dans le cadre de son plan pour un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Nous allons les lire, puis nous procéderons à un sondage. **MONTREZ D'ABORD LES ÉLÉMENTS À L'ÉCRAN. LANCER LE SONDAGE.** Maintenant, veuillez choisir celui qui, selon vous, devrait être l'objectif du gouvernement du Canada.

- Réduire les frais de garde d'enfants de 5 000 \$ par année d'ici l'an prochain, pour éventuellement les réduire de 7 500 \$.
 - Réduire de moitié les frais de garde d'enfants dans un premier temps, pour éventuellement les réduire de 75 %.
 - Fixer un plafond de 20 dollars par jour pour les frais de garde d'enfants l'année prochaine, puis le ramener à 10 dollars par jour.
- **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** NOTE AU MODÉRATEUR : Après avoir voté, veuillez discuter des raisons pour lesquelles ils ont fait ce choix.
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Lequel parmi ceux-ci vous aiderait le plus ? Pourquoi ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** S'agit-il d'objectifs réalistes ?
 - **Parents avec des enfants en garderie ou qui envisagent la garde d'enfants de la RGT** Si le gouvernement du Canada devait réduire les frais de 5 000 \$, serait-il préférable d'envoyer un remboursement aux parents pour ce montant OU devrait-il trouver un moyen de s'assurer que les frais réels facturés par le prestataire de services de garde diminuent ? Ou est-ce que cela n'a pas d'importance pour vous, pour autant que les coûts réels baissent ?

APPLICATION ALERTE COVID (20 minutes) **Centres de taille moyenne et grande de la Saskatchewan**

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada ?
- Est-ce que quelqu'un a téléchargé cette application ?
- Savez-vous comment elle fonctionne ? Pouvez-vous l'expliquer brièvement ?

LE MODÉRATEUR DOIT CLARIFIER/LIRE À L'ENSEMBLE DES PARTICIPANT(E)S ET AFFICHER À L'ÉCRAN

Au cours de l'été, le gouvernement du Canada a mis au point une application pour téléphone intelligent qui prévient ses utilisateurs s'ils se sont trouvés à proximité d'une personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19.

L'application fonctionne en arrière-plan grâce à la technologie Bluetooth et, chaque fois que vous vous trouvez à moins de deux mètres d'une personne qui possède également l'application Alerte COVID, les deux téléphones échangent des codes aléatoires. Ces codes changent souvent et ne peuvent pas être utilisés pour vous identifier.

Si une personne utilisant l'application reçoit un diagnostic de COVID-19, elle peut choisir de télécharger les codes aléatoires envoyés par son téléphone, qui sont transmis à un serveur central. Le serveur ne reçoit que les codes, et non des informations sur la personne.

Chaque jour, lorsque votre téléphone est connecté à Internet, il obtient une liste des codes aléatoires des personnes qui ont signalé un diagnostic. S'il trouve un code qui correspond, l'application vous informe que vous avez été exposé et vous offre des directives.

LE MODÉRATEUR DOIT LIRE CE QUI SUIT : En février, l'application sera mise à jour afin de recueillir des informations supplémentaires. Je vais vous montrer quelques messages que le gouvernement du Canada prévoit de partager avec les gens sur les médias sociaux au sujet de ces changements. Je vais les lire avec vous et puis nous en discuterons.

AFFICHER À L'ÉCRAN

Messages :

- À partir du XX février, de nouvelles données de performance seront recueillies à partir de l'application #AlerteCOVID pour mieux mesurer son efficacité à réduire la propagation de la #COVID19. Apprenez-en davantage : canada.ca/AlerteCOVID
- Afin de soutenir le développement et l'évaluation continus de l'application #AlerteCOVID, le gouvernement du Canada commencera à recueillir des données limitées à même l'application tout en préservant l'approche de protection de la vie privée de celle-ci. Les données suivantes seront désormais incluses :
 - Le nombre d'utilisateurs par province ou territoire
 - Le nombre de notifications d'exposition envoyées
 - Le nombre d'utilisateurs de l'application qui entrent une clé à usage unique après avoir reçu une notification
 - Les données de performance technique

- Ces données serviront à mieux évaluer l'efficacité de l'application, ainsi qu'à détecter et à résoudre plus rapidement tout problème afin d'offrir un meilleur service aux Canadiens. Apprenez-en davantage en visitant : canada.ca/AlerteCOVID
- Afin de soutenir le développement continu de #AlerteCOVID, le #GC commencera à recueillir, à même l'application, des données limitées de performance liées à l'utilisation et au fonctionnement de l'application. Apprenez-en davantage : canada.ca/AlerteCOVID

Questions :

- Quelles sont vos premières impressions par rapport à ces changements ?
- Pour les personnes ayant téléchargé l'application, est-ce que cela fait en sorte que vous êtes plus enclin ou moins enclin à conserver l'application sur votre téléphone, ou est-ce que cela ne fait aucune différence ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- Pour les personnes n'ayant pas téléchargé l'application, cela fait-il que vous êtes plus enclin ou moins enclin à la télécharger, ou cela ne fait-il aucune différence ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- SI L'ON N'EN FAIT PAS MENTION : Y en a-t-il parmi vous qui ont des préoccupations concernant la vie privée ?
 - SI OUI : y a-t-il quelque chose de particulier dans ces messages qui suscite des préoccupations chez vous ?

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Mot-symbole du Canada (anciens bénéficiaires de la PCU de Terre-Neuve-et-Labrador, anciens bénéficiaires de la PCU de la ville de Québec, Nouveau-Brunswick)

Canada

Dans cette image, le mot « Canada » est écrit en caractères noirs sur un fond blanc. Le « a » final est surmonté d'un drapeau canadien rouge et blanc.

Publicités sur les vaccins (résidents de grandes villes de l'Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination, aînés de l'île de Vancouver)

Une dose de faits – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme et d’un jeune garçon sur son dos, qui sont tout sourire, se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger d’une maladie sérieuse, » dans lequel les mots « vous protéger » sont en jaune. Dans la troisième image, on peut lire « d’effets à long terme sur la santé et, dans certains cas, de la mort. », encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie du père et de son enfant employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



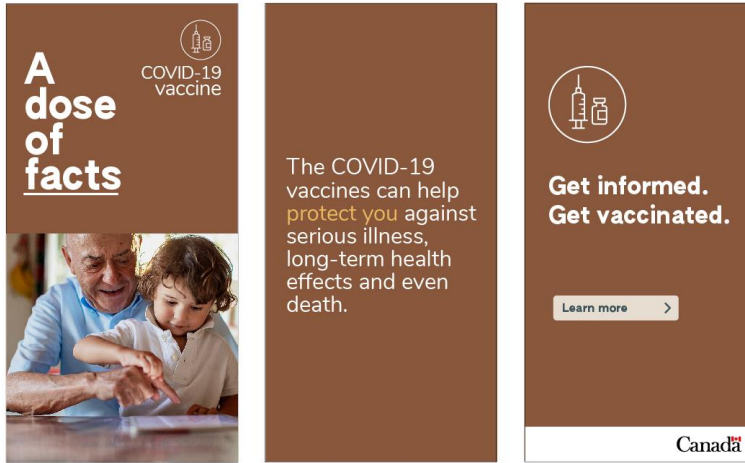
La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme et d’un jeune homme, qui sont tous deux en train de lire un document, se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 sont sécuritaires, » dans lequel l’adjectif « sécuritaires » est en jaune. Dans la troisième image, encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « car ils sont conformes aux normes les plus élevées en matière de sécurité, d’efficacité et de qualité. » dans lequel les mots « normes les plus élevées » sont en jaune. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie de l’homme et du jeune homme lisant un document employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



La figure ci-dessus est composée de six images. La première image est divisée en deux parties disposées à la verticale; dans la partie de gauche, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Une dose de faits » en gros caractères blancs dans lequel le mot « faits » est surligné. En dessous, en caractères un peu plus petits, figure le texte « Vaccin contre la COVID-19 » accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme vêtu d’une chemise à carreaux se trouve dans la partie droite. Dans la deuxième image, toujours sur un fond gris foncé et en caractères blancs, on peut lire le texte « Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger et à protéger votre communauté » dans lequel les mots « vous protéger et à protéger votre communauté » sont en jaune. Dans la troisième image, on peut lire « d’une maladie sérieuse, d’effets à long terme sur la santé et, dans certains cas, de la mort. », encore une fois sur un fond gris foncé et en caractères blancs. Dans la quatrième image, on voit de nouveau la photographie de l’homme vêtu d’une chemise à carreaux employée dans la première image. Dans la cinquième image, on revient au fond gris foncé, sur lequel on peut lire le texte « Informez-vous. Préparez-vous pour le vaccin. » en caractères gras blancs accompagné à sa gauche de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en jaune au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Une dose de faits – version D (aînés de l’île de Vancouver)



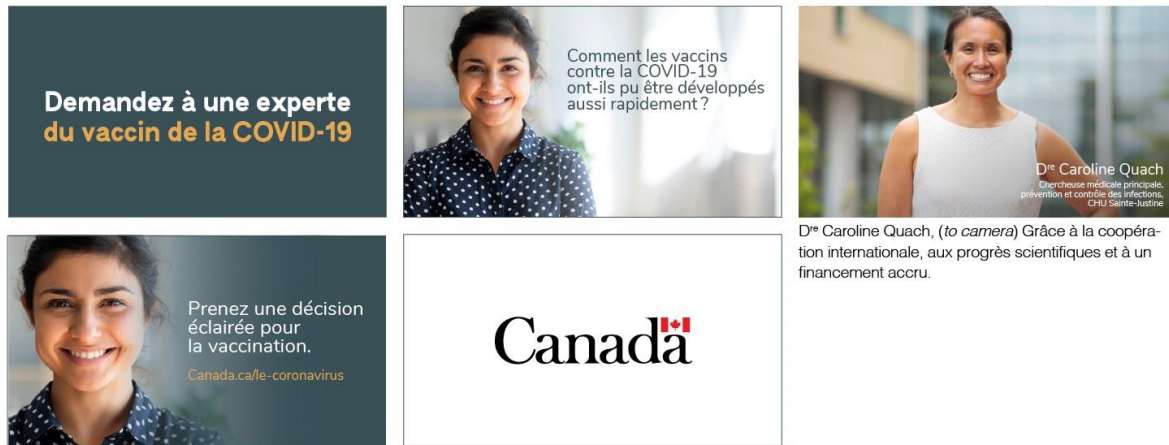
La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. La première image est divisée en deux parties disposées à l’horizontale; dans la partie du haut, on peut lire sur un fond brun le texte « A dose of facts » en gros caractères blancs dans lequel le mot « facts » est surligné. À droite, en caractères un peu plus petits, figure le texte « COVID-19 vaccine » et au-dessus, l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. La photographie d’un homme âgé et d’un enfant sur ses genoux regardant un document et pointant en sa direction se trouve dans la partie inférieure. Dans la deuxième image, toujours sur un fond brun et en caractères blancs, on peut lire le texte « The COVID-19 vaccines can help protect you against serious illness, long-term health effects and even death. » dans lequel les mots « protect you » sont en jaune. Dans la troisième image, encore une fois sur un fond brun et en caractères blancs, on peut lire le texte « Get informed. Get vaccinated. » accompagné au-dessus de l’icône d’un cercle contenant la représentation d’une seringue et d’une fiole de vaccin. Sous le texte se trouvent un encadré blanc et l’inscription « Learn more » en vert qui permet d’obtenir plus d’informations. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit.

Demandez à un expert – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



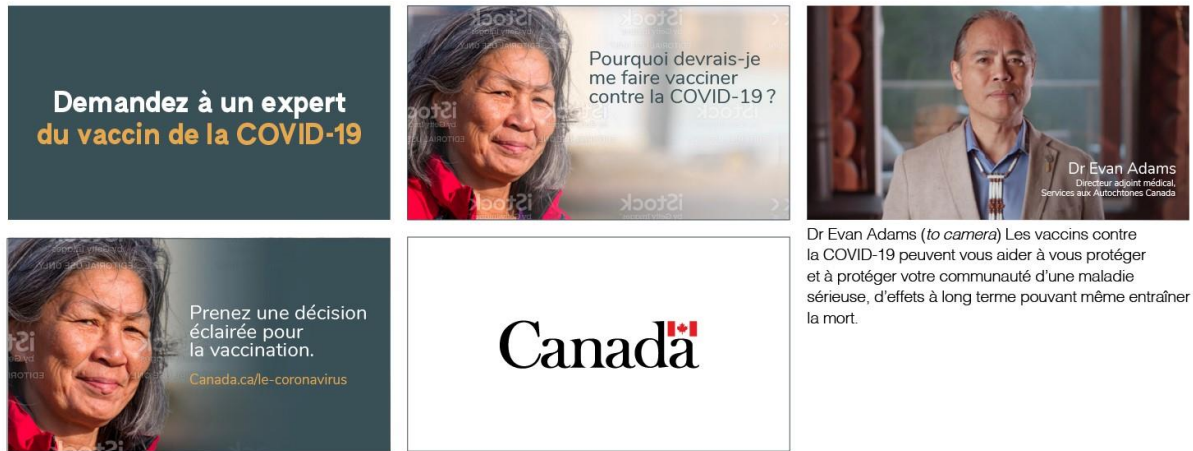
La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à un expert du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir un jeune homme souriant sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Comment fonctionnent les vaccins contre la COVID-19? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette le Dr. Howard Njoo, sous-administrateur en chef de la santé publique assis à son bureau (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l’écran). On retrouve le même jeune homme souriant que précédemment, mais sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



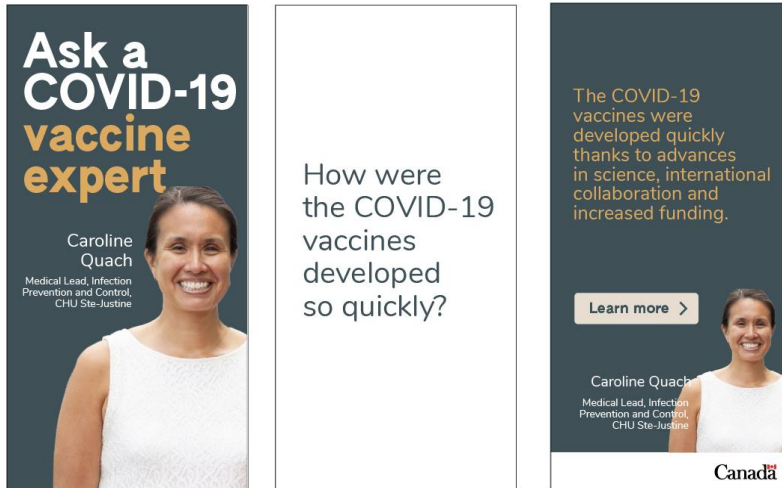
La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à une experte du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir une jeune femme qui sourit sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Comment les vaccins contre la COVID-19 ont-ils pu être développés aussi rapidement? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette la D^{re} Caroline Quach, chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine qui sourit à la caméra (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l’écran). En dessous figure le texte « D^{re} Caroline Quach (*to camera*) Grâce à la coopération internationale, aux progrès scientifiques et à un financement accru. » On retrouve la même jeune femme souriante que précédemment, mais en gros plan sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



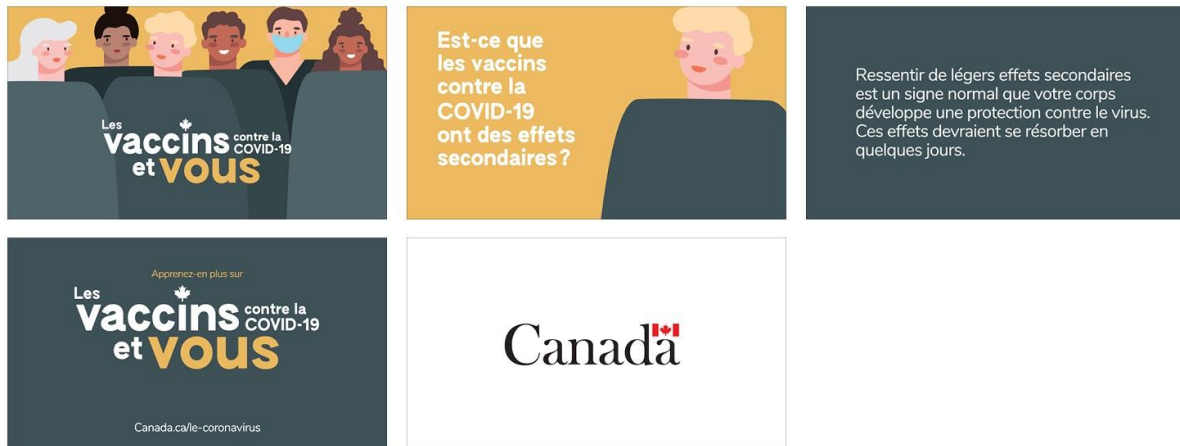
La figure ci-dessus est composée de cinq images. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Demandez à un expert du vaccin de la COVID-19 » en caractères blancs dans lequel les mots « du vaccin de la COVID-19 » sont en caractères jaunes. Dans la deuxième image, on peut voir une femme âgée sur un fond clair à gauche et à droite, le texte « Pourquoi devrais-je me faire vacciner contre la COVID-19? » en caractères vert foncé. La troisième image met en vedette le Dr Evan Adams, directeur adjoint médical, Services aux Autochtones Canada (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l'écran). En dessous figure le texte « Dr Evan Adams (*to camera*) Les vaccins contre la COVID-19 peuvent vous aider à vous protéger et à protéger votre communauté d'une maladie sérieuse, d'effets à long terme pouvant même entraîner la mort. » On retrouve la même femme âgée que précédemment, mais sur un fond gris foncé cette fois, avec le texte « Prenez une décision éclairée pour la vaccination. » en caractères blancs à sa droite. Sous ce texte figure l'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » en caractères jaunes de plus petite taille. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Demandez à un expert – version D (aînés de l’île de Vancouver)



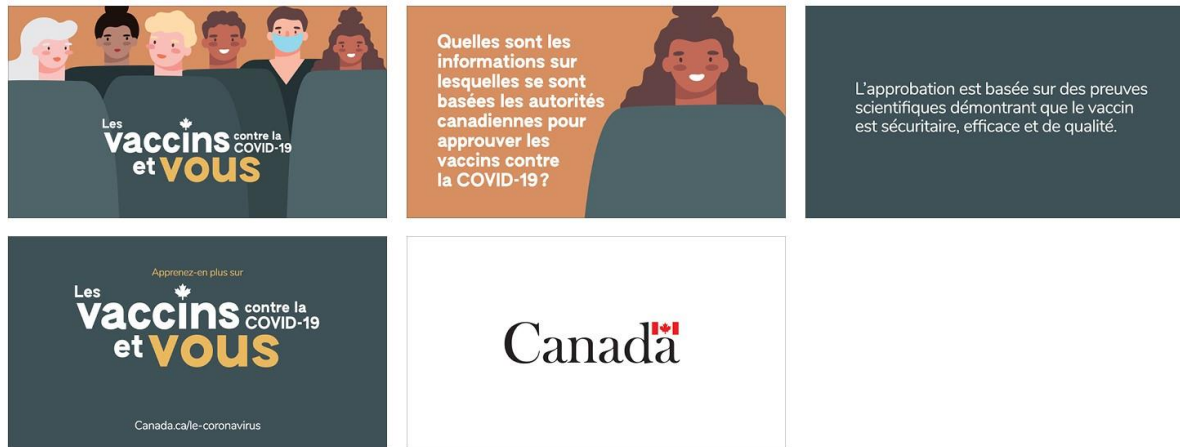
La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Dans la première image, on peut lire sur un fond gris foncé le texte « Ask a COVID-19 vaccine expert » en caractères blancs dans lequel les mots « vaccine expert » sont en caractères jaunes. Directement sous le texte se trouve la photographie de la D^{re} Caroline Quach, chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine (son nom et son titre sont superposés dans le coin inférieur droit de l’écran). Dans la deuxième image, on peut lire sur un fond blanc le texte « How were the COVID-19 vaccines developed so quickly? » en caractères verts. La troisième image affiche le texte « The COVID-19 vaccines were developed quickly thanks to advances in science, international collaboration and increased funding. » en jaune sur un fond gris foncé. Sous le texte se trouve un encadré blanc avec l’inscription « Learn more » et une flèche en vert qui permet d’obtenir plus d’informations. En dessous de cet encadré, on retrouve la même photographie de la D^{re} Caroline Quach accompagnée de son titre, Chercheuse médicale principale, prévention et contrôle des infections, CHU Sainte-Justine en caractères blancs. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit.

Les vaccins et vous – version A (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond jaune (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint foncé portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l’image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond jaune dans la deuxième image ainsi que le texte « Est-ce que les vaccins contre la COVID-19 ont des effets secondaires? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l’illustration du jeune homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts regardant en direction du texte. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « Ressentir de légers effets secondaires est un signe normal que votre corps développe une protection contre le virus. Ces effets devraient se résorber en quelques jours. » Un fond gris foncé est visible dans l’image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version B (résidents de grandes villes de l’Ontario qui sont réticents à la vaccination, Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan, Canadiens racialisés de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta, résidents de la GRM qui sont réticents à la vaccination)



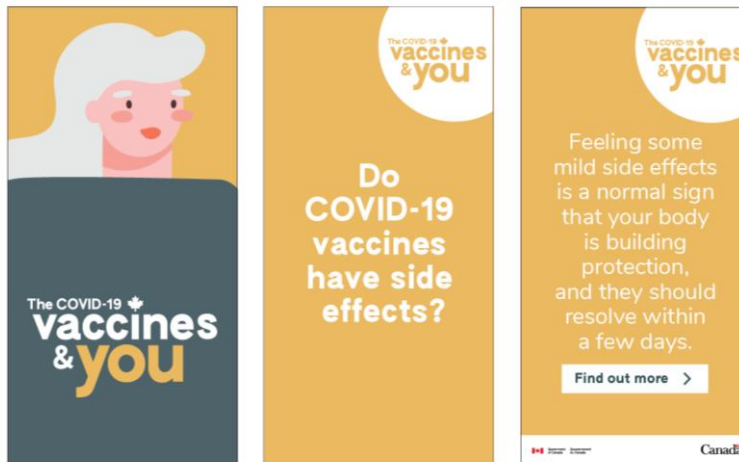
La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond orange (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint pâle portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l’image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux, figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond orange dans la deuxième image ainsi que le texte « Quelles sont les informations sur lesquelles se sont basées les autorités canadiennes pour approuver les vaccins contre la COVID-19? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l’illustration de la femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée qui sourit et regarde droit devant elle. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « L’approbation est basée sur des preuves scientifiques démontrant que le vaccin est sécuritaire, efficace et de qualité. » Un fond gris foncé est visible dans l’image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d’érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L’adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l’image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version C (Autochtones du Manitoba et de la Saskatchewan)



La figure ci-dessus est composée de cinq images. La première image est composée de six personnages animés sur fond jaune (de gauche à droite, on peut voir une femme au teint pâle et à la chevelure blanche, une femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon, un homme au teint pâle dont les cheveux sont blonds et courts, un homme au teint foncé dont les cheveux sont bruns et courts, un homme au teint pâle portant un masque bleu et dont les cheveux sont bruns et courts et une femme au teint foncé et à la longue chevelure frisée); ils portent tous un chandail vert foncé. Du texte est inscrit au milieu de l'image. On peut lire en petits caractères blancs « Les » en haut à gauche et « contre la COVID-19 » au milieu, à droite. Entre les deux figure le texte « vaccins et vous » en caractères blancs de plus grande taille dans lequel le mot « vous » est en jaune. Une feuille d'érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins ». On retrouve le même fond jaune dans la deuxième image ainsi que le texte « Pourquoi devrais-je me faire vacciner contre la COVID-19? » en caractères blancs dans la partie gauche et à droite, l'illustration de la femme au teint foncé et aux cheveux noirs portés en chignon qui regarde droit devant elle. Dans la prochaine image, on peut lire en caractères blancs sur fond gris foncé le texte « Il est impossible de savoir comment la COVID-19 vous affecterait, mais elle peut entraîner des complications graves. Les vaccins contre la COVID-19 peuvent aider à vous protéger. » Un fond gris foncé est visible dans l'image suivante ainsi que le texte « Apprenez-en plus sur » en petits caractères jaunes dans le haut, sous lequel on peut lire « Les vaccins contre la COVID-19 et vous ». Une feuille d'érable remplace le point au-dessus de la lettre « i » dans le mot « vaccins » et le mot « vous » est en jaune. L'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » est inscrite en caractères blancs au bas de l'image. Dans la dernière image, on peut voir au milieu le mot-symbole « Canada » sur un fond blanc.

Les vaccins et vous – version D (aînés de l’île de Vancouver)



La figure ci-dessus composée de trois images n’a été évaluée qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Dans la première image, on peut voir sur fond jaune l’illustration d’une femme au teint pâle et à la chevelure blanche qui porte un chandail vert. Sur son chandail, on peut lire en petits caractères blancs le texte « The COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » dans lequel le mot « you » est en jaune. On retrouve le même fond orange dans la deuxième image ainsi que le texte « Do COVID-19 vaccines have side effects? » au milieu, en caractères blancs. Dans le coin supérieur droit se trouve un cercle blanc dans lequel est inscrit en petits caractères jaunes le texte « the COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » en caractères de plus grande taille. Dans la troisième image, toujours sur le même fond jaune, on peut lire en caractères blancs le texte « Feeling some mild side effects is a normal sign that your body is building protection, and they should resolve within a few days. » Sous le texte se trouve un encadré blanc avec l’inscription « Find out more » et une flèche en caractères verts qui permet d’obtenir plus d’informations. Dans le coin supérieur droit se trouve un cercle blanc dans lequel est inscrit en petits caractères jaunes le texte « the COVID-19 » accompagné d’une feuille d’érable à droite. En dessous, on peut lire le texte « vaccines & you » en caractères de plus grande taille. Au bas de l’image, on peut voir une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin inférieur droit et le logo d’un ministère à gauche.

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l’eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Nord de l’Ontario)

Mis à jour le 23 décembre 2020

98

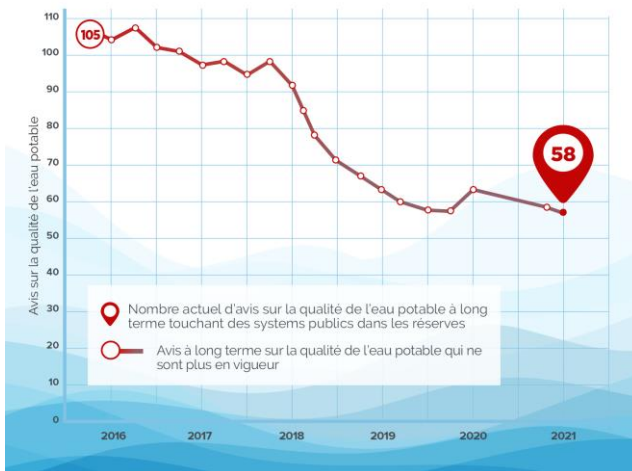
avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis Novembre 2015

58

avis sur la qualité de l'eau potable à long terme toujours

en vigueur dans

40 communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 23 décembre 2020 » en caractères gris, soulignés par une ligne ondulée bleu foncé. Dans le tiers supérieur gauche de l'infographie, on peut lire « 98 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères gris, avec le chiffre « 98 » en plus gros caractères et le mot « levés » en bleu. Au centre de l'infographie, du côté droit, on peut lire « 58 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 40 communautés », avec les chiffres en gros caractères et les mots « en vigueur » en bleu. Dans le bas de l'infographie, dans le tableau, l'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal précise les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique, le nombre 105 en rouge se trouve dans un cercle blanc. Dans la partie inférieure droite du graphique, on peut voir le nombre 58 dans une icône de localisation rouge. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation rouge représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».